

**Faculté des sciences économiques,
sociales, politiques et de communication
École des sciences politiques et sociales (PSAD)**

Comment l'Ukraine influence-t-elle l'opinion publique belge ?

**Analyse d'une diplomatie publique ukrainienne
« multi-niveaux » face à l'invasion russe**

Auteur : Mercenier Basile
Promoteur : Pr. Koutroubas Theodoros
Lecteur : Pr. de Wilde d'Estmael Tanguy
Année académique : 2023-2024
Master en sciences politiques, orientation relations internationales, à
finalité spécialisée : diplomatie et résolution des conflits

Déclaration de déontologie

« Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur. Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au Code de déontologie pour les étudiants en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave. »

Basile Mercenier

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Mercenier', with a stylized 'M' and 'B'.

Avant-propos

J'aimerais adresser mes remerciements au professeur Theodoros Koutroubas, qui, volontairement ou non, à réussi à me faire grandir et m'a permis de fournir aujourd'hui un mémoire dont je suis fier.

Je voudrais également remercier Monsieur Vincent Gabriel, l'un des meilleurs pédagogues que j'ai pu croiser lors de mon parcours académique, pour sa relecture et ses précieux conseils.

Enfin, je ne pourrai jamais assez remercier ma mère, pour sa générosité et sa disponibilité, ses relectures, son soutien, sa bienveillance, son écoute et ses plats préparés pendant 5 années.

Table des matières

1	Introduction	6
2	Cadre théorique	7
2.1	Influence, <i>soft power</i> et diplomatie publique	8
2.2	Lobbying et diplomatie publique	10
2.3	Propagande et diplomatie publique	12
2.4	Guerre hybride, irrégulière, psychologique et diplomatie publique . . .	14
2.5	Relations publiques et diplomatie publique	15
2.6	Diplomatie publique	16
3	Méthodologie	18
4	Chapitre 1 : Contexte général	20
4.1	Histoire et état de lieux de la guerre dans sa troisième année	20
4.2	État des lieux du récit stratégique ukrainien	29
4.3	Pourquoi influencer ?	31
4.3.1	Opinion publique et gouvernement	31
4.3.2	Enjeux de la diplomatie publique pour l'Ukraine	32
5	Chapitre 2 : Diplomatie publique multi-niveaux	35
5.1	Réseaux sociaux : compte "X" de Zelensky	35
5.1.1	Introduction	35
5.1.2	Présentations des résultats	36
5.1.3	Discussion	38
5.2	Interview d'un expatrié ukrainien en Belgique	41
5.3	Analyses diverses	44
5.3.1	Vidéo de remerciements	44
5.3.2	Discours de Zelensky devant le Parlement belge	46
6	Chapitre 3 : Les ennemis	48
6.1	Au niveau belge	48
6.1.1	Fatigue informationnelle	48
6.1.2	Economie belge	50
6.1.3	Préoccupations diverses	56
6.2	Au niveau ukrainien	57
6.2.1	La société veut-elle vraiment de cette guerre ?	58

6.2.2 Corruption	59
7 Conclusion	61
Bibliographie	66
Annexes	87

1 Introduction

Le 24 février 2022, le lever du jour en Ukraine s'est accompagné d'une invasion de grande échelle perpétrée par la Russie. Signant par la même occasion le retour de la guerre de haute intensité sur le sol européen, cette invasion est l'opportunité de voir se mesurer des armées régulières dans un XXI^e siècle particulièrement marqué par les innovations technologiques. Ces dernières, l'unité de la société ukrainienne, la flexibilité de son armée, ainsi que la combativité de son président, ont déjoué tous les pronostics, ceux du Kremlin en tête. Une fois l'illusion d'une guerre éclair estompée, les conséquences d'un tel conflit sont apparues : crimes de guerre à Boutcha, blocus du port d'Odessa empêchant l'export de blé... l'onde de choc s'est fait ressentir à l'échelle du monde. L'opinion publique s'est rapidement indignée face aux images chocs et aux discours clivants, notamment dans un pays 20 fois plus petit que l'Ukraine. Ancré au centre de l'Europe et de l'Union Européenne, la Belgique revêt un enjeu stratégique pour l'Ukraine qui cherche à s'assurer le soutien de ses alliés.

Alors que la guerre est depuis trois mois - à l'heure où ces lignes sont rédigées - rentrée dans sa troisième année, la Belgique, selon TREBESCH et al. (2024) a livré, depuis 2021, 1,09 milliard d'euros d'aide à l'Ukraine, soit moins de la moitié de ses engagements. Cela positionne la Belgique dans le top 15 des donateurs à l'Ukraine, et elle recule de trois places si l'on pondère ce montant au regard de son PIB. Avec les sommes conjuguées au niveau européen, les livraisons belges atteignent 2,26 milliards.

Outre son apport financier, humanitaire ou militaire, elle est également une terre d'accueil pour les ukrainiens ayant décidé de fuir le pays, puisque STATBEL (2024) a recensé plus de 80 000 attestations de protection temporaire délivrées par l'Office des étrangers. L'institut Kiel estime le coût d'accueil à 2,1 milliard.

Compter la Belgique parmi ses amis est essentiel : ce qui compte n'est pas tant son aide matérielle, humanitaire... mais bien son soutien dans toutes ses formes. Si l'on veut pouvoir détenir une position de choix à Bruxelles et pouvoir défendre au mieux ses intérêts, de bonnes relations avec la Belgique sont indispensables. Dans ce sens, et à l'heure des médias de masses et des réseaux sociaux, l'Ukraine tente de séduire autant que possible l'opinion publique belge. Ses réactions peuvent autant influencer les politiques nationales que l'élaboration de réponses collectives au sein des institutions européennes. Ainsi, l'analyse de l'influence ukrainienne sur cette opinion publique revêt une importance cruciale pour comprendre les dynamiques politiques contemporaines et les mécanismes de soutien à l'Ukraine dans un contexte de conflit

prolongé. Ce mémoire tentera donc d'examiner comment l'Ukraine, par le biais d'une diplomatie publique multi-niveaux, influence l'opinion publique belge.

Après le cadrage théorique et la présentation d'une méthodologie, ce travail se concentrera dans un premier temps sur une description de l'Ukraine avant l'arrivée de l'invasion. Un état des lieux de la guerre sera ensuite posé, avant d'aborder des éléments du récit stratégique ukrainien. La raison d'influencer sera également questionnée, d'abord sous l'axe de la relation entre opinion publique et gouvernement, ensuite sous l'enjeu que revêt aujourd'hui la diplomatie publique pour l'Ukraine.

Dans un deuxième temps, une analyse de la diplomatie publique que ce travail qualifie de "multi-niveaux" sera abordée. Le premier point sera dirigé vers une analyse du compte "X" du président de l'Ukraine Volodymyr Zelensky, tant sur le fond et la forme des publications, que sur leur quantité ou leur popularité. Ce travail explorera également des initiatives de la société civile, à travers une interview. Enfin, deux éléments viendront compléter le tableau, une vidéo de remerciements, publiée par le Ministère de la Défense de l'Ukraine et le discours du président Zelensky devant le Parlement belge.

Dans un troisième temps et avant de conclure, ce mémoire tentera de présenter les "ennemis" d'une diplomatie publique ukrainienne efficace. Tant au niveau belge qu'au niveau ukrainien, des éléments se mettent en travers d'une séduction totale, et une liste non exhaustive en sera proposée.

2 Cadre théorique

D'une manière générale, les théories réalistes des relations internationales pourraient offrir un cadre d'analyse pertinent aux concepts qui vont être abordés dans les sections suivantes. En effet, ce qui se joue sur le sol ukrainien est un conflit régulier, avec deux armées conventionnelles ouvertement en guerre. Conflit régulier, certes, mais comme nous allons le voir dans ce mémoire, conjugué à des stratégies de guerre irrégulière.

Particulièrement, et en dépit de l'importance qu'elle a accumulé ces 20 dernières années sur la scène internationale, il n'existe pas de cadre théorique d'analyse qui se révèle en mesure de permettre une étude approfondie de la diplomatie publique, intimement liée au "*soft power*" de Nye (GILBOA, 2008). Ce qui se jouera dans ce travail se situe donc à la frontière entre les perspectives libérales des relations internatio-

nales - dans lequel l'apparition du *soft power* s'est inscrit - et les perspectives réalistes des relations internationales (COURMONT et al., 2022 ; PAQUIN, 2013). En effet, Nye déjà en 2004, consolidait son concept en l'agrémentant d'éléments principalement rattachés au "*hard power*"¹ tels que certaines caractéristiques de la puissance² économique ou militaire (NYE, 2004b).

En outre, le contexte d'utilisation du *soft power* est aujourd'hui bien différent, et la Guerre Froide a laissé place au retour de la guerre chaude sur le sol européen. Le conflit en Ukraine met à l'épreuve le paradigme selon lequel la lutte armée, en tant que moyen de résolution des tensions internationales, était devenue obsolète. Ainsi, cette invasion a redéfini la perspective de conception du *soft power* en tant que moyen "véritable" de pouvoir. PAHLAVI (2013) expose donc le réalisme comme la théorie la plus adéquate pour comprendre et analyser la diplomatie publique, point de vue que nous appuyons au regard du retour de la guerre de haute intensité en Europe. Censée accroître la diffusion de l'influence et des intérêts nationaux, la diplomatie publique est, selon lui, « une stratégie de persuasion », un « nouvel instrument de Realpolitik ». C'est dans ce cadre que ce travail tentera d'aborder la diplomatie publique et la relation qu'elle entretient avec des termes comme la guerre d'information, ainsi qu'avec les médias et l'opinion publique. Nous verrons également les liens avec des notions telles que l'influence, le lobbying, mais aussi des notions plus clivantes, comme la propagande ou la guerre hybride.

2.1 Influence, *soft power* et diplomatie publique

Dans les relations internationales, l'influence est un concept voisin du *soft power* (MARANGÉ, 2017). BÜHLER et CHARILLON (2022, p. 148) retiennent une synthèse des différents travaux en la matière pour tenter de dégager une définition : « [...] l'influence consiste à faire changer le comportement d'acteurs extérieurs (gouvernements, élites, opinions publiques...) sans utiliser la force. Reste alors la rémunération ou le pouvoir de conviction, de séduction. ». Les États qui cherchent à se doter d'une réelle stratégie d'influence, se doivent d'assurer la construction d'instruments qui permettent la réalisation de leurs intérêts en la matière. L'influence dudit État,

1. "Hard power is the capacity to coerce them to do so. Hard power strategies focus on military intervention, coercive diplomacy, and economic sanctions to enforce national interest." (WILSON, 2008, p. 114)

2. "In international politics, having "power" is having the ability to influence another to act in ways in which that entity would not have acted otherwise." (WILSON, 2008, p. 114)

est, selon SIMÉANT (2017), dépendante de son capital social et économique. Lord (2005) était à l'époque plus critique sur la relation d'influence. La définition reprise ci-dessus insiste sur l'absence de recours à la force. Hors pour lui, l'influence peut autant s'exercer grâce à du *hard power* qu'à du *soft power*.

Quant au *soft power*, il semble impossible de passer outre une définition de Joseph Nye, père de ce concept, qui explique qu'il est l'utilisation de l'attraction - au détriment de la coercition - pour tenter d'augmenter sa capacité à influencer les autres en vue de l'obtention de résultats souhaités (NYE, 2004a). Le *soft power* d'un pays repose entre autres sur ses ressources culturelles, ses valeurs et ses idéaux politiques (BLET, 2010). Il y a donc une séparation entre le pouvoir, calculé sur base des résultats obtenus grâce au comportement (pouvoir d'attraction) ou calculé sur base résultats obtenus grâce aux ressources (actifs qui produisent l'attraction). Cette distinction est essentielle pour comprendre les liens entre *soft power* et diplomatie publique. Cette dernière n'est autre qu'un des outils dont dispose un gouvernement pour mobiliser ses ressources (NYE, 2008). Cela pose aussi une autre question, celle de la capacité effective à transformer un potentiel d'influence en influence réelle, abordée plus tard dans ce mémoire.

Par exemple, Emmanuel Macron a démontré avoir une compréhension grandissante de l'importance de ce nouvel enjeu, en évoquant notamment en novembre 2022 un nouveau principe de "Stratégie nationale d'influence". Il élève de facto le terme d'influence au rang de fonction stratégique en admettant, dans le contexte de l'invasion russe en Ukraine, que le champ de bataille s'étend maintenant à tous les domaines. L'emphasis est portée sur celui de l'information, représentant une menace d'une ampleur nouvelle. Selon ses mots : "Convaincre devient donc une exigence stratégique [...]" (BÜHLER, 2023). Cette redéfinition des priorités concernant la politique extérieure n'est pas quelque chose de surprenant, tant les défis imposés par la nouvelle ère de "l'information globale" nécessitent d'augmenter le poids du *soft power* au détriment du *hard power*. En effet, la diminution de la fréquence des conflits à haute intensité après la fin de la Guerre Froide et l'ampleur qu'a pu prendre internet dans l'influence ont poussé les nations à investir moins dans leur armée que dans la promotion du discours national à l'international. L'influence devient donc une carte essentielle du jeu qui combine d'autres atouts que la force, la communication et la diplomatie. C'est un rééquilibrage des ressources qui s'opèrent, et la diplomatie publique devient la stratégie d'influence par excellence sur la scène internationale

(PAHLAVI, 2013). Cependant, et comme discuté brièvement dans le préambule, la guerre en Ukraine est un des derniers indices³ accablants qui témoignent du fait que le *soft power* n'a, depuis la guerre froide, en aucun cas remplacé pleinement le *hard power*. La stricte distinction entre les deux conceptions s'efface, déjà depuis l'invention du *smart power*⁴, pour ensuite laisser place au *sharp power*, terme désignant : "des opérations de désinformation, d'intimidation et de subversion par le relais des *mass media* et du réseau Internet, allant des *fake news* à la cyberpiraterie." (TELLENNE, 2023, p. 62).

Ces différents éléments nous permettent donc d'admettre que la diplomatie publique est le moyen d'atteindre un objectif de *soft power*, ce dernier incarnant le résultat, et la diplomatie publique incarnant la stratégie. Dans ce cadre, l'échelon final est visualisable dans le concept de diplomatie d'influence. Selon DELCORDE (2021), la diplomatie publique est le « moyen », où la communication joue un rôle indispensable. Elle vise en majorité les populations, tandis que la diplomatie d'influence cherche elle, à atteindre ce que Delcorde appelle des « relais d'influence » : partis politiques, chefs d'entreprise, faiseurs d'opinions en général, ce qu'on peut appeler communément « influenceurs ».

2.2 Lobbying et diplomatie publique

La notion de lobbying peut sembler éloignée de celle de diplomatie publique, pourtant voisins si l'on considère, dans leur volonté commune de croître en influence auprès des gouvernements étrangers, l'État comme groupe d'intérêt. Dans leur ouvrage, BARDON et LIBAERT (2012) nous indiquent plusieurs définitions du lobbying. Quelques constantes permettent d'en dégager une acception générale : il s'agirait d'une action, qui vise à influencer les décideurs, sur un problème mis à l'agenda, à l'aide d'une communication renforcée sur celui-ci.

KOUTROUBAS et LITS (2011) ajoutent eux des techniques de lobbying qu'il est aisé de transposer aux États : course de l'influence et de l'information, network

3. TEURTRIE (2021) pointait déjà du doigt un an avant la guerre certaines reconfigurations géopolitiques incluant la Russie et les USA - entre autres - témoignant d'un *hard power* plus présent que jamais depuis la fin de la Guerre Froide. Pour plus d'informations voir Teurtrie, D. (2021). Russie : Le retour de la puissance. Armand Colin. <https://doi.org/10.3917/arco.teurt.2021.01>

4. Le *smart power* est, selon WILSON (2008) la capacité d'un acteur de conjuguer plusieurs éléments de *hard* et *soft power* de sorte qu'ils se renforcent mutuellement dans leur action afin de fournir de meilleurs résultats pour l'acteur en question.

building, double jeu de l'influence, alliances stratégiques, autant d'instruments avec lesquels doivent composer les États.

D'autre part, KOUTROUBAS et DEFACQZ (2021) postulent une typologie permettant de définir un groupe d'intérêt, également applicable à un État souverain. Selon eux, il doit s'agir d'une organisation, formelle, avec un intérêt politique. Si l'on prend comme exemple notre cas d'étude, l'Ukraine, reconnue comme un État, est donc par définition (NABLI, 2017), une organisation, qui possède un intérêt et un objectif politique, étant donné qu'elle cherche à influencer les États, dans l'objectif soit de percevoir de l'aide, soit de faire face à l'ennemi. Les auteurs ajoutent une dernière condition : « activités informelles ». Cela signifie que les groupes d'intérêts ne cherchent pas à briguer de manière directe des mandats publics. Une fois encore, on peut considérer que l'Ukraine remplit cette condition puisqu'elle ne cherche en aucun cas l'accession à des mandats publics à l'étranger.

Ils ajoutent également une nuance. Les groupes d'intérêts ne jouiraient pas tous de la même représentation au sein des institutions publiques. Les raisons : déséquilibres financiers et soutien asymétrique que reçoivent certaines propositions dans l'opinion publique, "capacités inégales de s'organiser" (KOUTROUBAS & DEFACQZ, 2021). Encore une fois, l'assimilation d'un État à un groupe d'intérêt est aisée : les difficultés que pourrait éprouver la Suisse dans sa diplomatie publique auprès des USA ne sont pas les mêmes que celles rencontrées par Israël. L'une d'elle notamment, est la capacité de l'État à financer un *lobby*, pour faire naître une complémentarité avec le travail de l'ambassadeur. Tous n'ont pas les ressources pour s'offrir un *lobby* efficace, ayant l'expérience et le réseau susceptible de pouvoir venir en aide à l'État en question.

En outre, l'enjeu est de pouvoir, à hauteur de ses capacités, transformer son potentiel d'influence en influence réelle. Ce potentiel dépend de : "[...] l'attractivité, [...] inhérente ou fabriquée" de l'action extérieure directe, et donc de la diplomatie publique et de la manipulation d'opinion (MARANGÉ, 2017, p. 13).

Certains pays, notamment la Russie, semblent plutôt performer dans ce domaine, où l'influence fait partie intégrante de la stratégie militaire (MARANGÉ, 2017). Dans la guerre "non déclarée" de l'information de la Russie contre l'OTAN et ses alliés, BÜHLER et CHARILLON (2022) se posent la question de savoir si l'Europe est assez

préparée pour faire face à ce genre de menace. Selon eux, l'Europe n'est pas une grande supportrice du concept d'influence. Des hypothèses sont posées : proximité avec le terme propagande, le terme manipulation, ou encore intrusion. Le Royaume-Uni fait cependant figure de proue en matière d'influence de même que l'Allemagne, ou la France. L'Union Européenne se concentre sur d'autres atouts, non négligeables, mais la capacité de transformation en influence pure est nulle, résultant de l'absence dans certains dossiers cruciaux de son environnement stratégique direct (BÜHLER & CHARILLON, 2022).

Différents problèmes se mettent en travers d'un lobbying efficace. A une époque où l'information est disponible partout et tout le temps, les communications des gouvernements mêmes ne sont qu'une portion infime de toutes les communications terrestres (NYE, 2008). Il est donc difficile de devenir l'interlocuteur privilégié détenant lui seul l'information correcte et véritable. Ensuite, ces communications ne connaissent pas de frontière et déstabilisent les « cycles d'informations » classiques. Un message destiné à un pays étranger peut être entendu n'importe où ailleurs, mais peut aussi arriver déformé dans l'ampleur du sujet dont il est porteur, en raison du délai avec lequel le destinataire originel le reçoit (CULL, 2008).

2.3 Propagande et diplomatie publique

Ce message émanant d'un pays est une parfaite transition vers le terme qui déchaîne toutes les passions : la propagande. Selon DERVILLE (2017), la propagande : " un type de discours à visée persuasive, qui enjoint explicitement le récepteur de penser et/ou d'agir de telle ou telle façon." Pour BLET (2010), la diplomatie publique n'est qu'une simple alternative à la propagande, dans le but de masquer sa mauvaise réputation, tandis que PAHLAVI (2013) la décrit davantage comme une alternative étymologique bourgeoise. Il entend par là le fait que diplomatie publique et propagande ne sont finalement pas tant éloignées, dans le sens où l'une et l'autre diffusent de l'information, en essayant de persuader une audience d'une vision particulière des événements, du monde ou des idées. La différence se trouve en effet dans la limitation de la propagande à des techniques de manipulation qui prennent pour point de départ le mensonge.

AUGÉ (2015) explique qu'il est courant de changer en un terme plus acceptable un concept ayant connu mauvaise presse. Il affirme que c'est le cas pour la propagande, pour laquelle les USA ont inventé dans les années 60 le terme "*public diplomacy*",

qui illustre la propagande étatique des USA, à travers la "United States Information Agency", sous le contrôle de l'agence fédérale "International Broadcasting Bureau". C'est le début de la création de médias à visée internationale tel que Voice of America aux US mais aussi BBC World Service au Royaume-Uni, RFI en France, Deutsche Welle en Allemagne, Voice of Russia,...

CELESKI (2019) associe l'utilisation connotée négativement de la propagande à la période de la Guerre Froide et de ses services rendus aux mensonges diffusés chez l'ennemi. Il distingue trois types de propagandes - non sans rappeler des notions de guerre psychologique abordées au point suivant - : blanche, grise et noire. La première est ainsi qualifiée en raison de sa source identifiable, la deuxième en raison de l'attribution de l'origine du message propagandiste à un tiers, et la troisième en raison de la manipulation totale pour laisser à penser que l'ennemi est lui-même l'auteur de la propagande.

Dans le deuxième chapitre de son ouvrage, AUGÉ (2015) identifie les acteurs de la propagande. Il cite premièrement les médias de masse (l'affichage, la presse, la radio, le cinéma, la télévision, les univers numériques et les autres médias), les partenaires médiatiques privés (les agents de relations publiques, les ONG et OIG, les lobbies et groupes de pression), les partenaires médiatiques officiels (comme les organismes gouvernementaux, les services de renseignements), et enfin le propagandiste en tant que tel.

Pour PAHLAVI (2013, p. 554), l'assimilation de la propagande à la diplomatie publique n'est pas fondamentalement fausse, dans le sens qu'ils partagent l'objectif de : « propager un message, des idées et de l'information, avec l'intention de convaincre une audience ciblée, de la rallier à une vision particulière du monde. ». Il réside cependant une différence essentielle : la diplomatie publique se garde d'utiliser des tactiques telles que la désinformation et les autres formes de tromperie basées sur la calomnie. Ces éléments réduisent la crédibilité du message et sont donc contre-productif pour une bonne stratégie de diplomatie publique (NYE, 2008).

Dans le même sens, AUDINET (2018) explique sur base des travaux de Melissen, que bien qu'ayant le même objectif, leur différence se situe dans le « modèle de communication mis à l'œuvre ». La diplomatie publique utilise des stratégies d'interactions, de communication réciproque, avec l'aide des médias sociaux, tandis que la

propagande se contente de diffuser un message de manière directe et sans possibilité de réponse.

Pour toutes ces raisons, c'est bien le terme de diplomatie publique qui a été choisi pour décrire l'action de l'Ukraine envers les pays susceptibles de lui accorder du soutien. Une dernière remarque purement subjective a aussi joué. Il semble que la propagande soit avant tout une technique que l'on qualifie comme telle dans un contexte de guerre, capable d'atteindre les populations de la nation ennemie. En effet, il est possible et même probable que l'Ukraine tente d'utiliser la propagande contre les populations russes, bien que celles-ci soient coupées des réseaux d'informations utilisés en Europe et ailleurs. Dans la même veine, le terme de guerre d'information ne paraît pas non plus adéquat. Il est potentiellement valide si l'on oppose Europe et Russie, Russie et Ukraine, mais pas Ukraine et Europe. L'attitude adoptée envers de potentiels alliés et fournisseurs tient donc plus de la diplomatie publique. Le seul « conflit narratif » qu'il peut exister et que cite AUDINET (2018) se traduit par l'utilisation des médias, traditionnels et sociaux, de chaque camp pour imposer sa vision du conflit et des événements aux publics extérieurs. Ceci s'inscrit dans un esprit de guerre hybride.

2.4 Guerre hybride, irrégulière, psychologique et diplomatie publique

Il est impossible de mener à bien ce travail sans expliquer les termes qualifiants les guerres du XXI^e siècle. Lançons une tentative de démêler ces potentielles confusions et d'expliquer pourquoi la diplomatie publique est plus adéquate que le principe de guerre d'information, se présentant aujourd'hui comme outil des guerres hybrides (Hou et al., 2023), en gardant à l'esprit que : "The military can sometimes play an important role in the generation of soft power." (NYE, 2008, p. 106). En ce qui concerne la guerre hybride, MARANGÉ (2017) la décrit comme un groupe d'actions hostiles avec pour objectif de déstabiliser une cible donnée sur le plan politique, économique et militaire, en évitant de l'attaquer frontalement mais en opérant des actions de déstabilisation, de désinformation et de renseignement.

TENENBAUM (2016) nous indique lui que le terme fut cité pour la première fois par deux soldats du corps des Marines, afin de décrire la situation à laquelle faisaient face les USA en Irak en 2005. Cette situation est un mélange entre plusieurs

éléments tels qu'un niveau de violence général post-conflit résultant d'un vide sécuritaire, d'une guerre civile, une insurrection contre l'occupant étranger, d'une activité terroriste internationale. La caractéristique hybride de la guerre vient donc de l'augmentation de la complexité du champ de bataille contemporain. Comme l'ajoute AUDINET (2018), elle consiste donc en l'addition de moyens de guerre conventionnels et d'autres non-conventionnels, l'addition de caractéristiques de guerre régulière et irrégulière.

La guerre irrégulière apparaît de facto en opposition avec la guerre régulière, régie par des lois, qu'elles soient juridiques ou stratégiques. Un caractère général pour l'identifier reste en tout cas la présence de guerriers ne dépendant d'aucune : « armée régulière, c'est-à-dire mise sur pied et entretenue par un pouvoir souverain. » (COUTAU-BÉGARIE, 2009). La guerre psychologique est, quant à elle, un terme inventé par les Britanniques pour qualifier des actions psychologiques réalisées en vue d'atteindre des objectifs politiques, incarnés dans des symboles (CELESKI, 2019). Comme il est compréhensible, c'est une tactique utilisée en temps de guerre. On distingue dans les "*psyops*", des opérations militaires psychologiques, deux catégories : blanches et noires (MARANGÉ, 2017). Les *white psyops* tentent de convaincre de nouveaux alliés de rejoindre la cause pour laquelle on se bat tandis que les *black psyops* tentent elles de discréditer l'ennemi.

En temps de guerre, ces opérations psychologiques militaires sont un moyen important afin d'influencer le comportement des pays étrangers. Un avant-poste ennemi, par exemple, peut être détruit par un missile de croisière ou capturé par les forces terrestres, ou des soldats ennemis peuvent être convaincus de désertir et de laisser le poste sans défense. Ces opérations psychologiques utilisent des tactiques qui peuvent s'assimiler à la tromperie et à la désinformation, qui sont efficaces en temps de guerre mais contre-productives en temps de paix (NYE, 2008). Les dangers d'un rôle militaire dans la diplomatie publique apparaissent lorsqu'il s'agit d'appliquer des tactiques de guerre à des situations ambiguës. Aujourd'hui, l'Ukraine et la Russie, bien que sanctionnée, restent des pays en paix avec l'Europe et la Belgique.

2.5 Relations publiques et diplomatie publique

SIGNITZER et COOMBS (1992) tentent de lier relations publiques et diplomatie publique en raison des objectifs et outils similaires. Ils ont défini la diplomatie publique comme : "[...] the way in which both government and private individuals and

groups influence directly or indirectly those public attitudes and opinions which bear directly on another government's foreign policy decisions.". Cette définition marque un changement de paradigme dans le sens où l'on admet dans la partie de jeu, des acteurs non-étatiques, ainsi que l'interdépendance croissante entre les acteurs (GILBOA, 2008). NYE (2008) établit une différence dans la temporalité. Les relations publiques consistent elles aussi dans la délivrance d'informations dans un but de promotion d'une image positive. Mais la diplomatie publique ne se limite pas à de la simple transmission et cherche de facto l'établissement d'un environnement favorable pour le pays à l'initiative, à travers la mise en place de relations à long terme. DELCORDE (2021) explique que c'est là que se distingue la diplomatie publique de la diffusion d'information classique, étant donné le fait qu'il y a une dimension idéologique, la volonté d'engranger une perception positive du pays. NYE (2004a) insiste sur le caractère durable de cette forme de pouvoir qu'est la diplomatie publique, instrument du *soft power*.

2.6 Diplomatie publique

Après avoir fait le tour d'une liste non exhaustive des synonymes et du champ lexical de la diplomatie publique et après avoir présenté les raisons qui expliquent le choix du terme, il apparaît important d'enfin définir celui-ci. Les études en la matière s'accordent à dire que l'origine de ce terme se trouverait en la personne d'Edmund Gullion en 1965 (CULL, 2008 ; PAHLAVI, 2013). Pour d'autres (Audinet, 2018), il fut inventé plus auparavant. Il apparaît cependant bel et bien qu'Edmund Gullion, ancien diplomate américain, lui donna ses lettres de noblesses, avec pour simple objectif à cette époque, de définir le rôle de l'United States Information Agency dans son action au Laos (CELESKI, 2019).

Malone tente de définir la diplomatie publique : « [...] direct communication with foreign peoples, with the aim of affecting their thinking and, ultimately, that of their governments. » (MALONE, 1985, p. 199). Dans cette définition, GILBOA (2008) identifie le manque de prise en compte des acteurs de cette communication. Il souligne également l'absence d'un processus en deux étapes : la communication directe, avec pour objectif une opinion publique étrangère favorable, et, consécutivement, une pression exercée par cette même opinion sur son gouvernement. L'objectif recherché est l'adoption de politiques accommodantes envers le pays usant de la diplomatie publique. De même, il explique que la diplomatie publique est la résultante d'un triptyque à la relation ambiguë : opinion publique, médias et gouvernement. Ce tra-

vail abordera plus loin les liens qui peuvent exister entre ces notions connues de tous mais non moins complexes.

Pour PAHLAVI (2013), la diplomatie publique est l'alter ego de la diplomatie traditionnelle. Elle étend la portée de cette dernière en restant officielle. Elle fait partie intégrante de la politique extérieure d'un État, complète et soutient ses objectifs initiaux. Comme il a pu être cité concernant la propagande, beaucoup de pays préfèrent d'autres appellations car sa signification va au-delà de cette terminologie (diplomatie ouverte, diplomatie culturelle et audiovisuelle, politiques d'influence...).

AUDINET (2018) contredit ce postulat en expliquant que la diplomatie traditionnelle fait surtout référence aux liens que peuvent développer deux gouvernements, sans prise en compte de la société civile. La diplomatie publique serait quant à elle une relation directe entre un gouvernement et une population étrangère, ce dernier tentant de lui transmettre « ses intérêts, ses valeurs et sa culture » (AUDINET, 2018). Il cite également MANHEIM (1994, p. 4), pour qui la diplomatie publique représente les : "efforts déployés par le gouvernement d'une nation pour influencer l'opinion de la population ou de l'élite d'une seconde nation, afin de tourner la politique étrangère de la nation ciblée à son avantage." (AUDINET, 2018, p. 176)

Les objectifs recherchés par la diplomatie publique sont nombreux. PAHLAVI (2013, p. 554) en liste quelques-uns : « [...] gagner la confiance et l'empathie, gagner les cœurs et les esprits, développer des amitiés et isoler les ennemis, projeter des valeurs et défendre des causes ou construire le contexte de politique. » Malgré ces buts, le principe reste très simple : la quête d'influence d'un gouvernement sur l'opinion publique d'un État tiers afin qu'il agisse dans son propre intérêt. Cela sous-entend qu'il est possible d'accomplir des objectifs stratégiques de politiques étrangères autrement – grâce à l'opinion publique – qu'à l'aide de la diplomatie classique, définie plus haut.

CULL (2008) postule que la diplomatie publique se déploie dans cinq domaines. Le premier, l'écoute, est l'étape initiale inévitable de toute stratégie de diplomatie publique réussie. Comme son nom l'indique, il s'agit d'être aux aguets et de collecter du renseignement sur l'opinion des publics étrangers afin de réajuster l'angle d'attaque. L' "*advocacy*" est, quant à elle, l'action même d'entreprendre des actions de communications internationales afin de prêcher pour ses intérêts, ses idées propres, ses politiques, etc. . . - Selon Cull, c'est réellement le cœur du travail et de la stratégie

de diplomatie publique. Le troisième, la diplomatie culturelle, consiste à montrer et transmettre à l'international ses moyens et concrétisations culturels. La diplomatie d'échange, elle, se concentre sur l'accueil et l'envoi d'étudiant, entre autres. Enfin, la radiodiffusion internationale (*international broadcasting*) comprend des pratiques de diffusion de l'information aux publics étrangers. Cull ajoute que cette dernière catégorie se combine avec les autres domaines de la diplomatie publique car elle les inclut, dans la pratique, en tout ou en partie. Comme on peut le percevoir, la focalisation sera donc davantage portée, dans le cadre de ce travail, sur les pratiques d'*advocacy* et d'*international broadcasting* que sur la diplomatie d'échange ou l'écoute.

En effet, avec l'avènement des médias, la diplomatie publique est devenue indispensable dans une stratégie nationale d'influence. D'une part, c'est l'un des moyens les "moins risqués et les plus rentables d'engager les populations étrangères et de construire des relations durables." (PAHLAVI, 2013, p. 564). D'autre part, la diplomatie publique par l'*international broadcasting* – aussi décrite comme "*mediated public diplomacy*" par ENTMAN (2008) – citée plus haut, est devenue, dans les conflits hybrides, un outil stratégique crucial. Non content d'impliquer des acteurs n'appartenant à aucune armée régulière et utilisant des moyens non conventionnels (AUDINET, 2018), ces conflits sont aussi aujourd'hui adjoints d'une couverture médiatique sans précédent – due à l'émergence des réseaux d'information en continu – que les acteurs du conflit se doivent de contrôler (SHEAFER & SHENHAV, 2009).

Un dernier mot sur le concept de « nouvelle diplomatie publique » (AUDINET, 2018 ; GILBOA, 2008 ; PAHLAVI, 2013) qui semble d'autant plus adapté à ce travail. En effet, cette notion assisterait, hormis la communication directe gouvernementale, à l'entrée en scène de nouveaux acteurs d'influence non gouvernementaux tels que les individus eux-mêmes. A ce sujet, DELCORDE (2021, p. 81) écrit : « Et ainsi, la communication du Web 2.0 rapproche le citoyen de la diplomatie qui devient véritablement publique. ».

3 Méthodologie

Dans ce travail, une tentative d'analyse sera lancée concernant la diplomatie publique multi-niveaux de l'Ukraine. Grâce à sa définition de la diplomatie publique, tant sur les points qui concernent les étapes du processus, sur l'objectif recherché, ainsi que sur la triptyque utilisée pour la mise en œuvre de la diplomatie, Eytan Gil-

boa donne des indices sur la piste qu'empruntera ce travail. Perpétuant sa vision des choses, ce travail se concentrera sur une diplomatie publique cherchant à obtenir des politiques accommodantes de la part de la Belgique, par ailleurs membre fondateur de l'Union européenne ainsi que de l'OTAN. C'est sur le manque de précision sur la qualification des acteurs que ce travail apportera la nouveauté.

Par conséquent, ce travail analysera différentes initiatives provenant de niveaux de pouvoirs différents. Afin de donner un aperçu global sur les différentes actions ayant eu lieu en Belgique, sur son sol mais également sur les réseaux sociaux qui animent l'internet belge, plusieurs initiatives seront proposées tout au long de ce travail et décortiquées au regard d'une analyse parfois quantitative, parfois qualitative. Le but étant, pour chaque initiative, de trouver la meilleure façon de l'analyser pour en interpréter les résultats les plus pertinents possibles. L'influence réelle de ces initiatives, présentées dans le chapitre 2, est impossible à démontrer (COURMONT et al., 2022 ; GILBOA, 2008). Nous postulerons donc que ces initiatives sont en réalité des hypothèses qui pourraient avoir un impact favorable sur l'opinion publique belge. En ce sens, les initiatives de différents acteurs seront considérées, déclarées comme faisant partie du système de diplomatie publique de l'Ukraine. Ce travail ne prétendra pas savoir s'ils font partie, ou non, de la potentielle stratégie de communication de l'Ukraine, et donc de sa diplomatie d'influence.

En ce qui concerne les ennemis de la diplomatie publique ukrainienne, qui pourrait influencer négativement l'opinion publique belge ou ralentir la diplomatie publique ukrainienne, la démarche sera différente. Nous adopterons un point de vue déterministe afin de présenter des faits, des chiffres, qui permettent au lecteur de se faire une idée de leur impact ou non. Certains faits sont par exemple parfois perçus à l'opposé par l'opinion publique belge.

Enfin, nous tenons à porter à l'attention de chaque lecteur de ce mémoire que nous sommes parfaitement conscient de la position que nous adaptons : il est probable que l'étude est biaisée sur certains points, influencée par notre position dans le monde et notre culture propre.

4 Chapitre 1 : Contexte général

4.1 Histoire et état de lieux de la guerre dans sa troisième année

L'histoire qui relie l'Ukraine à la Russie ne date pas d'hier et ne se limite pas aux enjeux géopolitiques entourant la Crimée. En réalité, elle démarre au IXe siècle, quand les Varègues se sont implantés le long du Dniepr. Ils y ont installés des comptoirs commerciaux fortifiés, avant que le prince Rurik ne fasse de Novgorod une principauté en 862 (MOTTE, 2022). La rus' de Kiev, au sens de Russie de Kiev, naît, selon les historiens ukrainiens, quand la ville "mère de toutes les villes russes", est choisie comme capitale par un descendant de Rurik (ZAZULYA OSTRIITCHOUK, 2008). Le prince Vladimir assoit vers la fin du Xe siècle le christianisme (SPETSCHINSKY, 2023d). GOUJON (2023e) définit alors la Rus' de Kiev comme une confédération de principautés - et non un Etat -, en place jusqu'au XIIIe siècle. Elle atteint le zénith de sa puissance au XIe, avant que des conflits internes et le déclin de ses partenaires commerciaux ne mènent à sa chute, entérinée après l'invasion mongole (GUNTERN, 2022). La partie du Sud-Ouest est captée par la Pologne, le centre et le Nord-Ouest par le Grand-Duché de Lituanie (GOUJON, 2023e), tandis que le centre du monde slave est poussé vers le nord, vers la principauté de Novgorod, qui s'était rendue indépendante de Kiev en 1136, et qui résiste aux hordes mongoles. La principauté de Moscou, sa voisine, tente alors de procéder à un "rassemblement des terres russes" au milieu de XVe siècle. Le Grand Prince de Moscou, Ivan III, réussit à les unir, se marie avec la nièce du dernier empereur byzantin, se déclare Tsar, souverain de "toutes" les Russies, et par extension positionne Moscou comme la troisième Rome (SPETSCHINSKY, 2023d). En d'autres mots, SPETSCHINSKY (2023d) écrit ceci : "À la fin du 15e siècle, la physionomie de la Rus kiévienne est fondamentalement transformée : le morcellement territorial et la rivalité des princes ont progressivement cédé la place à une entité politique centralisée sous l'autorité d'un monarque qui, de plus, concentre l'autorité politico- militaire et une dimension divine héritée de la dynastie byzantine."

La création de la République des Deux-Nations en 1569, après le prélude de l'Union de Krewo en 1385, mènent le nombre d'Etats qui se disputent les abords méridionaux du Dniepr à quatre : la Moscovie, héritée de la Rus' de Kiev, avait été épargnée contre tribut par les Mongols, mais aussi l'Union polono-lituanienne, l'Empire ottoman et le Khanat tatar de Crimée, vassale de Ottomans (MOTTE, 2022).

C'est à ce moment que naissent les premiers sentiments nationalistes : les Cosaques, chrétiens orthodoxes (Zaporogues), occupent les rives du Dniepr et rejoignent en 1615-1620 la communauté orthodoxe de Kiev. Leurs rangs sont bientôt grossis par les paysans ukrainiens, lassés du joug polonais (GOUJON, 2023c). En 1648, la révolte est lancée, mais réprimée dans le sang. Le Traité de Perïaslav est signé en 1654, quand les Zaporogues font un appel à l'aide à Moscou, au détriment de leur indépendance (GUNTERN, 2022). La bataille se poursuit, mais en 1667, la paix d'Androussouvo est signée, mettant fin au conflit entre la Pologne et la Russie, et dont la frontière commune devient le Dniepr (GOUJON, 2023c). Les Cosaques espéraient en réalité garder une certaine autonomie sur Moscou, mais le Tsar, persuadé que la région était une ancienne partie de la Rus' de Kiev, se considérait seul héritier légitime (MOTTE, 2022). Par la suite, de Pierre I à Catherine II, la Russie tâcha d'augmenter ses possessions et de se chercher une identité, ancrée au sein de l'Europe (SPETSCHINSKY, 2023d). A la suite de la chute de la République polono-lituanienne en 1795 et le dernier des "trois partages" de la Pologne, la reste de l'Ukraine revint à la Russie, de même que l'actuelle Biélorussie (GOUJON, 2023e). Des politiques de russification sont entreprises, des politiques résultant de la nécessité d'intégrer ces territoires, et le narratif amène les ukrainiens à être considérés comme les Petits-Russes (Petite Russie) et la Biélorussie comme la Russie Blanche : l'objectif est de stimuler une nationalité dominante étant donnée la vaste étendue de l'Empire (PEREKHODA, 2022).

En 1917, les ukrainiens profitent de la révolution russe et de la signature du traité de Brest-Litovsk pour proclamer leur indépendance (GOUJON, 2023e). A partir de cette date et jusqu'en 1922, les territoires ukrainiens furent de nouveau sujet à des affrontements entre les différentes puissances limitrophes, dont l'issue sera d'être de nouveau séparé entre l'URSS - constituée en 1922 - et la Pologne. Consécutivement, 10 ans de collectivisation forcée des terres et de répression politique menèrent à une famine destructrice, provoquant la mort de millions d'ukrainiens. La Deuxième Guerre mondiale n'apporta guère de perspectives plus favorables, la Crimée et le Donbass représentant pour l'Allemagne nazie des objectifs majeurs. Ce fut aussi l'occasion pour les soviétiques de déporter plus de 200 000 Tatars vivant en Crimée pour "accentuer la russification de la presqu'île." (MOTTE, 2022).

Après la Deuxième Guerre mondiale, GOUJON (2023e, p. 55) écrit ceci : "La politique qui suit oscille entre des périodes permissives, pendant lesquelles la culture ukrainienne peut s'exprimer relativement librement, et des périodes répressives. [...]"

Les réformes émancipatrices lancées en 1985 par Mikhaïl Gorbatchev et connues sous le nom de perestroïka provoquent la fin du régime communiste laissant place à la dislocation de l'URSS et à la proclamation d'un État indépendant en Ukraine le 24 août 1991.". Le don de Khrouchtchev de la Crimée à l'Ukraine est aussi à mentionner. Ce cadeau est intervenu en 1954 pour fêter les 300 ans d'union ukraino-russe, depuis le traité de Pereïaslav (SPETSCHINSKY, 2023d). Ce détail a son importance, puisque lors de l'indépendance de l'Ukraine, celle-ci hérita aussi de la Crimée, point de départ de l'annexion de celle-ci en 2014 (PEREKHODA, 2022).

Avant d'aborder la période de la révolution de Maïdan, la fin de l'année 2004 est marquée par les élections présidentielles ukrainiennes. Elles portent au pouvoir le candidat des autorités en place, Viktor Ianoukovitch, ancien premier ministre. Au bout d'une campagne chahutée, le résultat est contesté par l'opposition qui dénonce un trucage (GOUJON, 2023a). L'opposition est soutenue par des manifestations dans les rues, et la place Maidan est occupée pendant plusieurs semaines, période que l'on nommera "révolution orange". Un troisième tour est alors organisé, et le second candidat le plus sérieux, Victor Iouchtchenko, est élu. Pro-européen, il annonce au lendemain de son élection, l'objectif prioritaire que revêt l'adhésion de son pays à l'OTAN (ARMANDON, 2022). SCAGGION (2006) argumente que cette élection est synonyme d'une volonté de la population d'en finir avec un régime qui perpétue des "pratiques soviétisantes". Pour rappel, cette élection de 2004 vise à mettre au pouvoir le troisième président d'Ukraine, les deux précédents étant des anciens hauts membres du Parti Communiste d'Ukraine, que l'on peut qualifier d'oligarques. SCAGGION (2006) a observé une politique internationale ukrainienne résolument tournée vers l'UE et l'OTAN après 2005, mais cette attitude résulte plus de l'affirmation des choix antérieurs que de la formulation d'une volonté politique nouvelle. de KANIV (2022, p. 13) explique que le choix européen de l'Ukraine ne date pas de 2004, mais que dès la fin du XIXe siècle : "[...] un dialogue intellectuel a embrassé l'élite ukrainienne qui a cherché le chemin le plus propice pour l'Ukraine européenne et indépendante.". Depuis 1991, l'Ukraine a en effet multiplié les adhésions, accords de partenariat, de coopération et plans d'actions avec les institutions européennes (ARMANDON, 2022 ; SCAGGION, 2006). Face à cette volonté répétée et affichée de se détourner de la Russie, la couleuvre à du mal à passer à Moscou. La Russie intensifie et multiplie les pressions, depuis 20 ans, pour que l'Ukraine rejoigne ses propres institutions internationales régionales comme la CEI ou l'Union économique eurasiatique (ARMANDON, 2022).

Mais la présidence de Iouchtchenko est chaotique, et aboutit, en 2010, à l'élection présidentielle de son opposant de 2004, Ianoukovitch. Résolument plus tourné vers la Russie que son prédécesseur, et sûrement en raison de pressions exercées par le pouvoir russe (ARMANDON, 2022), le nouveau président trébuche sur la dernière marche de l'accord d'association avec l'UE, pour lequel il s'était engagé (GOUJON, 2023a). La Révolution de Maïdan survient en novembre 2013 et provient du nom de la place à Kiev qui fut occupée pendant plusieurs mois pour l'occasion. La crise est sans précédent et se répand à tout le pays. Les affrontements avec la police mènent à la fuite de Ianoukovitch vers la Russie en février. Dans cette période de bouleversements, la Russie annexe la Crimée en mars, juste après qu'un mouvement anti-Maidan ne se soit propagé en Crimée et dans les régions de l'Est de Donetsk et Louhansk (GOUJON, 2023g). Petro Porochenko est élu en mai 2014 alors que l'armée régulière se bat contre des séparatistes à l'Est, bientôt soutenus à l'été par la Russie. En septembre 2014 puis février 2015, des accords de cessez-le-feu sont signés à Minsk, mais jamais respectés. Les échauffourées se transformeront en conflit de basse intensité (GOUJON, 2023f). Les principales raisons de la non-effectivité de ces accords résident dans l'interprétation différente des dispositions qu'ils contiennent, mais surtout dans le calendrier pour l'application de ces dispositions. Entre autres, les élections devant se tenir dans ces régions requièrent selon Kiev le rétablissement du contrôle de l'Ukraine sur la frontière avec la Russie, tandis que cette dernière estime que les élections doivent se tenir selon les modalités existantes dans la région (MADOIAN, 2019).

Ces deux révolutions ont marqué un rapprochement des groupes sociaux ukrainiens, qui se font désormais confiance sur le plan politique. Deux résultats peuvent être alors observés : soutien de tous les groupes ethniques et religieux, plus grande cohésion de la société civile qui se bat pour la démocratie (SOLTYS, 2023). Le bilan de Porochenko n'a pas de quoi le faire rougir : le président aurait fait plus de réformes en quatre ans qu'en plus de 20 ans, notamment sur des secteurs clés comme la santé et l'éducation, mais aussi pour lutter contre la corruption (DAUBENTON, 2019). Cependant, le processus de réforme est ralenti par : "la guerre, le poids de l'héritage, les intérêts personnels, les tensions économiques et sociales." (de TINGUY, 2019, p. 239).

En 2019, Volodymir Zelensky, ancien acteur juriste de formation, succède à Petro Porochenko et est élu président avec 73% des votes (de KANIV, 2022) dans une élec-

tion ou cinq des six candidats sont pro-européens. Il est majoritaire dans toutes les régions d'Ukraine, sauf dans l'Est, où les oblasts de Donetsk et Louhansk ne peuvent accueillir d'élection et à Lviv, fidèle à Porochenko (voir Annexe A pour plus de détails). Cette élection semble donc incarner l'unité ukrainienne, illustrant la disparition du clivage politique historique est/ouest (pro-russe/pro-europe) (CHAMONTIN, 2019). Les principales demandes sur lesquelles Zelensky s'est fait élire sont la lutte contre la corruption (CRUZ, 2023) et la fin du conflit dans le Donbass. Zelensky était très actif sur ces points, comme nous le verrons plus bas pour la corruption. Il est le symbole de la volonté de changement et de la ferme envie de l'Ukraine de s'ancrer à l'ouest de l'Europe, tout en plaidant pour un retour du dialogue avec Moscou sur la question du Donbass (de TINGUY, 2019).

La présidence de Zelensky est marquée dans un premier temps par la crise du COVID-19. La priorité est donc axée sur le sauvetage économique. GOUJON (2020) explique que le nouveau président affiche sa détermination pour se débarrasser du système en place mais les avancées tardent à porter leur fruit. Le renouvellement du parlement à l'aide d'élections anticipées permettent le renouvellement de la classe politique, souvent critiquée. Mais des remaniements plus suspects sont aussi opérés, Zelensky les justifiant en évoquant la difficulté de trouver du personnel politique non corrompu et compétent. Cela démontre surtout la difficulté de naviguer dans la politique ukrainienne encore tiraillée entre oligarques indétronables et d'autres influences. La faiblesse des institutions du pays reste de taille, alors qu'internet se mêle de plus en plus au jeu de la politique (GOUJON, 2020). La société civile reste néanmoins aux aguets, manifestant pour chaque faux pas. GOUJON (2023h) écrit ceci : "L'usure du pouvoir aidant, la popularité de Zelensky diminue pour atteindre 25% avant l'invasion de 2022 même s'il reste l'homme politique le plus populaire. Outre les faibles avancées sur le conflit, les électeurs lui reprochent son engagement trop timide dans la lutte contre la corruption." (GOUJON, 2023h, p. 126). Le 21 février, la reconnaissance russe des oblasts séparatistes du Donbass provoque la réaction de l'Union européenne qui adopte quatre trains de sanctions avec, dans leurs viseurs, la Russie et la Biélorussie. Le premier survient le 23 février et consacre des décisions qui avaient déjà été prises en amont, en visant des personnes spécifiques (SPETSCHINSKY, 2023d, chapitre 5). Le 24 février au petit matin, Poutine surprend les Ukrainiens et envahit le pays (LE HYARIC, 2022). L'Union européenne accélère alors le mouvement et sanctionne de nouveau le 25 février, le 27 février et le 15 mars. Le troisième paquet du 27 février a un retentissement particulier sur la scène internationale car il

comporte une mesure excluant les banques russes du système international de paiement SWIFT (SPETSCHINSKY, 2023d, chapitre 5). Cependant, l'unité affichée entre l'OTAN et ses alliés est plus mesurée au sein de l'ONU (BONIFACE, 2022). En témoignent les cartes ci-dessous :

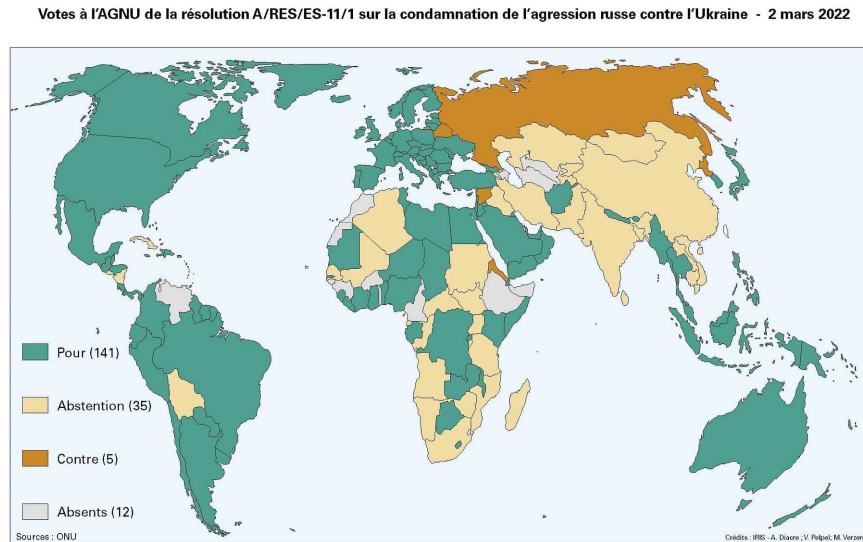


FIGURE 1 : Résultat du vote à l'AGONU de la résolution sur la condamnation de l'agression russe contre l'Ukraine, BONIFACE (2022)

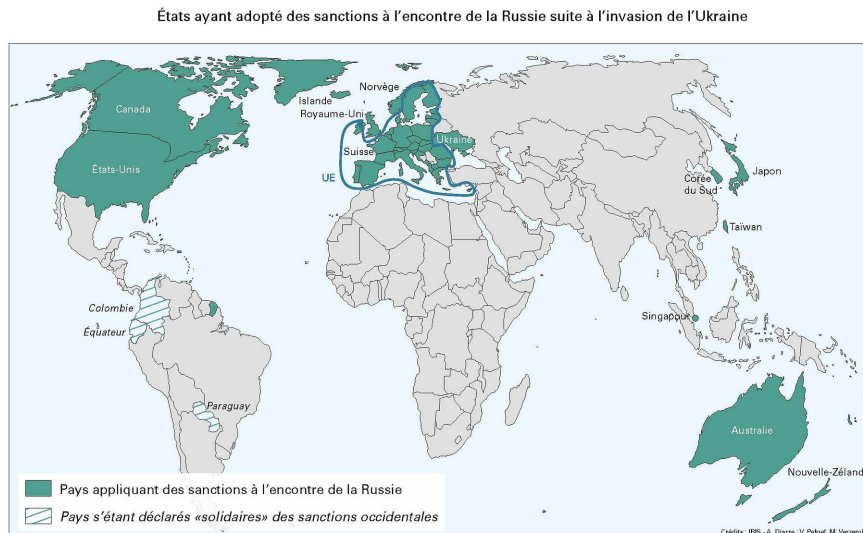


FIGURE 2 : Positions du monde sur les sanctions visant l'Ukraine, BONIFACE (2022)

L'attaque est de grande ampleur, au delà du Donbass, tout le pays est bombardé. Des troupes se dirigent vers Kiev afin de réaliser un putsch : prendre le pouvoir et remplacer le chef de l'Etat (GOUJON, 2023b). Une des potentielles attentes de Poutine n'est pas rencontrée : Zelensky ne fuit pas le pays. L'offensive sur Kiev se solde aussi par un échec (BONIFACE, 2022). Les troupes russes se retirent des abords de Kiev, et le monde prend alors connaissances des horreurs qu'elles ont commises à Boutcha, où l'on découvre des fosses communes (GOUJON, 2023b). En outre, une fois la surprise passée, l'Ukraine reprend plus de la moitié des territoires conquis par la Russie à l'apogée de l'invasion, entre avril et septembre (DUCLOS, 2024). Septembre pose aussi la question de la fourniture de chars d'assauts (SPETSCHINSKY, 2023a, chapitre 10). Les institutions politiques continuent de fonctionner normalement. Des lois sont votées, concernant tous les domaines de la vie quotidienne mais également militaire : des craintes sont alors émises vis-à-vis de la concentration du pouvoir dans les mains de Zelensky. Des sondages de juillet 2022 mettent au jour cependant que les Ukrainiens soutiennent que la critique n'est pas acceptable en temps de guerre (GOUJON, 2023c). L'armée ukrainienne atteint après la mobilisation générale un effectif de 700 000 hommes. La société civile se mobilise, alors que le pays est attaqué du nord au sud, avec un front à l'est. Les citoyens soutiennent massivement le président Zelensky, certaines personnes engagées depuis 2014 dans la résistance sont bientôt rejointes par d'anciens bénévoles qui reviennent "au front", d'autres enfin font leur premier tour de piste (GOUJON, 2023h). Un vaste réseau se forme alors, qui va de l'entraide et la collecte de fonds, de matériel, aux patrouilles dans certaines zones sensibles.

Certains pays se sont aussi mobilisés, les Etats-Unis en tête avec 113 milliards de dollars d'aide au total en décembre 2022 (STRICOF, 2024). Du côté européen, une sixième tranche d'aide de 500 millions d'euros est accordée dans le cadre de l'European Peace Facility. Un autre programme d'aide macrofinancière de 6 milliards est validé, mais fin 2022, uniquement 1 milliard a été versé (SPETSCHINSKY, 2023a, chapitre 11). Sur le front, les premiers mois ont vu défiler des conflits intenses, mais ont commencé à se calquer sur des : "[...] historic patterns of large-scale conventional wars, featuring prolonged periods of positional fighting, offensives and counteroffensives, sieges in urban terrain, phases dominated by high levels of attrition [...]" (DOBELL, 2024, p. 74).

L'"opération militaire spéciale", comme l'a décrit Poutine, a vu 200 000 sol-

ats russes déployés face à une Ukraine plus unie que jamais dans la résistance et une armée renforcée depuis 2014 grâce à l'aide américaine - comprenant des formations (BONIFACE, 2022). En novembre 2022, on déplore 100 000 personnels militaires décédés dans les deux camps, 40 000 pertes civiles ukrainiennes et des dizaines de millions de déplacés (CHACHKO & LINOS, 2023). La fin 2022 est marquée par des attaques russes sur des sites stratégiques de l'Ukraine pour casser la résistance d'une part, et d'autre part provoquer une crise humanitaire. Moscou vise ostensiblement des civils, notamment en réponse au retour du contrôle ukrainien sur la ville de Kherson (DUGOIN-CLÉMENT, 2023 ; SPETSCHINSKY, 2023b). La seule unité a réellement se révéler efficace sur le terrain est Wagner, une milice russe sur laquelle nous reviendrons (BOUWMEESTER, 2024).

Le premier anniversaire de la guerre est marqué par le dixième paquet de sanctions produit par l'UE à destination de la Russie. Les débats font rage quant à savoir si les sanctions se révèlent vraiment efficaces. SPETSCHINSKY (2023c), dans son rapport de janvier 2023, démontre que la baisse du PIB russe en 2022 est très légère, tandis que Moscou met en place des mesures de contournements, et même si les réserves de l'État ont été durement affectées, 2023 n'a pas provoqué la faillite du pays. L'année 2023 est marquée par la bataille de Bakhmut, qui fait rage depuis presque un an déjà (STEPANENKO, 2023). L'armée russe finit par emporter la victoire, sans grande valeur stratégique, mais dans une guerre où la communication fait partie intégrante de la stratégie, ce coup au moral est essentiel. La milice Wagner a été une des pièces maîtresse de cette victoire (BOUWMEESTER, 2024).

Après la reprise de nombreuses villes (Kharkiv, Kherson, . . .), par les Ukrainiens, l'armée russe s'est repliée et a consolidé ses positions, sur toute la longueur du front, avec des tranchées, des champs de mines, . . . (GIBLIN, 2023). La contre-offensive de l'armée ukrainienne à l'été 2023 s'est brisée sur ces défenses, coûteuse en matériel fourni par les pays soutenant l'effort (de GLINIASTY, 2024). Après deux mois, les Ukrainiens n'ont repris que 400 kilomètres carré, et le front s'est stabilisé (GIBLIN, 2023), enlisant encore plus la guerre dans une guerre d'usure et d'attrition (DOBELL, 2024). GADY et KOFMAN (2024) estiment que l'on peut parler de match nul. Décembre 2023 marque l'ouverture des négociations pour l'adhésion de l'Ukraine après l'accord du statut de candidat en juin 2022 (CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE, s. d.). En outre, BER (2024) nous explique qu'en cette fin d'année 2022, l'Ukraine fait face à un manque d'effectif, doublé d'un vieillissement de l'armée actuelle, dont

la capacité à supporter une guerre de tranchée peut être moindre.

Le deuxième anniversaire de la guerre révèle la volonté des 27 qui s'entendent sur une aide de 50 milliards d'euros à l'Ukraine pour la période 2024-2027, non sans mal, dû au chantage de la Hongrie (DUCLOS, 2024). Au total, à la mi-janvier, l'aide européenne dépasse l'aide américaine, dans les engagements comme dans les allocations, mais l'écart entre les deux est conséquent : moins de la moitié des aides ont été livrées (BOMPRESZI et al., 2024). Cependant, le 20 avril 2024, les États-Unis ont accordé une nouvelle aide de 60 milliards de dollars d'aide à l'Ukraine. Cela n'était plus arrivé depuis décembre 2022, pour des raisons de politique interne, et cela s'était fait ressentir sur le champ de bataille (STRICOF, 2024). En effet, les Russes ont profité depuis le début d'année de ce manque d'aide, exacerbé par la tentative de contre-offensive qui a épuisé les hommes et le matériel. Ils semblent aussi s'appuyer sur le nombre de soldats dont ils disposent, ainsi que les munitions qui recommencent à affluer vers le front (DYNER, 2024), afin de percer les lignes ukrainiennes avant la fin 2024, qui verra probablement l'arrivée attendue des F16, d'obus et de pièces d'artillerie (de GLINIASTY, 2024). Effectivement, au début du mois de mai 2024, la Russie a lancé une offensive fructueuse sur Kharkiv (GRYNSZPAN, 2024). De son côté, l'Ukraine a réussi, après des attaques répétées contre la flotte russe en mer Noire, à éloigner les navires de guerre. Les exportations de blé ont donc pu reprendre à des niveaux qui atteignent presque l'avant-guerre (HASKI, 2024 ; PETTYJOHN, 2024).

Pour résumer, la fin de l'année 2023 nous permet de dresser un bilan : l'armée russe dispose de nouveau du matériel et des hommes à sacrifier, capables d'user la défense ukrainienne, tandis que celle-ci dispose d'hommes mieux préparés, motivés et efficaces, mieux formés notamment aux tactiques de guerre. L'artillerie est l'exemple par excellence : les Russes misent sur la force de frappe et la quantité d'obus envoyés, tandis que l'armée ukrainienne compte elle, par la force des choses, sur des frappes beaucoup plus ciblées, et donc plus économes en munitions (DUCLOS, 2024). L'invasion de l'Ukraine aura aussi provoqué le contraire de ce que réclamait Poutine : l'Ukraine est désormais plus unie que jamais, et plus proche que jamais des institutions européennes. GADY et KOFMAN (2024) pensent qu'il est important de se concentrer sur des tactiques d'attrition pour réussir à prendre le dessus. De plus, Zelensky a longtemps repoussé une mobilisation de grande échelle, mais la nécessité commence à se faire sentir (BER, 2024). On a pu observer récemment le vote de la nouvelle loi de mobilisation, le 18 avril, qui abaisse l'âge de la mobilisation (SIOHAN,

2024). 2024 et 2025 montreront si l'aide américaine est une bouffée d'air ou permet le renversement du rapport de force. Les élections dans toute l'Europe auront aussi un impact, de même que les présidentielles américaines.

4.2 État des lieux du récit stratégique ukrainien

Ici, deux choses sont à bien distinguer. L'influence que l'Ukraine tente d'exercer dans le cadre militaire revêt aussi des considérations tactiques, puisque le but est d'empêcher l'adversaire d'influencer et de nuire, mais également de renforcer le contrôle et la "loyauté des populations concernées par ces actions militaires" (MARANGÉ, 2017). Du point de vue de la Russie, le parallèle s'établit facilement puisqu'elle occupe encore, à l'heure où nous écrivons ces lignes, plus de 17% du territoire ukrainien, chiffre qui n'a pas beaucoup changé depuis plus d'un an (BRETEAU, 2024). Pour l'Ukraine, c'est plus complexe. Elle se livre aussi à une guerre d'information avec la Russie, mais également à un jeu de séduction avec ses alliés. Ce travail se concentre sur les tentatives d'influence de l'Ukraine, dirigée vers ses potentiels alliés, et pas vers la population russe. AUDINET (2018) nous éclaire donc avec le concept de "récit stratégique" qu'il définit comme : "[...] récits sophistiqués qui, en délivrant des représentations déterminées (du monde, des événements, des acteurs en présence), cherchent à attirer l'attention sur les atouts de l'agent [d'influence] ou les tares de son adversaire et ainsi façonner les perceptions et les préférences de leurs cibles.". Dans un premier temps, un état des lieux de la guerre d'information à laquelle se livre l'Ukraine sera abordé.

L'État ukrainien est parfaitement au fait que la lassitude des pays du monde qui le soutiennent menacerait son effort de guerre. Une des pièces maîtresses de l'échiquier de séduction ukrainien est la président Zelensky - et sa femme dans une moindre mesure. Le président - son équipe - poste quotidiennement sur les réseaux sociaux, des communiqués de presse, tant pour stimuler ses concitoyens que ses alliés (BENABID, 2022). Son passé d'acteur ne lui est pas inutile : il tente de se montrer humble et humain, il visite ses soldats dans les hôpitaux, fait des directs sur les réseaux sociaux, se rend sur la ligne de front... (BUBICH, 2022). Le message qu'il tente de faire passer est celui de la collaboration, de la coopération, des objectifs partagés (éléments de langage que l'on peut retrouver dans ses posts sur X, comme nous le verrons). Les retrouvailles avec ses enfants sont filmées, afin de créer de l'émotion dans l'opinion publique internationale (BUBICH, 2022). Il se présente donc à l'opposé de l'image de Poutine, perçu comme un dirigeant froid, distant, rigide.

D'autre part, KOZIEJ (2023) explique par exemple que le discours de Zelensky devant le Congrès américain de décembre tenait plus de la stratégie de communication internationale que d'une réelle demande supplémentaire d'aide, les dispositions ayant déjà été réglées plus en amont. Cette visite se voulait nombreuse en symboles. Le but est de rappeler les éléments importants des enjeux aux yeux de l'opinion publique : rappeler l'admiration pour l'efficacité de l'armée ukrainienne, les sacrifices de la société civile et ce, pour défendre les intérêts de sécurité du reste du continent européen. S'afficher aux USA, plus grande puissance otanienne, témoigne de son soutien, et donne donc de l'espoir aux Ukrainiens. Le fait que le simple Ukrainien lambda se lève pour prendre les armes n'est peut-être pas étranger à ce phénomène. Un exemple frappant de cette communication est aussi la légende du "Fantôme de Kiev". La rumeur d'un pilote d'avion de chasse exceptionnel mettant en péril l'aviation russe s'est répandue sur la toile, stimulant la résistance ukrainienne (JANKOWSKI, 2022).

La société civile joue aussi un rôle, notamment la diaspora en Europe qui relaie instantanément les publications dans les pays dans lesquels elle s'est installée (JANKOWSKI, 2022). Plus largement, SCHRIJVER (2023) explique que la stratégie ukrainienne consiste à confier l'opportunité à de simples soldats de communiquer sur les actions, plutôt que de miser sur des leaders d'opinions, des influenceurs possédant déjà une célébrité. L'axe des publications est organisé autour de la bravoure, la résilience, le défi. L'humour est utilisé, de même que l'émotion avec l'apparition d'animaux. Les échecs et déboires de l'armée russe sont aussi exploités. L'apparition du *crowdfunding* a permis d'élargir l'horizon du soutien. Particuliers et entreprises, nationaux mais aussi étrangers, peuvent maintenant financer directement l'achat de drones ou de munitions.

En conclusion, l'élément phare de la stratégie ukrainienne est l'interconnexion entre les spécialistes en charge de l'information dans les différents ministères et la société civile (SCHRIJVER, 2023). Cela s'explique par le sentiment de combat "juste" auquel l'Ukraine se livre, en réaction à l'agression russe. Les Ukrainiens se sont rassemblés autour du drapeau pour se défendre, et les éléments narratifs que cette réalité induit sont utilisés pour rallier l'opinion internationale. Ils semblent s'être déjà préparés, et ont développé ces réseaux depuis 2014 (EKMAN & NILSSON, 2023).

La coopération et le développement de liens, de réseaux internes qui connectent

toutes les sphères de la société sont au coeur de la stratégie. On peut aussi remarquer qu'elle s'est inspirée des tactiques de communication qu'a pu employer Israël, en adaptant les connaissances héritées de l'ère soviétique. D'autre part, le rôle de l'OTAN est aussi à souligner dans la formation et l'apprentissage au concept de communication stratégique, sans pour autant s'y tenir strictement, mais en le transposant aux spécificités ukrainiennes (SCHRIJVER, 2023).

Même si la stratégie d'information ukrainienne relève plus de "processus informels et intuitifs" entre la société civile et l'État que d'une réelle planification, l'État a centralisé et contrôlé les médias audiovisuels (comme cité plus haut dans la lutte contre la corruption), pour lutter contre la désinformation. Le point fort de la stratégie de communication ukrainienne est sa flexibilité et sa rapidité de réaction, héritée d'une confiance entre les différents acteurs. Ces derniers sont également conscients de l'importance de la qualité du produit informatif (EKMAN & NILSSON, 2023).

4.3 Pourquoi influencer ?

4.3.1 Opinion publique et gouvernement

Théodoros Koutroubas, dans plusieurs ouvrages, aborde les avantages que peuvent trouver les pouvoirs publics dans la prise en compte de l'avis de la population. Ainsi, l'action publique doit en partie être dirigée par l'opinion publique, afin de légitimer le pouvoir en place par la volonté de "renforcer la participation active des citoyens dans la politique" (KOUTROUBAS & DEFACQZ, 2021, p. 170). Ainsi, l'opinion publique est devenue un élément clé dans la formation des politiques, notamment la politique étrangère, et il devient dangereux de ne pas lui tendre l'oreille (BONIFACE, 2023). COULON (2023) démontre en effet que : "les Etats modulent effectivement leur comportement envers la Russie selon que leur opinion publique est plus ou moins solidaire de l'Ukraine."

Cependant, LA BALME et DIECK (2010) postulent que cette obligation démocratique reste permissive, dans le sens où elle est une des nombreuses contraintes auxquelles les autorités font face, sans être la seule et l'unique. Elle est permissive car il est toujours possible de convaincre le citoyen. Dans ce sens, l'influence de l'opinion publique existe bel et bien, mais est "variable, irrégulière et indirecte".

Mais d'où sort cette question de légitimité ? NYE (2008) explique qu'un climat

de méfiance et de scepticisme règne aujourd'hui entre ces deux pôles essentiels de la société. D'autres *stakeholders* prennent alors le relais de la parole du public, comme les ONG ou d'autres acteurs privés, que les gouvernements sont obligés de consulter, voire de travailler avec. La voix de l'opinion publique est également relayée dans la presse. Ce pouvoir nouvellement acquis par les médias entraîne une remise question perpétuelle de la légitimité des pouvoirs publics (DERVILLE, 2017). Il ne suffit plus de séduire des élus, des hauts fonctionnaires ou des leaders d'opinions. La prise en compte de l'opinion publique devient essentielle afin de pouvoir être utilisée comme une ressource ou une arme sur la scène politique. Pour un candidat, la popularité jouera inévitablement sur les résultats aux élections, mais cela vaut également pour une Ukraine soucieuse de s'assurer une aide constante et suffisante.

Ceci nous emmène sur le terrain de la stratégie de diplomatie publique, et plus particulièrement sur le terrain du "récit stratégique". AUDINET (2018) cite trois types de récits : récits internationaux, nationaux et les "*issue narratives*". Le premier s'attache à faire la description du point de vue domestique vis-à-vis de l'organisation du système international. Le deuxième se plaît à raconter l'histoire nationale, les valeurs qu'il défend, et sa place dans le système international. Le dernier consiste à prendre position sur des actions bien précises en tentant de les légitimer si le pays le juge nécessaire.

Naturellement, une discussion sur les stratégies à mettre en place mériterait un chapitre entier. Cependant, un seul élément primordial sera abordé : il est important que toute stratégie d'un gouvernement étranger soit adaptée à son public cible. NYE (2008) explique que le paradigme dominant au plus haut niveau de l'Etat est celui de l'asymétrie d'information. Les dirigeants sont de manière générale convaincus que le monde penserait de la même manière s'il disposait des mêmes informations et renseignements qu'eux. Hors ce n'est pas le cas, de nombreuses études existent démontrant à quel point la culture peut influencer le message véhiculé (Le Bart, 2018 ; Burkhard, 2023 ; Derville 2017). Nye postule donc que les actions et les symboles sont plus influents que la narration.

4.3.2 Enjeux de la diplomatie publique pour l'Ukraine

La réponse à la question : pourquoi le président Zelenski passe autant de temps à faire le tour des parlements du monde pour plaider sa cause et publier des vidéos

sur les réseaux sociaux, est simple. La réponse ukrainienne à l'invasion russe a été immédiate : elle a choisi la riposte. Aguerrie après huit années de conflits dans le Donbass, les ukrainiens se sont révélés plus coriaces et rusés que ne l'auraient espéré Poutine et les élites russes. D'un point de vue purement tactique, l'Ukraine doit continuer à percevoir l'aide de toutes sortes et de toutes parts de ses alliés, sans quoi, la guerre risque de tourner en son désavantage. Bill Burns, le chef de la CIA avait déclaré le 18 avril 2024 que sans aide supplémentaire, la guerre pouvait se terminer courant 2024 (BERG & KINE, 2024). Pour continuer à recevoir de l'aide, l'Ukraine doit donc séduire et faire de la guerre en Ukraine, la guerre de tous les Européens. Pour LEBRETON (2023), il n'existe pas d'autre choix pour les pays de l'OTAN et ses alliés que de continuer d'aider l'Ukraine. Comme le récit ukrainien se plaît à le dire, la résistance ukrainienne incarne la résistance de la démocratie mondiale mais surtout européenne.

Dans le narratif européen, il est donc question de valeurs. Cependant, le soutien à l'Ukraine est unique, et nulle part ailleurs dans le monde l'UE ne semble prête à s'engager autant pour défendre ses valeurs (BONIFACE, 2024). Bien évidemment, la proximité de cette invasion lui donne un caractère tout à fait particulier, et l'Europe tente donc d'y défendre ses intérêts, qui résident principalement dans la stabilité de la région des pays d'Europe centrale et orientale. Concrètement, des mouvements pro-russes dans les Balkans et le Caucase pourraient ressurgir de l'équilibre fragile dans lequel certains conflits gelés se trouvent (DEMPSEY, 2022). Pour HOLLANDE (2023), ancien président de la République française, l'enjeu n'est pas seulement territorial, mais beaucoup plus large que cela. Une victoire russe en Ukraine, quelle qu'elle soit, créerait un précédent dans le système international. La Chine, pour ne citer qu'elle, assisterait une fois de plus à la faiblesse de l'OTAN et à son impuissance, au grand dam de Taïwan.

D'autres avis, à l'image de Pascal Boniface, tentent d'apporter une réflexion sur une autre sortie de la guerre que victoire ou défaite. Début avril 2024, il écrivait ceci : "Si l'on pense que la victoire n'est pas certaine, alors il n'est pas interdit de réfléchir à des sorties prématurées du conflit. [...] Les pays de l'UE soutiennent l'Ukraine, mais ne semblent pas avoir leur mot à dire. Il nous faut défendre nos intérêts et cela peut impliquer de ne pas suivre inconditionnellement le gouvernement ukrainien." (BONIFACE, 2024). En effet, il est aussi possible de gagner la guerre et perdre la paix. Une armistice signerait la paix, avec des garanties de sécurité, venant de pair avec

une adhésion à l'UE (DOBELL, 2024). La guerre a déjà permis à l'Ukraine une petite victoire : celle de se rapprocher de l'UE plus qu'elle ne l'aurait espéré (COMMISSION EUROPÉENNE, 2023).

5 Chapitre 2 : Diplomatie publique multi-niveaux

L'analyse du cas d'étude a comporté plusieurs étapes. Tout d'abord, postulant qu'il pourrait avoir un impact sur l'opinion publique belge, une étude du compte "X" du Président Zelensky fut menée. Deuxièmement,

une interview a été menée auprès d'un Ukrainien vivant en Belgique depuis 23 ans. Outre le biais inné dû à sa patrie d'origine, il fait partie intégrante de la population belge et à ce titre, a, nous le pensons, le recul nécessaire pour observer les influences ukrainiennes dans la population belge.

Enfin, une analyse d'une vidéo publiée par le ministère de la Défense ukrainienne à destination de l'opinion publique belge ainsi qu'une analyse du discours de Zelensky devant le Parlement belge permet de compléter le tableau des tactiques menées au plus haut niveau de pouvoir en Ukraine.

5.1 Réseaux sociaux : compte "X" de Zelensky

5.1.1 Introduction

Dans le cadre de ce mémoire, une analyse du compte du président Volodymyr Zelensky a été réalisée sur le réseau social "X", plus connu historiquement sous le nom de "Twitter". Il est important de rappeler que le réseau social a récemment changé de propriétaire, modifiant, outre le nom et les règles de publication sur le réseau, les modalités d'accès à l'API (Application Programming Interface), rendant caduques les différents logiciels et outils utilisés dans le cadre d'analyses qualitatives et quantitatives.

Les différentes publications du président Zelensky sur le réseau social ont donc été collectées manuellement, compilées et analysées dans le logiciel "Excel". Ce qui suit est une analyse comparative qualitative et quantitative des tweets du président, durant une période d'un mois, sur les années 2021, 2022, 2023 et 2024. Le premier jour pris en compte est le 23 février, afin d'observer l'activité sur le compte du président la veille de l'invasion russe en Ukraine, mais également durant le mois qui a suivi (jusqu'au 24 mars donc). L'année 2021 est comptabilisée dans le même état d'esprit, afin d'obtenir une vision du compte alors que l'Ukraine n'est pas encore en état de guerre totale. Au total, 412 tweets ont été collectés. Il est utile de mentionner que tous ces tweets sont en anglais, et les tweets rédigés en ukrainiens ont été volontairement ignorés car ils n'ont pas pour vocation, en principe, de viser une audience

internationale.

Pour la fluidité de ce travail, le terme de "tweet" sera néanmoins toujours utilisé comme générique. Lorsque "post" sera utilisé, il désignera des tweets postés avec uniquement du texte écrit. Si le tweet comporte une ou plusieurs photos ou une vidéo, il le sera précisé. Enfin, il existe deux dernières catégories : le "self-reply" et le "repost". La première signifie que le président (ou son équipe de communication) a posté une réponse dans un tweet propre précédemment publié. La deuxième signifie la publication, avec le compte présidentiel, de tweets publiés originellement par un utilisateur tiers.

Enfin, il est utile de préciser que l'analyse quantitative s'accompagne d'un "indice de popularité", pour chaque tweet, construit spécifiquement pour ce mémoire. Il se présente comme suit :

$$PopularityIndex = Likes + 2 \times Retweets + 3 \times Comments$$

Cela donne plus de poids à un commentaire qu'à un partage ou un "like" sur la publication.

Afin d'obtenir plus de clarté dans les résultats de cet indice, il a été normalisé selon la formule suivante :

$$Score = \left(\frac{PopularityIndex - \min(PopularityIndex)}{\max(PopularityIndex) - \min(PopularityIndex)} \right)^{\frac{1}{2}} \times 10$$

Cela permet de donner un indice sur une échelle de 0 à 10.

5.1.2 Présentations des résultats

A. Quantitatif

En 2021, 35 tweets ont été publiés, dont plus de 70% étaient accompagnés d'une photo. En moyenne, un tweet recevait 420,91 likes, 79,37 retweets et 61,89 commentaires. L'indice de popularité moyen pour 2021 est de 0,247.

En 2022, année du début de la guerre, 139 tweets ont été publiés au total, et l'immense majorité d'entre eux étaient des "simples" posts. En moyenne, un tweet recevait 92 612,95 likes, était retweeté 13 378,59 fois et 2850,89 commentaires accompagnaient ce tweet. L'indice de popularité moyen du 24 février, date du déclen-

chement de la guerre, augmente de plus de 600% par rapport à la veille. L'indice de popularité des tweets contenant des vidéos est minimum 2,5 fois supérieur aux autres types de tweets. La moyenne de popularité des tweets pour cette période est à 4,352.

En 2023, 63 tweets ont été collectés. En moyenne, un tweet était liké 24 623,81 fois, retweeté à hauteur de 4 132,54 fois et recevait 1 938,57 commentaires. L'indice minimum de popularité pour la période est de 1,062 et le maximum se situe à 4,494.

En 2024, 175 tweets ont été publiés au total, et leur moyenne de popularité était 1,378. La quantité de tweets est expliquée par l'apparition de "threads" sur le compte de Volodymyr Zelensky. Un thread est une collection de posts, connectés entre eux car tous publiés en réponse à un tweet initial. Cela permet de créer une discussion qui donnera plus de contexte qu'un seul tweet, étant donné la limitation du nombre de caractères pour chaque publication (HOU et al., 2023). En règle générale, ces réponses enchaînées les unes à la suite des autres affichent un taux de popularité très bas, ayant également un impact sur la moyenne. Chaque tweet fut en moyenne liké 9 524,49 fois, retweeté 2 032,94 fois et commenté 634,9 fois.

B. Qualitatif

En 2021, plusieurs éléments peuvent être mis en avant concernant l'analyse qualitative. Les tweets du président Zelensky concernent l'actualité journalière. Volodymyr Zelensky parle à la première personne la plupart du temps, n'employant le pronom «nous» que très rarement. L'emploi d'hashtags est régulier et récurrent pour citer des villes, régions, pays... de même que l'emploi de tags pour citer des personnalités ou l'emploi de drapeaux pour désigner des nations. Il est fait mention de l'Europe dans un tiers des tweets en moyenne, la moitié si l'on ajoute l'OTAN, tandis que la Russie n'est citée qu'une seule fois sur cette première période. Le deuxième tweet le plus populaire concernait la Crimée - mot aussi présent dans les tweets que l'Europe - et la prise de position des USA sur le sujet. L'Ukraine est citée à plus de 20 reprises. Enfin, les tweets font appel à des valeurs un tiers du temps en moyenne.

En 2022, le discours des posts tend à se montrer terre à terre. Les sujets abordés sont des nouvelles du jour, telles que l'adoption de décisions ou un vote concernant la guerre en Ukraine au Conseil de l'ONU. L'emploi du «nous» y est différencié : il est peu utilisé pour désigner sous un même pronom le président et la nation ukrai-

nienne tout entière, mais souvent employé pour positionner le président Zelensky au même niveau que les autres chefs d'Etats, ou appuyer leur prise de position. Il semble effectivement apparaître dans les tweets une certaine vision dichotomique de cette guerre, en prétendant qu'il ne peut y avoir de décision en demi-teinte, qu'il n'existe que le noir ou le blanc, le méchant et le gentil. L'emploi d'hashtags est, dans cette période, axé sur des messages qui ont pour vocation à être partagés ou retweetés tels que "StopRussia", "StandWithUkraine". Les mots les plus récurrents ont ici trait à la Russie et à Poutine - plus de deux-tiers des tweets en moyenne (90 fois) - suivi de près par le mot "*support*" (70 fois). La troisième marche du podium est détenue par le mot "Europe" (60 fois). Il est souligné plus d'une trentaine d'occurrences pour les mots "*grateful*" et "*sanctions*".

En 2023, on remarque pour cette période une utilisation presque inexistante du pronom "nous", tandis que le "je" reste lui, très présent. Les parallèles historiques cohabitent avec les remerciements pour l'aide et le soutien apportés à l'Ukraine, tout en appuyant sur le besoin de plus de sanctions, de pressions. Il y a une apparition de qualificatifs plus durs et tranchés vis-à-vis de la Russie - un tiers des tweets de la période comportent des mots comme : *terrorist*, *aggressor*, *invader*, *rashist*, *occupier*, *evil*, avec des accusations directes de kidnapping, crimes de guerres, génocides, ... Il faut également insister, tout autant que le font les tweets, sur l'orientation que prennent les tweets vis-à-vis de l'Europe. Le président Zelensky postule que la défense ukrainienne est en réalité une défense pour toute l'Europe : on assiste à l'emploi de la formule «Ukraine and Europe will win!», de même que les expressions «together», «common victory» et «peace in Europe».

En 2024, si l'on met de côté les "self-reply" faisant partie des threads, 60% des publications sont accompagnées d'une vidéo, et cela grimpe à 74% si l'on y ajoute les tweets accompagnés de photos. D'autre part, on observe aussi la disparition de l'utilisation d'hashtag, mais les drapeaux sont conservés comme émoji. Enfin, on peut relever que le mot "*thank*" est très utilisé, présent en moyenne dans deux-tiers des tweets.

5.1.3 Discussion

A. Comparaison quantitative

De but en blanc, le premier élément qui saute aux yeux est la quantité de tweets produite à travers les différentes périodes. La période 1 fait état de 36 tweets, c'est quatre fois moins que la période 2, trahissant une possible précipitation. Cette atti-

tude tranche avec la communication de la période 3 qui semble, elle, plus maîtrisée, avec une quantité de tweets - et un discours - à la croisée des chemins entre les deux premières périodes. La période 4 témoigne elle d'une réelle professionnalisation de la communication, avec la mise en scène de visites d'Etat, ou de réunions importantes. La mise en place d'une stratégie s'est sans doute s'est doute inscrite après la prise de conscience de l'impact et de la popularité nouvelle du président Zelensky :

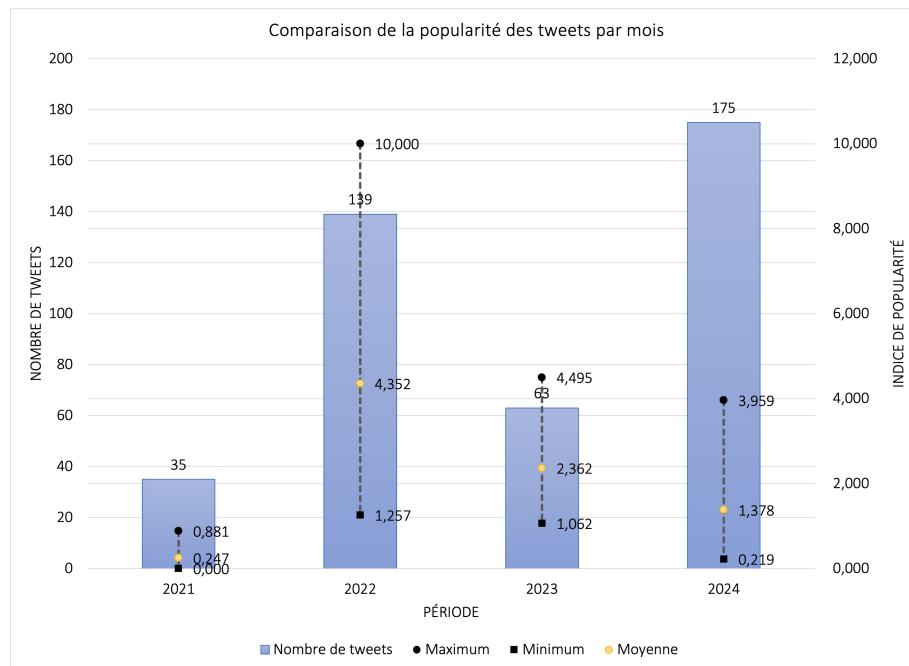


FIGURE 3 : Comparaison de la popularité des tweets collectés par mois, février 2021 à février 2024

Le graphique ci-dessus montre tous les éléments à prendre en compte. On y retrouve les comparaisons par mois du nombre de tweets, le maximum, le minimum et la moyenne de performance de popularité des tweets pour chaque période. De même que le nombre de tweets postés, leur popularité a été réduite de moitié un an après le début de la guerre, démontrant probablement une lassitude du public cible. Cependant, on peut de nouveau trouver une preuve de la professionnalisation de la communication, à travers l'apparition des threads par exemple, avec la multiplication des vidéos, ou en raison du nombre de publications en 2024. Par exemple, même si l'on retire les "self-reply", leur nombre est sensiblement égal à 2022, pour une qualité supérieure, comme il le sera abordé dans le point suivant. Une distribution de la popularité tweet par tweet pour chaque période est à retrouver en Annexe C.

B. Comparaison qualitative

Concernant la période 2021, les principaux mots écrits sont en phase avec l'actualité : l'Ukraine fêtait en 2021 les 30 ans de son indépendance. On observe également une tendance résolument européenne. Dans ce sens, on soulignera la volonté du président et ses équipes de communication de suggérer dans les tweets - le plus fréquemment possible - de renforcer la coopération bilatérale entre l'Ukraine et les pays européens. Le principal sujet de discussion reste alors la Crimée, dont le sort n'avait pas franchement bouleversé l'opinion internationale, et pour laquelle le président rappelle dans ses tweets des notions telles que l'intégrité et la souveraineté. Il est intéressant de noter que les tweets rédigés en ukrainien, qui n'ont pas été pris en compte, ont une légère tendance à être plus populaires que ceux à visée internationale, rédigés uniquement en anglais, tendance qui sera rapidement inversée dans les périodes suivantes.

Pour la seconde période (2022), contrairement à la période 1, on remarquera l'absence totale de référence à l'OTAN, étonnant dans le contexte de guerre. Dès le début de la guerre, une fois passé une série de tweets laissant transparaître une certaine précipitation dans la publication, le président cite le mot "paix" une vingtaine de fois, laissant sous-entendre la possibilité de discussions. L'heure est à la séduction des chefs d'Etats, tant la récurrence de mots comme assistance, partenaire, ami, coalition, discussion, soutien, reconnaissant... est grande.

Pour la période 2023, on peut observer un début de stratégie de communication, à la différence de la période 2022, où quelques tweets laissaient place aux émotions. D'une part, le "nous" est employé pour déclamer l'importance et la place de l'Ukraine et des Ukrainiens dans le jeu international, qui ne peut disparaître. Le discours est axé sur l'idée que l'Ukraine est le défenseur de la démocratie européenne dont, à croire les tweets, il fait déjà presque partie. Ils sont accompagnés de vidéos de communication de guerre vantant les sacrifices ukrainiens pour se défendre du diable, l'envahisseur.

Pour la dernière période, un réel travail sur l'utilisation des émotions à des fins de séduction semble avoir été effectué. D'une part, le président évoque les souffrances pour attirer la pitié de la scène internationale, et d'autre part il salue, remercie et stimule le courage du peuple ukrainien afin de renforcer la cohésion, le moral et la détermination de son peuple et des troupes. Il tient également l'internaute informé

de tous les partenariats et accords de coopération décidés ou signés. Dans ce sens, les vidéos ne se limitent plus à des vidéos de Zelensky parlant seul à la caméra - bien que cela reste les plus populaires - mais les visites d'Etat sont également filmées et mises en scène, une nouveauté qui fait mouche. Les vidéos accompagnées d'images chocs de bâtiments enflammés ou de familles désolées sont aussi celles qui touchent le plus de personnes. De manière générale, les tweets en anglais sont accompagnés en "self-reply" de la traduction en ukrainien. Ce n'est pas une nouveauté, mais le phénomène est maintenant récurrent et entretenu.

5.2 Interview d'un expatrié ukrainien en Belgique

A. Présentation

Dans le cadre de ce travail, une entrevue a été organisée avec un ancien journaliste ukrainien. Celle-ci a eu lieu à la Brasserie Sauvenière le 18 mars 2024. Les questions, ainsi que le sujet précis du mémoire, n'ont pas été dévoilés en amont de l'entretien afin d'obtenir des réponses les plus authentiques possibles. L'interview a donc débuté avec l'explication de la recherche menée dans ce mémoire. L'entretien a été divisé en 3 parties (à retrouver dans leur totalité en Annexe D : Questions de l'interview 1). La première concernait des questions de contextualisation, telles que ; "Pourriez-vous résumer votre parcours, votre vie?". Des recherches avaient été, à ce sujet, menées en amont de l'entretien, afin d'évaluer la pertinence de la personne interrogée. La deuxième partie était principalement axée sur le soutien apporté par les alliés de l'Ukraine. Enfin, la troisième concernait la diplomatie publique de l'Ukraine.

Lors de la première série de questions, l'interrogé explique être d'origine et de nationalité ukrainienne. Il a travaillé en Ukraine dans des rédactions journalistiques de différents niveaux géographiques, avant de partir vivre en Belgique au début des années 2000. Son choix s'est porté sur la Belgique en raison de la place que le pays représente, au centre de l'Europe et des institutions européennes. A son arrivée en Belgique, il a d'abord travaillé pour un journal russophone, avant de rejoindre "Radio Free Europe" pour qui il a travaillé en tant que correspondant à Bruxelles pendant plus d'une décennie. Il précise qu'il se concentrait sur les relations et les interactions entre l'Ukraine et l'Europe. Il est aujourd'hui professeur de langue anglaise. Sa famille et ses amis vivent encore en Ukraine.

L'invasion du 24 février 2022 est pour lui un choc. L'interview révèle cependant une contradiction dans ses réponses. En effet, l'interviewé exprime le fait qu' "il est clair depuis toujours que la Russie allait tenter d'envahir l'Ukraine" car elle

n'a, pour lui, jamais accepté que l'Ukraine puisse vivre indépendamment, et pire, se rapprocher des institutions européennes. Cependant, et malgré cette certitude, le déclenchement de la guerre est très surprenant car "personne ne pensait que ça allait arriver.". Même l'amas de soldats russes à la frontière précèdent la guerre, pour les intellectuels ukrainiens et lui-même, c'était du "bluff". L'invasion reste donc pour lui très choquante.

La deuxième série de questions était centrée sur l'aide apportée à l'Ukraine. Pour lui, les donateurs comprennent qu'il est légitime d'aider. Les Ukrainiens ont conscience de leur vulnérabilité et qu'ils ne sont pas capables de se défendre sans l'aide internationale, qu'il qualifie d'extraordinaire. Il est ravi et reconnaissant mais cite d'emblée le manque de munition. Il estime que l'aide internationale, quand elle arrive, est imprégnée d'un goût de "trop peu, trop tard".

Au niveau belge, il est déçu de l'aide et "choqué" de fait que certains Belges ne réalisent pas, n'ont pas conscience des conséquences que pourrait avoir la guerre. Il est content des prises de positions du premier ministre De Croo mais prétend que les Belges sont parfois trop attachés à l'Histoire, trop conservateurs. Il souligne aussi le fait qu'il est bizarre que la Belgique n'ait pas plus de considération pour sa propre défense. Le point positif qu'il voit est la présence d'exilés ukrainiens dans les foyers belges, qui permet à ces derniers d'être plus touchés personnellement, et donc de prendre la mesure de ce qui se passe actuellement. L'ancien journaliste met en lumière des points communs dans le caractère des wallons et des slaves : même mode de vie, même joie de vivre. Il pense donc qu'il y a une meilleure compréhension en Wallonie qu'en Flandre. Au niveau européen, il est content de la posture que le président français Emmanuel Macron a récemment pris. Il souligne aussi l'aide du Royaume-Uni. Pour lui, l'arrivée des élections dans le monde, dans les mois à venir, est une source d'angoisse. Trump est spécifiquement cité. Il craint le retour d'un protectionnisme croissant, au Parlement européen par exemple.

La troisième série de questions était dénommée "influence". Dans ses réponses, l'interrogé estime que la guerre informationnelle de la Russie a été déclenchée après le départ de Ianoukovitch, dans les régions ukrainiennes russophones. Selon lui, si l'Ukraine ne s'est pas plus rapprochée des institutions européennes, c'est en raison des leaders pro-russes qui dirigeaient le pays. Il pense également qu'à cause du manque de moyens, l'Ukraine n'est pas capable d'égaler la Russie dans le domaine de l'influence. Il cite comme exemple les centres culturels russes en France. Il admet néanmoins, par

exemple, que naissent de plus en plus de paroisses orthodoxes pour les Ukrainiens réfugiés dans les pays d'Europe.

A côté de l'influence, les réseaux sociaux sont à ce point utilisés qu'ils révèlent une "deuxième réalité". Les Ukrainiens s'en servent pour prévenir de frappes de missiles imminentes par exemple. Mais cela leur permet aussi de s'informer d'événements qui se passent dans le monde. L'interrogé présente l'exemple d'un magasin russe à Liège "Maroseyka" qui vendait des produits dérivés à l'effigie de la Russie. Il a été averti par des amis ukrainiens qui sont en Ukraine. Cela a permis de mobiliser l'attention sur l'affaire pour que les médias belges s'en saisissent. Il admet aussi repartager régulièrement des publications, des événements caritatifs, en publier d'autres en langue française afin de toucher le public francophone.

B. Commentaire

Lors de la première partie de l'interview, alors que nous sommes en train de poser le contexte, il est remarquable que l'interviewé emploie d'emblée des mots chargés de sens. Il utilise ces mots pour justifier son intérêt pour l'Ukraine, et l'aide qu'il tente d'apporter : choc, choquant, décevant, souffrance, injustices, malheur, désespoir... . C'est donc le champ lexical lié aux émotions qui sera utilisé pour parler de la guerre. Tout au long de l'interview, les prises de paroles de l'ancien journaliste semblent sincères, il semble convaincu de ce qu'il avance. Son non-verbal sera révélateur dans ce sens également, car au plus l'entretien avance, au plus il se rapprochera par dessus la table, comme pour appuyer ses réponses. Cela démontre que le sujet le touche personnellement et qu'il est investi émotionnellement.

Ce qui est intéressant à relever est que finalement, il ne qualifiera pas la Russie avec des adjectifs liés par exemple au diable, comme peut le faire le président ukrainien. Il n'a également pas proféré d'injure. La Russie est selon lui, un pays nucléaire qui, dans un monde "post-guerre", bafoue les lois internationales à travers une stratégie colonialiste. Il avance des arguments selon lesquels Poutine n'aurait rien à y gagner mais tout à y perdre. Il insiste à plusieurs reprises dans ce sens sur le fait que la Russie disposerait de quantités impressionnantes de ressources financières, qu'elle investit dans la guerre d'information. Pour qualifier les oblasts séparatistes de Donetsk et Louhansk, il utilise l'expression : "les soi-disant républiques populaires".

Ce qui est remarquable aussi c'est que pour lui, l'influence russe est illégitime. Celle de l'Ukraine est en revanche légitime car présente l'idée de la guerre "juste". Ainsi, les créations de paroisses ukrainiennes sont "justifiées" en raison de la diaspora

ukrainienne à l'étranger. Dans ce sens, il donne des cours d'ukrainiens. Leur existence même est "logique" afin de faire connaître la culture ukrainienne. Les cours de langue russe, qui sont toujours donnés, il les qualifie de "propagande".

Ce que l'interview permet de distinguer, c'est l'implication de toute la société civile dans l'effort de guerre. Sans s'en rendre compte, l'interrogé admet poster sur les réseaux sans qu'on lui demande, et explique que c'est peut-être plus important que les demandes d'armes. L'enjeu de la présence sur internet est compris par la population qu'il explique être maintenant plus consciente de la nécessité d'apprendre des langues étrangères pour parler au monde. Il estime que le message qu'ils propagent est plus pertinent depuis la guerre, que tout le monde "met la main à la pâte" afin que ce qui veut être dit ou montré puisse bénéficier d'un effet boule de neige. La population ukrainienne a tellement conscience du pouvoir des réseaux sociaux qu'au sujet du magasin russe de Liège, certains Ukrainiens se sont demandés si, finalement, il ne valait peut-être pas mieux ne pas en parler afin de ne pas faire de pub.

Enfin, nous aimerions porter la réflexion de chaque lecteur de ce mémoire sur cette phrase de l'ancien journaliste : "Parce que voilà chacun sa guerre quoi. Car si tu sais pas être au front, bah tu aides quoi, si tu ne sais pas aider bah tu te tais. Voilà c'est c'est comme ça, c'est ça le principe."

5.3 Analyses diverses

5.3.1 Vidéo de remerciements

A. Présentation

Le 4 octobre 2023, le compte "X" officiel du Ministère de la Défense ukrainien a publié une vidéo d'1 minutes 13 secondes qui concerne la Belgique. Elle intervient après la décision de la Belgique de rejoindre la coalition F-16. Quelques éléments sont à souligner dans cette vidéo.

Premièrement, la bande sonore utilisée est une version sans parole de "Pump Up the Jam". Sortie en 1989, la chanson fut le produit du groupe belge Technotronic. Après avoir établi des scores non négligeables à l'étranger, elle reste aujourd'hui très présente dans le subconscient des Belges qui la reconnaissent automatiquement.

La vidéo s'ouvre avec une scène d'un film de Jean-Claude Vandamme, une vedette en Belgique. Plusieurs extraits de ses films seront utilisés dans la vidéo afin de faire la jonction entre les réponses et les questions posées. Elle affiche le message : - en noir et rouge, sur fond jaune - "What we love about Belgium?". Diverses réponses

succèdent à cette question, telles que : "The finest chocolate". La réponse est accompagnée dans la séquence qui suit d'un plan de chocolat fondu qui coule. Il y a aussi : "The best beer", accompagnée d'un plan sur le remplissage d'un verre de "Brugse Zot", bière belge bien connue. Les réponses suivantes se composent de : "Legendary footballers" ainsi que de : "Jean-Claude Vandamme". La séquence d'illustration pour ce dernier point est intéressant, on y voit Jean-Claude Vandamme accompagné de soldats ukrainiens prononcer la phrase : "Slava Ukraini!".

Dans un deuxième temps, la vidéo se concentre sur le remerciement. Toujours sur le même principe, sont délivrées des affirmations suivies d'illustrations : "The latest country to join our F-16 coalition", avec des extraits de vidéos de F-16 de l'armée belge. "Which will give us the wings to win our freedom" est suivie elle d'extraits où l'on voit Zelensky serrer la main d'Alexander De Croo, ou de réunions entre les deux dirigeants. La dernière affirmation est : "This is in addition to other generous support", couplée à la vidéo de préparation des colis de l'initiative "B-FAST", et d'une bénévole de la Croix-Rouge qui contemple des dessins d'enfants associant le drapeau belge et le drapeau ukrainien. La vidéo se termine elle aussi sur ces deux drapeaux avec l'inscription : "Thank you Belgium", en anglais mais aussi français et néerlandais, suivie de Vandamme effectuant une révérence.

B. Commentaire

La stratégie de cette vidéo est de valoriser l'opinion publique belge, et les choix que pose son gouvernement. D'une part, avant même de remercier pour la décision prise, s'opère une séduction du spectateur belge. En établissant une liste de certains éléments de la culture belge que les Ukrainiens "aiment", la vidéo tente d'atteindre les sentiments, les émotions des Belges, en glorifiant ce qui fait partie de la reconnaissance et la fierté de la Belgique à l'international : le chocolat, la bière, les joueurs de football,... D'autre part, en s'adressant particulièrement à eux, la vidéo, le Ministère de la Défense et plus particulièrement l'Ukraine rentre dans un système de valorisation, de récompense vis-à-vis de la Belgique. Le Belge qui regarde la vidéo peut se sentir touché par une telle attention, cela personnifie le remerciement et lui donne un caractère beaucoup plus tangible qu'un remerciement global de tous les alliés de l'Ukraine par exemple. Les Belges touchés par ce geste vont alors potentiellement vouloir aider l'Ukraine plus généreusement afin de recevoir de nouveau ce type d'attention.

Pour ces raisons, on peut formuler l'hypothèse que cette vidéo de remerciement a

potentiellement été réalisée dans l'objectif de séduire l'opinion publique belge, sans pouvoir en déterminer l'impact effectif.

5.3.2 Discours de Zelensky devant le Parlement belge

Le 31 mars 2022, le président ukrainien, a été invité à faire une allocution devant le Parlement fédéral belge (LA CHAMBRE, 2022). Nous tenterons ici de le décortiquer. Il est à souligner que la transcription - à retrouver en Annexe E - a été produite manuellement sur base de la traduction en direct de la diffusion vidéo de la séance au Parlement. Il est important de garder à l'esprit que ce discours survient un mois après le début de la guerre.

Comme il va être abordé, Zelensky a posé dans son discours un cadre d'informations avec des biais identifiables : il tente par exemple de relier une histoire actuelle (la bataille de Marioupol) avec une histoire ancienne (la bataille de Ypres). Ce cadre présente une certaine image du monde pour essayer de modifier l'humeur du public sans s'en rendre compte, et ainsi être plus susceptible d'être influencé (BLOCH-ELKON, 2007). Ainsi, avec l'exemple présenté, Zelensky tente de créer une proximité, de raviver un souvenir dans l'esprit collectif belge afin que ce dernier s'identifie plus facilement avec ce qui se déroule actuellement à Marioupol. Il utilise aussi un stratagème pour évoquer la Russie : le mot "tyrannie" remplace à chaque occasion la mention du pays. Après analyse, deux sujets principaux ressortent de l'allocution : la bataille de Marioupol donc, et la question de la dignité.

En ce qui concerne Marioupol, il faut prendre en compte le contexte. La bataille qui s'y déroule fin mars 2022 a de nombreux enjeux : la victoire russe serait un nouveau coup dur pour l'économie ukrainienne, elle permettrait aussi à l'armée russe de disposer d'un couloir terrestre reliant le Donbass et la Crimée, ainsi qu'une opportunité de propagande et de coup au moral (GARDNER, 2022). Une bonne partie de l'allocution est donc une exemplification du cas de Marioupol, où Zelensky décrit le manque de moyen. Il fait des rapprochements : Marioupol est un exemple de ce qui se passera aux autres villes européennes si on n'arrête pas la Russie ; si la bataille de Marioupol est perdue, c'est selon lui la signification de la fin de l'unité européenne - il responsabilise en quelque sorte les Européens qui le regardent. Il fait également le parallèle cité plus haut avec la bataille de Ypres lors de la Première Guerre mondiale. Il "héroïse" les soldats qui s'y battent pour la défense de Marioupol, mais aussi la défense de toutes les villes d'Europe.

Ceci introduit donc le deuxième grand thème de son allocution : la dignité. Dans son discours, il tente de présenter ses arguments de manière très simple : tout cela n'est, selon lui, qu'une question de dignité. Si l'on doit aider les soldats de Marioupol, c'est pour se montrer digne, et à la hauteur des exploits qu'ils accomplissent tous les jours. Après discussion avec un interlocuteur d'origine ukrainienne, il apparaît que le mot "dignité" peut en français avoir plusieurs variations : Zelensky exprime par là le fait que les soldats de Marioupol sont "légitimes" pour obtenir cette aide. Pour cela, il compte aussi sur le "bon-sens" de la population européenne, sentiment de la "guerre juste" que l'on retrouve dans l'interview avec l'ancien journaliste ukrainien. Zelensky dit ainsi : "Nous voyons comment les Européens simples nous soutiennent, comment ils nous soutiennent dans notre lutte, et ils savent à quel point les armements que nous attendons de la part des Européens sont importants pour nous quand on parle des armements, quand on parle des chars armés et des avions."

Toujours dans cette idée de simplicité, il présente l'aide belge à l'Ukraine de manière dichotomique. Selon lui, c'est un affrontement de deux mondes : il y aurait ceux qui soutiendraient les défenseurs de la "tyrannie", qui veut diviser l'Europe et détruire la liberté, et ceux qui ne soutiendraient pas ces défenseurs, pour qui les diamants russes, les apports en énergie de la Russie et le commerce au port d'Anvers sont plus importants. Ce discours dichotomique est intéressant à souligner car cela ressort nettement dans ses publications sur X, observées dans l'analyse réalisée dans le cadre de ce travail.

Enfin, ostensiblement conscient que la Belgique est un atout au centre de l'Europe, qui, selon ses mots, pourrait montrer l'exemple, Zelensky remercie le pays pour l'aide déjà apportée et se dit "reconnaissant". Il tente de responsabiliser la Belgique et les Belges plus largement en les impliquant dans la lutte. D'une part, en servant d'exemple, ils participent à la paix. D'autre part, Zelensky affirme qu'il sait que les Belges sont plus attachés à cette valeur de paix qu'au commerce des diamants, ou au livraisons de pétrole et de gaz russe. L'aide en question est décrite en fin de discours : armements, sanctions contre la Russie, soutien à l'adhésion de l'Ukraine à l'Union Européenne. Son discours se conclut enfin avec un slogan répété partout dans cette diplomatie publique ukrainienne, et que l'on retrouve également dans la vidéo du ministère de la Défense ukrainienne : "Slava Ukraini !" (Gloire à l'Ukraine!).

6 Chapitre 3 : Les ennemis

Quels sont les éléments qui peuvent empêcher une diplomatie publique ukrainienne efficace ?

6.1 Au niveau belge

6.1.1 Fatigue informationnelle

Effectivement, une des raisons pour lesquelles le public belge pourrait se détourner de la cause ukrainienne, est le "trop plein" d'informations concernant la guerre. Selon BASTIN (2018) la "fatigue informationnelle" découlerait d'une "surcharge informationnelle". Posséder un accès très large à des sources d'information en ligne provoquerait une insatisfaction, pas une meilleure compréhension pour autant, et finalement une fatigue. De plus, le facteur "temps" joue aussi un rôle : on s'acclimate à la situation, d'autant plus que les avancées sur le terrain sont minimales, et les médias peinent à renouveler les différentes analyses (HERTIG, 2022). Le monde ne s'arrête pas de tourner pour autant et certains sujets, comme nous allons le voir, reprennent de l'importance sur la scène internationale (Duclos, 2024).

Parallèlement à cela, RAMONET (1993) expliquait déjà en 1993 que la télévision - et le journal télévisé en particulier - a vocation à distraire et non pas à informer, contrairement à ce que peut penser légitimement le citoyen. L'enchaînement rapide de sujets a pour lui un "double effet négatif" de surinformation et désinformation. S'informer nécessite un réel effort, "une mobilisation intellectuelle", et par conséquent fatigue. L'ironie de la situation est démontrée dans les chiffres : les actualités sont mémorisées à plus de 50% lorsque visionnées à la télévision, et à moins de 20% lorsque lues dans les journaux ou entendues à la radio AUGÉ, 2015. S'asseoir confortablement dans son fauteuil pour assister à un déferlement d'images plus sensationnelles, spectaculaires et violentes les unes que les autres entraîne une certaine paresse, popularisée par l'effet CNN (PRÉMONT & NADEAU, 2022), et pour RAMONET (1993), ce n'est pas "s'informer". Média "démocratique" car ne requérant pas de savoir lire ou de posséder une éducation solide préalable, la télévision présente l'avantage pour le propagandiste de pouvoir transmettre des images à forte charge émotionnelle en temps presque réel (AUGÉ, 2015). La propagande utilise ce trop plein d'informations à son avantage, car les contraintes posées par cette temporalité empêche l'analyse approfondie, la prise en compte du contexte.

D'autre part, cet effet CNN est concurrencé par un nouvel "effet Youtube". NAÍM (2007) explique que des clips vidéos postés sur différents sites web, tels que Youtube - leader du marché - sont rapidement accessibles au monde entier. Le réseau social est le deuxième site le plus fréquenté au monde, seulement dépassé par "google.com" (GALLIC & MARRONE, 2023). Certaines vidéos sont drôles et divertissent mais certaines sont bien plus sérieuses, telles que des vidéos postées par des terroristes. Certaines montrent la réalité, tandis que d'autres sont là pour désinformer. Un phénomène d'allers-retours se produit alors, entre la télévision qui rediffuse les publications d'internet, et internet qui rend disponible ad vitam aeternam le moindre moment de télévision. Dans le cadre particulier de la guerre en Ukraine, on a vu apparaître des "vlogs" postés par des soldats qui filment leurs opérations, les scènes de combat, qui filment la guerre⁵. Dès lors, comment délier le vrai du faux ? Chaque individu équipé d'un simple smartphone et d'une connexion internet est capable de faire plus de dégâts que la meilleure diplomatie publique menée par un État (HUYGHE, 2010).

LIPOVETSKY et SERROY (2023) vont plus loin, en expliquant qu'un "environnement hyperinformationnel" pourrait provoquer stress, déprime, anxiété, dépression, addiction, voire même défiance. Certaines personnes seraient donc tentées par des solutions d'évitement, telles que couper les notifications du téléphone, ou ne plus allumer la télévision. La surexposition créerait aussi une peur de manquer l'information la plus futile soit-elle (LIPOVETSKY & SERROY, 2023). Le cercle vicieux est ainsi formé. Ceci dit, cela vise tout le champ de l'information, pas seulement les sollicitations ayant pour sujet principal l'Ukraine⁶.

D'autre part, dans un souci d'économie, et donc pour éviter une certaine fatigue, nous rejetons les informations qui heurteraient nos sentiments, nos valeurs (BOUGNOUX, 2001). Comme déjà abordé, c'est justement sur les valeurs que joue l'État ukrainien ou les gouvernements membres de l'OTAN pour aider l'Ukraine. Pourtant, une étude montre que ce qui motive les pays du continent européen est

5. Voir par exemple : <https://www.youtube.com/watch?v=CFkWXjMPH-0>; <https://www.youtube.com/watch?v=IYvMc-tQvKM> et beaucoup d'autres.

6. Passionné par le sujet et curieux par nature, le rédacteur de ces lignes a décidé d'effectuer un sondage "sauvage" auprès de ses concitoyens, et particulier eux de sa tranche d'âge, propagé sur les réseaux sociaux durant le mois de mai 2024. Il ressort que 67,2% des répondants sont favorables à l'Ukraine, plus de 74% jugent qu'il est utile d'aider l'Ukraine, quelle que soit la manière. Enfin, concernant la partie informationnelle, plus de 73% jugent ne pas être "surchargé" d'informations concernant l'Ukraine, sous les réseaux sociaux ou dans les médias.

plus le souci de leur propre sécurité et la défense de la démocratie ukrainienne que les valeurs prônées par l'Europe comme les droits de l'Homme, la démocratie ou lutter contre l'autoritarisme (COULON, 2023).

D'autre part, les différents sondages de l'Ifop indiquent qu'entre le début de la guerre et l'été 2023, la popularité de l'Ukraine dans l'UE n'a cessé de décroître. A l'été 2023 donc, elle a fait une nouvelle percée dans les opinions publiques de pays de l'UE, mais février 2024 démontre une nouvelle baisse. Sans établir de lien de cause à effet, on peut supposer que l'annonce de la grande contre-offensive ukrainienne en juin 2023 (GIBLIN, 2023) a pu faire souffler dans les pays de l'OTAN et leurs alliés une légère brise d'espoir. Mais les difficultés rencontrées lors de cette contre-offensive et les sujets divers en cours en automne/hiver 2023 sur la scène internationale ont pu faire détourner le regard de l'opinion publique. Cette tendance est confirmée dans l'enquête la plus récente, à l'heure où ces lignes sont écrites, de la plateforme "Eupinion" (HOFFMANN & SCHMIDT, 2024). Cette étude compile trimestriellement depuis mars 2022 les opinions européennes à l'égard de l'Ukraine. Le soutien via l'envoi d'armes est plus élevé quand il est fourni depuis le niveau européen plutôt qu'à un niveau national. Le soutien reste plus haut et élevé en ce qui concerne les réfugiés⁷ :

En conclusion, même si la fatigue informationnelle existe, il est impossible d'établir un lien de cause à effet probant. Les avis se précisent au fur et à mesure du temps, le soutien baisse sur certains sujets, mais pas sur d'autres.

6.1.2 Economie belge

Dans la section précédente, la notion de fatigue informationnelle a tout d'abord été abordée. Il n'est pas possible d'obtenir des données précises sur celle-ci qui soient fiables sur le long terme, étant donné la subjectivité de cette notion. Pour chaque citoyen, cette fatigue peut se transformer du jour au lendemain. Cependant, la présente section tentera de démontrer que le soutien à l'Ukraine a pu décliner, avant de repartir à la hausse à l'été 2023, date qui coïncide avec le début de la contre-offensive ukrainienne. Il sera postulé que la guerre a un impact suffisant sur l'économie belge pour faire changer radicalement l'opinion publique belge sur l'utilité de l'aide envoyée à l'Ukraine. Cependant, des études ont montré que le soutien n'a pas faibli

7. Nous invitons le lecteur à consulter l'étude pour prendre connaissance de tous les indicateurs. Dans la partie "Économie belge", la version précédente de cette étude est utilisée pour apporter des chiffres, mais cela ne nuit pas au propos. La principale différence est la légère baisse de l'opinion européen sur chaque question entre automne 2023 et printemps 2024.

Should your country accept refugees from Ukraine?

	03/2022	06/2022	09/2022	12/2022	03/2023	06/2023	09/2023	12/2023
EU27	86	81	77	79	79	76	75	71
Belgium	84	79	73	72	73	76	76	68
France	84	76	72	76	78	73	72	67
Germany	86	83	74	73	73	71	70	64
Italy	88	84	80	84	83	80	81	81
Netherlands	86	79	75	77	80	78	76	71
Poland	83	77	73	73	73	71	65	60
Spain	93	90	89	88	91	89	88	85

(support in %)

eupinions | what do you think?

FIGURE 4 : Evolution du soutien de la population européenne à l'accueil de réfugiés ukrainiens (HOFFMANN & SCHMIDT, 2024)

outre-mesure et que l'économie n'a été que relativement impactée, et quand elle le fut, d'autres chocs extérieurs à la guerre y participaient. En effet, la situation économique de chaque belge, et plus largement de la Belgique, pourrait être un facteur poussant l'opinion publique à vouloir un arrêt de la guerre – et par extension, élire des dirigeants politiques moins enclins à aider l'Ukraine à se défendre.

A. Santé financière des entreprises

Qu'en est-il concrètement ? Le 7 avril 2022, un mois et demi après le début de l'invasion, la Banque Nationale de Belgique publiait un communiqué de presse sur les conséquences économiques de la guerre en Ukraine (BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, 2022), qui peut apporter des éléments de réponse. Elle a mené des enquêtes auprès de 2415 entreprises et indépendants, ce qui nous offre un point de vue pertinent sur l'État belge et son économie à l'époque. Voici ce qui en ressort.

Les entreprises belges semblent avoir été peu exposées au manque d'approvisionnement et/ou à la baisse des ventes vers la Russie, déclenchées en raison des sanctions qui pèsent sur Moscou. La raison est simple : en moyenne, dans les entreprises interrogées, les pourcentages de ventes et approvisionnements représentaient respectivement 0,7 point et 1,6 points avant le début de la guerre - en direction et au départ de la Russie et l'Ukraine. Or, ces chiffres ne concernent que "l'exposition commerciale directe". L'impact s'est fait ressentir beaucoup plus concrètement sur

l'approvisionnement de manière générale (à travers des partenaires commerciaux plus dépendants de ces deux pays). La BNB n'exclut pas que cela soit dû également à d'autres facteurs. Ces problèmes d'approvisionnement ont circonscrit l'offre proposée de biens et de services. Cela a créé une tendance inflationniste, le coût de l'énergie, des matières premières, du transport, de l'emballage, etc... imposant une pression sur le prix de vente. Les secteurs les plus touchés furent ceux dépendants fortement de l'énergie. D'autre part, l'indexation automatique des salaires a renforcé cette tendance.

Les impacts à court terme sont donc restés très limités. Les entreprises ont effectivement été contraintes de revoir à la hausse leur prix de vente, mais il ressort de l'enquête que ce prix restait inférieur à l'augmentation des "inputs" - pour 75% des entreprises interrogées. Cela signifie donc que les clients allaient être protégés temporairement. La BNB n'excluait pas que la tendance s'inverse à l'avenir. La moitié des répondants à l'enquête ont exprimé l'idée que pour eux, l'impact négatif se prolongerait entre un et plus.

Dans les premiers temps de la guerre, on peut donc affirmer que le citoyen belge ne pouvait pas argumenter rationnellement d'une décision sur l'arrêt de l'aide à l'Ukraine en raison de problèmes économiques, pour partie hérités de la crise du COVID-19.

B. Prix de l'énergie et des matières premières

Par la suite, la Banque Nationale, en collaboration avec le Bureau Fédéral du Plan⁸ ont réalisé des rapports sur l'évolution des prix en Belgique ces dernières années.

Le dernier en date (BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, 2023a), publié un an après le communiqué de presse abordé ci-dessus, fait un état de lieux en revenant sur les événements ayant provoqués des chocs. Un graphe initial montre que dans un premier temps, les prix de l'énergie et d'autres matières premières ont explosé

8. Le bureau fédéral du plan est "un institut public indépendant de prévision, de recherche et d'analyse des politiques publiques. Sa mission première est d'offrir une aide à la décision et, à ce titre, son expertise est mise à la disposition du gouvernement, du Parlement, des interlocuteurs sociaux ainsi que des institutions nationales et internationales. Il réalise des études et des prévisions sur des questions de politique économique, sociale, environnementale et examine leur intégration dans une perspective de développement durable.", https://www.plan.be/aboutus/institution_desc.php?lang=fr

consécutivement à l'invasion. Les principales raisons évoquées poussant les prix à la hausse sont l'incertitude et l'urgence de stocker pour l'hiver sans le gaz russe. Les prix sont redescendus dans les trois mois pour les matières premières mais les prix de l'énergie ont connu de nouveau pic, avant de redescendre dans les premiers mois de l'année 2023, notamment grâce à une base de demande chinoise, tant en énergie qu'en matières premières.

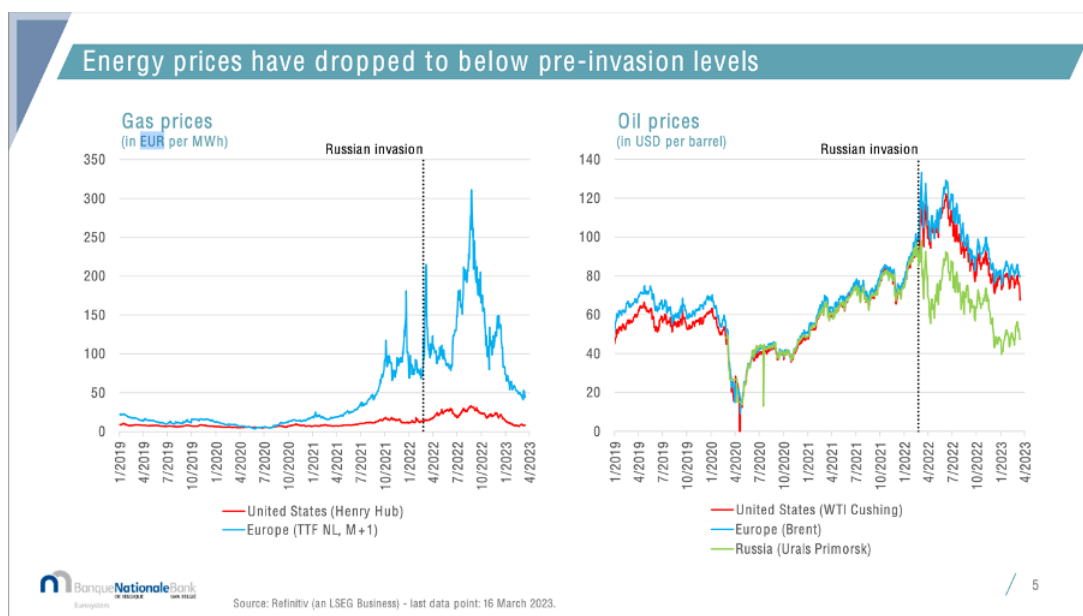


FIGURE 5 : Prix de l'énergie de janvier 2019 à avril 2023, Banque Nationale de Belgique

De même, l'arrivée de la guerre chaude en Ukraine a stimulé les perturbations dans les chaînes d'approvisionnement alors qu'elles étaient en train de se résorber en ces temps de sortie de crise COVID. Si l'on ajoute à cela la hausse des prix de l'énergie évoquée plus haut, on comprend dès lors les raisons de l'augmentation des prix à la production et à la consommation dans l'année 2022. Néanmoins, à la toute fin 2022, le "dashboard" montre que la réouverture complète de l'économie chinoise (en raison de la suspension de la politique "zéro COVID") provoque une baisse des prix. A l'époque, la Banque Nationale de Belgique anticipe une baisse rapide mais toujours progressive de l'inflation pour rejoindre les objectifs de la BNB.

C. Santé financière des ménages

Pour clôturer, une enquête de la BNB (1 850 ménages interrogés) révèle une aug-

mentation, voire le retour de la confiance des consommateurs dans l'amélioration de l'économie belge courant 2023 (BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, 2023b). En effet, la situation financière des ménages, vue par ces ménages, est passée de -6 en décembre 2022 à 1 point en décembre 2023. La confiance a été retrouvée, passant sur la même période de -15 à 0. De même, les investissements ont de nouveau repris une part significative dans le budget des ménages, passant de 2 à 20 sur l'intervalle donnée d'un an⁹.

Or, une étude menée par la plateforme Eupinions - initiative de la fondation allemande Bertelsmann -, "Anxious we stand" (HOFFMANN & de VRIES, 2023a) indique qu'en décembre 2022, près de 65% des Européens adhéraient aux affirmations postulant que l'Ukraine ne défendait pas seulement sa liberté, mais aussi celles des Européens, et que l'attaque contre l'Ukraine était une attaque contre toute l'Europe. Pour les Belges, ce pourcentage était de 2 points inférieur. Pour une vue plus globale, Eupinions a publié un suivi du soutien des Européens à l'Ukraine depuis mars 2022 (HOFFMANN & SCHMIDT, 2023) – tous les trois mois. Lors de la première enquête, 15 jours après le début de la guerre, 60% des répondants belges considéraient que la Belgique devait soutenir l'Ukraine par l'envoi d'armes. Malgré une baisse courant 2022, ce pourcentage a repris du poil de la bête depuis décembre 2022 pour atteindre 59% en décembre 2023 – donc à peine 1 point de moins par rapport à la première enquête. Ces valeurs restent au-dessus de la moyenne européenne (respectivement 4 et 5 points). Ces valeurs sont également plus élevées de 3 points lorsqu'il est question d'une livraison d'armes mais à un niveau communautaire, par l'UE.

Une dernière question peut être intéressante à observer au regard de l'économie. Celle-ci était : "Should the EU seek to become more energy-independent even if that means costs are rising further?".

A cette question, les Belges ont depuis toujours été solidaires. En effet, en mars 2022, le soutien atteignait 76 pourcent, trois mois plus tard 71 pourcent, est descendu à 64% en septembre 2022 – au pic des prix du gaz -, avant de remonter à 68% pour les 6 mois qui ont suivi. En décembre 2023, le soutien était de 70 pourcent, plus élevé de 7% par rapport à la moyenne européenne.

9. Pour plus d'informations à propos de la méthodologie, voir : <https://www.nbb.be/fr/statistiques/enquetes-dopinion/methodologie>

EU27: Should the EU seek to become more energy-independent even if that means costs are rising further?

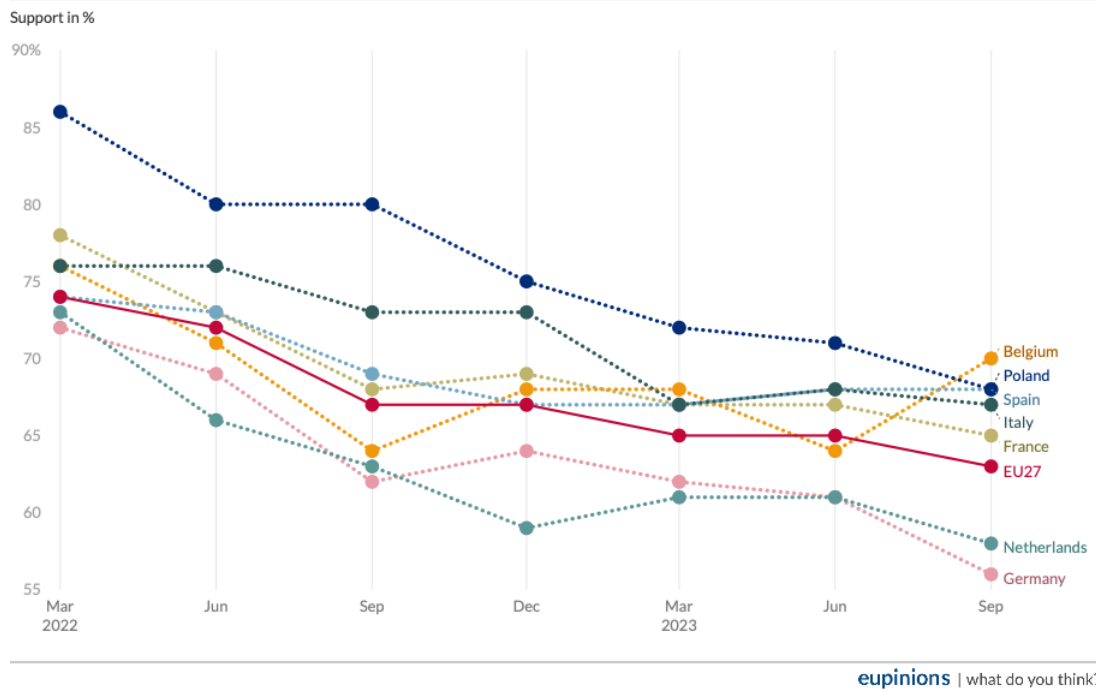


FIGURE 6 : Evolution du soutien de la population à une UE indépendante en matière d'énergie, même si cela implique une augmentation des prix, eupinions

D. Conclusion

En conclusion, si l'on admet que l'invasion russe de l'Ukraine a perturbé l'économie mondiale, mais aussi l'économie belge dans une moindre mesure, les chiffres de 2022 et 2023 montrent un soutien sans faille à l'Ukraine de la part des Belges. Il est donc à supposer que, si une hypothétique baisse de la volonté publique d'aide à l'Ukraine survenait courant 2024, cela ne serait probablement pas dû à des facteurs économiques, étant donné le retour des prix à des valeurs comparables à celles observées en sortie de crise COVID.

Une autre publication des mêmes auteurs (HOFFMANN & de VRIES, 2023b) en décembre 2023 annonce que le soutien est effectivement resté élevé et constant depuis le commencement de la guerre. Néanmoins, elles ont introduit de nouvelles questions auxquelles les Européens et les Belges restent plus partagés dans leurs réponses. Ces questions portaient sur l'aide à la reconstruction de l'Ukraine, notamment l'aide européenne, à laquelle la moitié des répondants belges ont répondu favorablement. Cinq points de plus ont été recueillis quant à savoir s'ils pensaient que cela serait un fardeau économique pour l'UE. Les moyennes européennes étaient respectivement de 56 et 59%.

6.1.3 Préoccupations diverses

D'une part, l'actualité récente et les divers points chauds révélés fin 2023 et début 2024 ont orienté l'attention de l'opinion publique et des gouvernements du monde et belges vers d'autres préoccupations. Aussi, la prise de conscience de la dépendance énergétique de l'UE à la Russie l'ont poussée à chercher de nouvelles alliances commerciales (MICKE, 2022), et miser sur le renforcement de la résilience des Etats membres - à l'image du plan de la Commission RePowerEU. Dans les mêmes circonstances, les livraisons d'armes à l'Ukraine ont mis à nu les stocks d'équipements de défense et poussé les 27 à renforcer l'industrie de défense européenne, à travers les initiatives ASAP, EDIRPA et EDIS, pour ne citer qu'elles. Ces éléments, additionnés au lancement des campagnes présidentielles américaines, et l'incertitude que provoque l'idée d'un retour au pouvoir de Donald Trump, entraine l'UE à recentrer ses considérations (CHALMERS, 2024).

De même, l'attaque terroriste du Hamas le 7 octobre 2023¹⁰ sur le territoire d'Israël a déplacé l'attention des soutiens de l'Ukraine, ainsi que celle des États-Unis, vers le Moyen-Orient. Le plus gros contributeur à l'effort de guerre ukrainien (FOURREAU, 2024) a donc été obligé de se montrer présent aux côtés de son allié historique. Néanmoins, le président américain Joe Biden a réussi à imposer un équilibre en réunissant l'aide à l'Ukraine et à Israël dans un seul et même paquet de mesure de sécurité nationale (LEONARD, 2023). De plus, un sondage de Gallup montre qu'en mars 2024 (BRENAN, 2024), la majorité des Américains étaient toujours en faveur d'une aide à l'Ukraine, et plus d'un tiers pensent que les USA n'en font pas assez, en augmentation depuis octobre 2023. Dans la même veine, le Congrès américain a adopté après plusieurs mois de blocage un nouveau paquet d'aide à l'Ukraine à hauteur de 61 milliards de dollars (LE BILLON, 2024).

En Belgique, il semble que l'on différencie bien plus les deux conflits. En effet, bien que la Belgique soit un des pays fournisseurs d'armes à Israël depuis presque 10 ans, le gouvernement wallon a décidé de suspendre les exportations de poudre à canon à destination d'Israël en février 2024 (AMNESTY INTERNATIONAL, 2024). Le

10. Le 18 octobre 2023, la Présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a qualifié les attaques du Hamas en territoire israélien de "terroristes", devant le Parlement européen à Strasbourg.

gouvernement fédéral s'est concentré lui sur l'envoi d'aide humanitaire dans le cadre de B-FAST (SPF AFFAIRES ÉTRANGÈRES, 2024a). On constate donc les différences de traitements entre les deux conflits, puisque la Belgique est engagée dans un panel beaucoup plus large d'actions en Ukraine, allant du soutien militaire à la reconstruction, en passant par la formation de pilotes sur F-16 et l'aide humanitaire (SPF AFFAIRES ÉTRANGÈRES, 2024b).

D'autres facteurs peuvent également influencer l'opinion publique européenne et belge, comme la menace que représente l'invasion de l'Ukraine par exemple. L'Eurobaromètre (EUROPEAN COMMISSION & EUROPEAN COMMISSION. REPRESENTATION IN BELGIUM., 2024) d'octobre/novembre 2023 montre que l'opinion publique de tous les pays de l'UE se sent menacée par la guerre. D'autre part, il apporte aussi une nuance sur la conclusion de l'impact sur l'économie belge. La perception n'est pas la même en fonction du spectre : 65% des Belges estiment que la guerre a eu un impact sur leurs finances (stable entre mai/juin 2023 et octobre/novembre) (EUROPEAN COMMISSION, 2024b). Cependant l'Eurobaromètre (EUROPEAN COMMISSION, 2024a) de janvier-février 2024 indique que 70% des belges estiment la situation économique de leur région comme "bonne". Les 3 difficultés les plus importantes auxquelles ils font face sont le coût de la vie, l'environnement et le changement climatique, la situation économique et le chômage. Il y a donc une perception différente entre les faits et le sentiment des Belges¹¹.

6.2 Au niveau ukrainien

Dans cette section, deux éléments vont être analysés. Le premier se pose la question de savoir si la population ukrainienne soutient cette guerre. Ne voudrait-elle pas, par exemple, rejoindre la Russie pour éviter des souffrances inutiles ? Le deuxième point, plus orienté vers la Belgique, est la corruption. Un des premiers éléments qui apparaît lorsque l'on parle de l'Ukraine, comme le montre l'enquête réalisée dans le cadre de ce travail, est la corruption qui gangrènerait le pays. Elle est d'ailleurs une des raisons qui poussait l'UE à refuser l'adhésion de l'Ukraine (GOUJON, 2023i).

11. Lors du sondage "sauvage" réalisé dans le cadre de ce travail, 72% des répondants estiment que le coût de la vie en Belgique est impacté par la guerre.

6.2.1 La société veut-elle vraiment de cette guerre ?

L'opinion sur la poursuite de la guerre est plus mesurée (VIGERS, 2023). La moyenne nationale reste très élevée mais les régions les plus touchées par la guerre sont en faveur d'une résolution rapide. A l'affirmation "Ukraine should continue fighting until it wins the war", les régions du sud répondent "oui" à 45% (Odessa, Kherson, Mykolayiv). Les oblasts de l'est dépassent les 50% (pas de donnée pour la région de Louhansk). La région centrale se situe aux alentours des 65% et le nord et l'ouest à plus de 70%.

GOUJON (2023i) présente les spécificités des régions du pays, du point de vue de l'histoire, ethnique, linguistique, religieux. Historiquement donc, il existe une différence essentielle entre le Donbass et la Galicie (Lviv) : la première région a encore en mémoire le passé russe glorifié, tandis que la deuxième l'a combattu et a été le berceau du nationalisme ukrainien. D'un point de vue ethnique, en 2001, seule la Crimée était en dessous de 50% sur l'appartenance ethnique ukrainienne. La guerre déclenchée en 2022 a mené plus de 30% des répondants dans l'Est et le Sud à apprendre l'ukrainien, tandis que 94% des interrogés se définissaient comme citoyens ukrainiens. Le conflit survenu en 2014, n'a pas fait augmenter le sentiment d'identification régionale mais bien nationale, en portant en 2019 Volodymyr Zelensky au pouvoir, preuve d'une volonté nationale de renouveau politique. Ses axes de campagne étaient atteindre la paix dans le Donbass, la prospérité économique pour la classe moyenne et l'éradication de la corruption. L'espoir de l'électorat était grand, et les attentes d'une orientation vers l'UE et l'OTAN, dans un pays avec des institutions démocratiques faibles, étaient réelles (EKMAN & NILSSON, 2023). GOUJON (2023i) conclut en expliquant que les deux grands pôles ouest/centre et est/sud ne sont pas dans une situation de conflit, mais relèvent plutôt d'une diversité culturelle et historique dont la Russie tente de tirer profit.

D'autre part, une étude de VIGERS (2023) montre que la confiance de la population ukrainienne dans son armée reste, à l'été 2023, sans faille (95% de "oui"). SOLTYS (2023) postule que la raison se trouve dans l'Histoire. En effet, lors des deux révolutions qu'a connues l'Ukraine (cfr. Orange et Maidan), la police et l'armée ont refusé de participer à porter au pouvoir un régime autoritaire. Soltys la qualifie d'armée du peuple car elle a montré qu'elle défendait des valeurs "libérales et démocratiques", et qu'elle était représentative de la population. BONENBERGER (2022) va plus loin en avançant que la guerre de 2014 dans le Donbass et la Crimée a permis à

l'armée ukrainienne de déceler ses forces et ses faiblesses. L'attention s'est tellement portée sur la subsistance et l'efficacité de l'armée que cela a permis de se débarrasser des soldats ou officiers corrompus ou manquant de volonté (BOUNAT, 2023). Des soldats enrôlés en 2014 au moment de la guerre ont donc été promus en raison de leurs compétences sur le terrain plus que par le réseau - méritocratie plus que patronage. Le même processus s'est produit au sein des milices, qui ont plus tard été intégrées à l'armée régulière. SOLTYS (2023) ajoute que l'appel à la population pour la récolte de fonds s'est accompagné de contrôles spontanés des ressources collectées et distribuées par les groupes de volontaires pour éviter le détournement. Cela a par exemple poussé l'armée à investir dans un système informatique qui centralise les appels d'offres et permet de limiter la corruption.

On peut donc en conclure que le soutien global à la guerre faiblit en raison de la longueur du conflit, qui produit de plus en plus de souffrances à la population, mais l'unité nationale et le soutien dans l'armée n'ont jamais été aussi forts.

6.2.2 Corruption

Il est important de bien savoir ce dont il est question lorsque l'on parle de corruption. HARRISON (2007) défend les nuances qu'il peut exister avec des notions telles que l'extension, le népotisme, ... Il décrit la réduction de la définition de la corruption par le politique à : "l'abus d'une fonction publique à des fins privées". Des différences existent, et se basent sur les conceptions différentes que peut prendre la "limite morale" de chaque individu. Selon lui, la sphère publique et privée ne devraient pas être strictement différenciées comme peut le faire Transparency International en définissant la corruption comme l'abus d'une autorité digne de confiance à des fins privées (DRAPALOVA et al., 2019). HUGHES (2010) est plus général en remplaçant l'abus d'une autorité digne de confiance par le simple abus de pouvoir, utilisé à des fins d'enrichissement personnel. À l'instar de nombreux auteurs, il précise que le terme n'a pas de signification précise. La raison d'être de cette section réside dans la perception des Belges d'un pays gangréné par la corruption, ce qui pourrait être un frein à la poursuite du soutien.

À l'heure où ces lignes sont écrites, l'organisation Transparency International classe l'Ukraine 104 sur 180 pays avec un score de 36 sur 100 (plus on est proche de 0, plus le pays est considéré comme corrompu, 100 étant le maximum et donc, le moins corrompu possible)(TRANSPARENCY INTERNATIONAL, 2023). D'autre part,

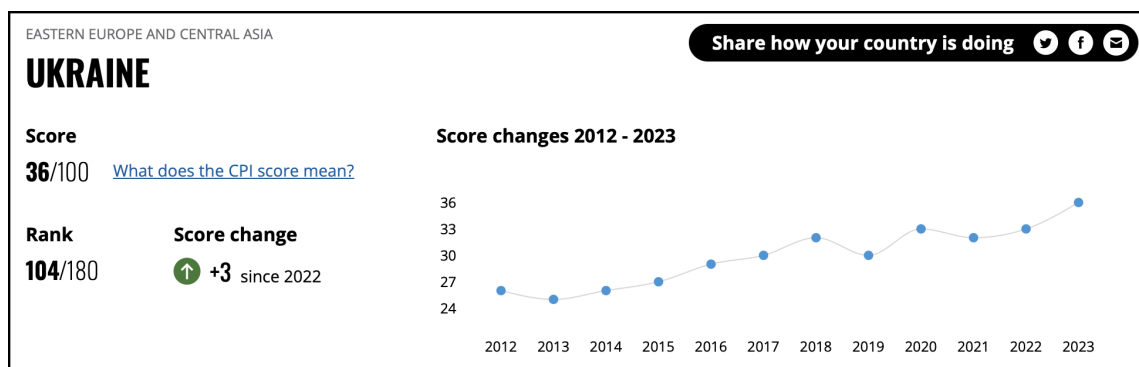


FIGURE 7 : *Indice de Perception de la Corruption, avril 2024, Transparency International.*

LOUIS (2007) critique cet indice car il est construit sur différentes opinions et perceptions d'experts, nationaux, cadres supérieurs, directeurs financiers,... et non sur des pratiques véritables et avérées. Les perceptions peuvent être totalement déraisonnables par rapport à son incidence.

GOUJON (2023d) écrit que la corruption systémique est héritée de la période soviétique. L'indépendance du pays a favorisé ce système avec la privatisation rapide d'entreprises. Depuis 2014, la société civile montre une volonté renforcée, à l'instar des bailleurs de fonds internationaux, d'éradiquer ce fléau. Cet enjeu est matérialisé depuis l'invasion russe de 2022 par la conditionnalité de l'aide internationale et de l'accession à l'UE. La ratification en 2021 d'une loi "anti-oligarchie" a été présentée en Ukraine comme le début de la fin de la corruption, voulue par Zelensky. On peut également souligner le lancement de la Haute Cour anticorruption en 2019, mais l'initiative a du mal à se rendre utile en raison du manque de moyens et la pression à laquelle elle fait face (GOUJON, 2020). Mais la guerre a littéralement déroulé le tapis rouge à cette loi, notamment dans le secteur des médias où les oligarques se sont libérés de leurs possessions. L'invasion a aussi permis de remettre en cause la légitimité politique des oligarques, notamment en raison de leur manque de patriotisme (CRUZ, 2023). Elle produit cependant une nouvelle terre fertile pour la corruption, notamment dans le secteur de la fourniture d'aide humanitaire, pour lequel le Parlement ukrainien a donc du modifier le code pénal, et des poursuites ont été lancées (HRYNYK et al., 2023). D'autre part, la société civile continue de jouer un rôle actif pour se débarrasser de la corruption, avec l'émergence de la coalition "Rise Ukraine", qui : "se concentrera sur l'efficacité et la durabilité de la reconstruction de l'Ukraine." (HRYNYK et al., 2023).

7 Conclusion

Tout au long de ce mémoire, nous avons tenté d'analyser la diplomatie publique ukrainienne déployée à de multiples niveaux de pouvoir. Dans un premier temps, nous avons cadré la recherche afin d'être sûr de fournir une analyse qui soit juste et pertinemment axée. Après une courte méthodologie, les liens étroits entre la Russie et l'Ukraine furent abordés, afin de comprendre la relation complexe qu'ils entretiennent. Ce contexte semblait essentiel pour entrevoir la détermination ukrainienne dans son combat pour la liberté, dans le cadre duquel elle déploie sa diplomatie publique. Certains travaux ont ensuite permis de comprendre s'il existait ou non une stratégie de communication, un récit stratégique, au sein du pouvoir en Ukraine. Ce travail a ensuite démontré les enjeux que peut revêtir une diplomatie publique efficace en raison des liens qui existent entre opinion public et gouvernement.

Pour explorer plus en profondeur, une étude du compte X du président ukrainien Volodymyr Zelensky a permis de découvrir le développement d'une réelle stratégie de communication au fil du temps. Une interview a également été menée auprès d'un journaliste ukrainien vivant en Belgique, qui a permis de se rendre compte que les initiatives personnelles font partie intégrante de l'influence de l'Ukraine. Enfin, une vidéo de remerciement purement axée sur la séduction de la Belgique a été décortiquée avant de faire de même avec le discours du président Zelensky devant le Parlement belge, ce qui a donné la possibilité d'observer quelques tactiques de communication.

Ce travail n'aurait pas été abouti si certaines limites à la diplomatie publique n'avaient pas été abordées. La partie "Les ennemis" tente de présenter certains des freins à une diplomatie publique ukrainienne efficace en Belgique. Deux niveaux furent observés : belge et ukrainien. En Belgique, une des tendances dans les médias était la fatigue informationnelle. Ce travail a donc tenté de parcourir les dimensions de ce phénomène ainsi que son ampleur et ses implications. Enfin, certaines préoccupations prennent de plus en plus de place sur l'espace public et dans l'opinion publique, telles que l'actualité internationale récente ou la menace d'un conflit de plus grande ampleur avec la Russie. Au niveau ukrainien, nous avons tenté d'évaluer la détermination de la population, ainsi que le niveau de corruption, considéré par l'Union Européenne et la population belge comme un facteur important dans la continuité du soutien.

En conséquence, à travers une analyse de différents phénomènes, la principale découverte réside dans le fait que du citoyen ukrainien à la tête de l'Etat, il existe une conscience de la puissance des médias aujourd'hui, et plus particulièrement des médias sociaux. Tous les niveaux observés poursuivent un objectif d'influence, un objectif débridé car justifié par un paradigme de guerre "juste" que les Ukrainiens sont en train de mener. Il existe donc une réelle volonté d'influencer le public belge, sans pouvoir pour autant en déterminer la portée effective. Du côté des "ennemis" de la diplomatie publique, il apparaît que la fatigue informationnelle est ressentie mais son influence est limitée et d'autres facteurs jouent sur le soutien à l'Ukraine, comme l'impact de la guerre sur l'économie, qui pourtant est plus présent dans les esprits que dans les faits. L'évolution de dossiers internationaux détournent eux aussi le regard. Au niveau ukrainien, la détermination de la population baisse avec les horreurs de la guerre et sa durée, mais d'autres sujets comme le soutien dans l'armée ou l'unité nationale, de même que la volonté de réduire la corruption, restent fortement d'actualité.

La question de la désinformation aurait mérité d'être abordée dans la section "ennemis". Cette problématique a déjà été largement explorée dans la littérature, si bien que nous sommes parfaitement au courant de certaines pratiques entreprises sur les réseaux sociaux par la Russie, telles que l'utilisation de "bots", à laquelle l'Ukraine répond par une guerre du "vrai", tentant de démentir autant que faire se peut la désinformation russe (HOU et al., 2023). Nous pensons en outre que ce sujet mériterait un livre entier pour pouvoir l'aborder pleinement. C'est pourquoi, dans le cadre de ce travail, l'accent fut placé sur la Belgique et l'Ukraine, en mettant consciemment la Russie de côté. Afin de rendre l'analyse complète, d'autres "niveaux" auraient pu être abordés tels que des initiatives comme "Promote Ukraine", une ONG active en Belgique. De même, l'action d'United 24, qui regroupe un vaste panel de spécialités allant de l'influence sur les réseaux sociaux à la récolte de dons de particulier, aurait pu être analysée.

Afin d'ouvrir le débat et de poursuivre le développement, il nous a paru intéressant d'écrire une section sur l'avis des Belges, bien qu'encore une fois, il n'est pas possible d'établir un solide lien de cause à effet entre les tentatives d'influence sur l'opinion public et leur impact réel.

L'avis des belges

Pour conclure ce travail, il peut être intéressant d'observer l'avis des Belges sur les questions relatives à l'Ukraine, au regard de leur intentions de vote. Avant de donner un aperçu des éléments qui ont jalonné ce travail, nous aborderons donc les positions relatives des partis concernant l'Ukraine, la position la plus récente des Belges sur les questions liées à l'Ukraine, et enfin les intentions de vote¹².

A. Position des Belges vis-à-vis de l'Ukraine

HOFFMANN et de VRIES (2024) nous éclairent dans une enquête qui recueille les attitudes des belges vis-à-vis de certaines politiques portant sur l'Ukraine. Les questions sont pondérées en fonction de la manière dont se positionnent les répondant sur le spectre politique belge. Elle se base sur les mêmes questions et résultats que les enquêtes publiées en décembre 2023, abordées dans ce travail dans la section sur l'économie belge. La nouveauté de celle-ci est que l'avis des Belges qui ont répondu est pondéré par l'affinité politique.

Dans le préambule, les auteurs nous indiquent que les plus grandes menaces qui pèsent sur le soutien de l'Ukraine par la Belgique se trouvent, sur le spectre politique, à gauche en Wallonie et à droite en Flandre (HOFFMANN & de VRIES, 2024). Au total, huit questions ont été posées. Les résultats démontrent d'abord la distribution générale, et ensuite par parti. La première question était donc : "Which political party - if any - do you feel close to?". La distribution est à retrouver dans l'Annexe B. Ces chiffres sont à mettre en perspective avec les intentions de vote qui sont plus récentes.

Les grandes tendances qui se dégagent du sondage sont que les répondant qui se sentent plus proches des partis de centre gauche (PS, Ecolo, Vooruit, Groen) supportent le plus les politiques pro-ukrainiennes. Le soutien a tendance à être plus large dans le centre du spectre politique que dans les extrémités.

- Concernant la nécessité d'une politique de défense commune dans l'UE, l'unanimité semble se faire au sein de la Belgique, en faveur de cette proposition.
- Concernant la livraison d'armes à l'Ukraine, la position des Belges est restée

12. Lors du sondage "sauvage" réalisé dans le cadre de ce travail, plus de 56% des répondants ont déclaré que le sujet ukrainien n'impacterait pas leurs votes lors des élections du 9 juin.

stable depuis le début de la guerre (plus ou moins 55%). La gauche radicale est la seule majoritairement opposée à cette proposition, en Wallonie comme en Flandre, s'accordant donc avec la position du parti, comme nous le verrons.

- Concernant l'accueil de réfugiés ukrainiens, les partis les plus centristes sont ceux qui sont le plus en accord avec cette proposition. L'avis défavorable de la gauche francophone est quelque peu compensé par la gauche flamande. Les Flamands s'identifiant à droite sont le plus "contre".
- Concernant l'adhésion de l'Ukraine dans l'UE dans les années à venir, la Belgique est pour, à 58%. Les sympathisants des deux partis qui s'opposent proviennent du PTB et du Vlaams Belang. L'étude note cependant que 47% de la base électorale du VB y est favorable, en opposition avec les leaders du parti, tandis que l'inverse se produit au sein du MR.
- Concernant la volonté d'indépendance énergétique de la Russie (même si cela implique des coûts plus élevés), le soutien se situe à hauteur de 63%, et est plus élevé dans la partie flamande du pays. Une nouvelle fois, les réticents se trouvent à gauche en Wallonie et à droite en Flandre.
- Concernant l'efficacité des sanctions économiques et financières dirigées contre la Russie, la confiance des Belges sombre, à l'image de l'opinion européenne. 10% des Wallons interrogés jugent les sanctions efficaces contre 30% en Flandre.
- Concernant l'opportunité ou le fardeau économique que peut représenter la reconstruction de l'Ukraine, la plupart des Belges pensent effectivement que cela sera un fardeau. Les seuls à y voir majoritairement une opportunité est le centre flamand et les écologistes des deux cotés de la frontière linguistique.

B. Intentions de vote

Le plus récent sondage Ipsos-Le Soir-RTL-VTM-Het Laatste Nieuws - à l'heure où ces lignes sont écrites - date du 22 mars 2024. COPPI et al. (2024) nous apprend qu'en Wallonie, la tête de la course est tenue par le PS, avec 21%. La suite du podium se compose du MR (20,5%) et les Engagés, avec presque 17%. Le gain de ces derniers depuis décembre 2023 se fait au détriment de la gauche (PS, Ecolo).

L'outsider suivant reste le PTB, avec 15%.

En Flandre, les avis sont plus tranchés, en faveur de l'extrême droite, puisque le Vlaams Belang caracole loin devant avec 27%, la N-VA tente de rester à bord du train avec sept points de moins. Il faut également retirer sept points pour découvrir la troisième place des intentions de vote, détenue par le CD&V. Le parti du premier ministre actuel occupe l'avant dernière place du classement.

À Bruxelles, le MR se positionne en tête avec presque 22%, suivi du PTB-PVDA avec 17,5% et du PS avec 15,4%.

C. Position des partis vis-à-vis de l'Ukraine

Abordons les positions des partis en tête dans les intentions de vote en Belgique. Sur le site web du premier parti de Wallonie (PARTI SOCIALISTE, s. d.), on découvre qu'il soutient l'Ukraine et propose de l'aider à se défendre. Cette position s'oppose à celle du PARTI DU TRAVAIL DE BELGIQUE (s. d.), qui défend une volonté de résolution pacifique, avec d'abord un cessez-le-feu et des négociations de paix ensuite. Le parti d'extrême gauche est contre les sanctions économiques et les livraisons d'armes. Pour LES ENGAGÉS (2023), la Belgique doit aider plus, mieux et plus rapidement car c'est aussi la sécurité des Belges qui est en jeu. Le MOUVEMENT RÉFORMATEUR (2022), qui avait pour position initiale une volonté de renforcement des sanctions économiques sans forcément d'aide économique, se félicitait il y a quelques mois d'avoir convaincu la ministre de la Défense d'envoyer des F-16 belges. VLAAMS BELANG (2024) critique au contraire cette décision, de même que la volonté d'adhésion de l'Ukraine à l'UE. Pourtant, le parti est d'accord avec l'envoi d'aide militaire (VLAAMS BELANG, 2023). Pour la NIEUW-VLAAMSE ALLIANTIE (2023), la priorité sont les négociations en vue d'un cessez-le-feu. Le parti déplore le manque des moyens que la Belgique détient pour aider l'Ukraine et craint que cela ne compromette notre armée, rejoignant sur ce point le VB. Aux côtés du MOUVEMENT RÉFORMATEUR (2023), le CHRISTEN-DEMOCRATISCH EN VLAAMS (2024) a poussé pour l'envoi plus rapide des F-16. Le parti plaide pour une aide militaire plus poussée, notamment dans le cadre des relations multilatérales à l'OTAN et l'UE.

Conclusion

La diplomatie ukrainienne est donc indispensable, puisque les intentions de vote en Belgique consacrent deux partis qui soutiennent approximativement l'Ukraine : le Vlaams Belang est en tête en Flandre, tandis que le PTB est toujours dans la compétition en Wallonie.

Bibliographie

Livres

- AUGÉ, É. F. (2015). *Petit traité de propagande, à l'usage de ceux qui la subissent* (2e éd). De Boeck.
- BARDON, P., & LIBAERT, T. (2012). *LE LOBBYING* [OCLC : 1240712486]. DUNOD.
- BASTIN, G. (2018). *Petit lexique du journalisme*. Presses universitaires de Grenoble.
<https://www.cairn.info/petit-lexique-du-journalisme--9782706142338.htm>
- DERVILLE, G. (2017). *Le pouvoir des médias* (4e éd). Presses universitaires de Grenoble.
- KOUTROUBAS, T., & LITS, M. (2011). *Communication politique et lobbying*. De Boeck.
- LE HYARIC, P. (2022). *Les raisons de la guerre en Ukraine. Pour une sécurité humaine globale*. L'Humanité. <https://www.cairn.info/les-raisons-de-la-guerre-en-ukraine--9782902174690.htm>
- MANHEIM, J. B. (1994). *Strategic public diplomacy and American foreign policy : the evolution of influence*. Oxford University Press.
- NABLI, B. (2017). *L'État : droit et politique*. Armand Colin.
- NYE, J. S. (2004b). *Soft power : the means to success in world politics* (1st ed). Public Affairs.
- PAQUIN, S. (2013). *Théories de l'économie politique internationale : cultures scientifiques et hégémonie américaine*. Sciences Po Les Presses.
- SPETSCHINSKY, L. (2023a). *Europe-Russie : chroniques d'une rupture annoncée* [OCLC : 1412503569]. PUL, Presses universitaires de Louvain.
- TELLENNE, C. (2023). *Idées reçues sur la géopolitique et la géoéconomie*. le Cavalier bleu.

Articles

- AUDINET, M. (2018). Diplomatie publique concurrentielle dans la crise ukrainienne : Le cas de RT et Ukraine Today. *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, N° 2(2), 171-204. <https://doi.org/10.3917/receo1.492.0171>

- BENABID, M. (2022). Stratégies de communication et effets de médiatisation dans le conflit russo- ukrainien. *Policy Center for the New South*, (25). https://www.policycenter.ma/sites/default/files/2022-04/PB_25-22_Benabid.pdf
- BER, J. (2024). On the threshold of a third year of war. Ukraine’s mobilisation crisis. *Centre for Eastern Studies (OSW)*, (572). https://www.osw.waw.pl/sites/default/files/OSW_Commentary_572.pdf
- BERG, M., & KINE, P. (2024). Burns : Ukraine could lose by end of 2024. *Politico*. <https://www.politico.com/news/2024/04/18/burns-ukraine-aid-2024-00153129>
- BLET, C. (2010). Les médias, un instrument de diplomatie publique? *Revue internationale et stratégique*, 78(2), 119. <https://doi.org/10.3917/ris.078.0119>
- BLOCH-ELKON, Y. (2007). Studying the media, public opinion, and foreign policy in international crises : the united states and the bosnian crisis, 1992—1995. *Harvard International Journal of Press/Politics*, 12(4), 20-51. <https://doi.org/10.1177/1081180X07307184>
- BOMPRESZI, KHARITINOV, I., & TREBESCH, C. (2024). Ukraine Support Tracker – Methodological Update & New Results on Aid “Allocation” (April 2024). *Kiel Institute*. https://www.ifw-kiel.de/fileadmin/Dateiverwaltung/Subject_Dossiers_Topics/Ukraine/Ukraine_Support_Tracker/Ukraine_Support_Tracker_-_Research_Note.pdf
- BONENBERGER, A. (2022). Ukraine’s Military Pulled Itself Out of the Ruins of 2014. *Foreign Policy*. <https://foreignpolicy.com/2022/05/09/ukraine-military-2014-russia-us-training/>
- BOUNAT, U. (2023). Les différentes facettes de l’innovation de l’armée ukrainienne [Publisher : Comité d’études de Défense Nationale]. *Revue Défense Nationale*, 857(2), 30-36. <https://doi.org/10.3917/rdna.857.0030>
- BRETEAU, P. (2024). Guerre en Ukraine : sur un front quasi figé, l’initiative est désormais du côté russe. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2024/02/12/guerre-en-ukraine-sur-un-front-quasi-fige-en-2023-les-maigres-gains-territoriaux-de-kiev-sont-grignotes-ailleurs-par-la-russie_6156776_4355771.html
- BUBICH, A. (2022). Here’s what leaders can learn from Zelensky’s communication style. *Fortune*. <https://fortune.com/2022/04/19/leadership-zelensky-communication-style-media-war-social-leader-strategy-international-ukraine-invasion-alen-bubich/>

- BÜHLER, P. (2023). Stratégie nationale d'influence : une architecture à inventer : *Revue Défense Nationale*, N° 857(2), 5-10. <https://doi.org/10.3917/rdna.857.0005>
- BÜHLER, P., & CHARILLON, F. (2022). Influence et nuisance dans les relations internationales : *Politique étrangère*, Été(2), 147-160. <https://doi.org/10.3917/pe.222.0147>
- CHACHKO, E., & LINOS, K. (2023). La guerre en Ukraine un an après : une lueur d'espoir [Publisher : Groupe d'études géopolitiques]. *RED*, 5(1), 104-111. <https://doi.org/10.3917/red.005.0104>
- CHAMONTIN, L. (2019). Ukraine : évolutions géopolitiques et imbroglio territorial [Place : Paris Publisher : Association Population & Avenir]. *Population & Avenir*, 744(4), 14-16. <https://doi.org/10.3917/popav.744.0014>
- COPPI, D., NOPPE, A., & VANDE VELDE, S. (2024). Grand Baromètre : le Vlaams Belang loin devant, Les Engagés percent en Wallonie (infographies). *Le Soir*. <https://www.lesoir.be/576353/article/2024-03-22/grand-barometre-le-vlaams-belang-loin-devant-les-engages-percent-en-wallonie>
- COULON, J. (2023). L'opinion publique face à la guerre en Ukraine. *Le Devoir*. <https://www.ledevoir.com/opinion/idees/783395/idees-l-opinion-publique-face-a-la-guerre-en-ukraine?>
- COURMONT, B., MOTTET, E., & LASSERRE, F. (2022). Les soft powers asiatiques. *IRIS*. <https://www.iris-france.org/164363-les-soft-powers-asiatiques/>
- COUTAU-BÉGARIE, H. (2009). Guerres irrégulières : de quoi parle-t-on ? *Stratégique*, N° 93-94-95-96(1), 13. <https://doi.org/10.3917/strat.093.0013>
- CRUZ, P. (2023). Limiter l'influence politique des oligarques, l'autre bataille de l'Ukraine [Place : Paris Publisher : La Découverte]. *Revue Française de Socio-Économie*, 31(2), 265-270. <https://doi.org/10.3917/rfse.031.0265>
- CULL, N. J. (2008). Public Diplomacy : Taxonomies and Histories [Publisher : [Sage Publications, Inc., American Academy of Political and Social Science] XII]. *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 616, 31-54. Récupérée mai 26, 2023, à partir de <http://www.jstor.org/stable/25097993>
- de GLINIASTY, J. (2024). Guerre en Ukraine : après deux ans de conflit, quel bilan ? *IRIS*. <https://www.iris-france.org/183649-guerre-en-ukraine-apres-deux-ans-de-conflit-quel-bilan/>

- de KANIV, N. (2022). Comment l'Histoire inspire l'actualité [Publisher : Comité d'études de Défense Nationale]. *Revue Défense Nationale*, 848(3), 9-14. <https://doi.org/10.3917/rdna.848.0009>
- DOBELL, G. (2024). Long War. *Australian Strategic Policy Institute (ASPI)*. <https://www.aspi.org.au/opinion/long-war>
- DUCLOS, M. (2024). Guerre en Ukraine, deux ans après. *Institut Montaigne*. <https://www.institutmontaigne.org/expressions/guerre-en-ukraine-deux-ans-apres#:~:text=Deux%20ans%20apr%C3%A8s%20l'agression,entre%20Isra%C3%ABl%20et%20le%20Hamass>
- DUGOIN-CLÉMENT, C. (2023). Un an après l'invasion, une nouvelle phase du conflit : *Revue Défense Nationale*, N° 859(4), 84-89. <https://doi.org/10.3917/rdna.859.0084>
- DYNER, A. M. (2024). Russia's Armed Forces Two Years After the Full-Scale Invasion of Ukraine. *Polish Institute of International Affairs (PISM)*. <https://pism.pl/publications/russias-armed-forces-two-years-after-the-full-scale-invasion-of-ukraine>
- ENTMAN, R. M. (2008). Theorizing Mediated Public Diplomacy : The U.S. Case [Publisher : SAGE Publications Inc]. *The International Journal of Press/Politics*, 13(2), 87-102. <https://doi.org/10.1177/1940161208314657>
- GADY, F.-S., & KOFMAN, M. (2024). Making Attrition Work : A Viable Theory of Victory for Ukraine. *International Institute for Strategic Studies*. <https://www.iiss.org/online-analysis/survival-online/2024/01/making-attrition-work-a-viable-theory-of-victory-for-ukraine/>
- GARDNER, F. (2022). Guerre Ukraine - Russie : pourquoi Marioupol est si important pour le plan de la Russie. *BBC News*. <https://www.bbc.com/afrique/monde-60835666>
- GIBLIN, B. (2023). Éditorial. Russie-Ukraine : nouvelle géopolitique du monde [Place : Paris Publisher : La Découverte]. *Hérodote*, 190-191(3), 3-23. <https://doi.org/10.3917/her.190.0003>
- GILBOA, E. (2008). Searching for a Theory of Public Diplomacy [Publisher : [Sage Publications, Inc., American Academy of Political and Social Science]]. *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 616, 55-77. Récupérée mai 19, 2023, à partir de <http://www.jstor.org/stable/25097994>
- GRYNSZPAN, E. (2024). Au nord de la ville ukrainienne de Kharkiv, l'armée russe a ouvert un nouveau front. *Le Monde*. <https://www.lemonde.fr/international/>

- article/2024/05/13/guerre-en-ukraine-au-nord-de-kharkiv-l-armee-russe-ouvre-un-nouveau-front_6232892_3210.html
- GUNTERN, C. (2022). L'Ukraine existe : voici son histoire [Publisher : Le regard libre]. *Le Regard Libre*, 84(4), 16-17. <https://doi.org/10.3917/regli.084.0016>
- HARRISON, E. (2007). Corruption [Publisher : [Taylor & Francis, Ltd., Oxfam GB]]. *Development in Practice*, 17(4), 672-678. Récupérée avril 25, 2024, à partir de <http://www.jstor.org/stable/25548268>
- HERTIG, T. (2022). L'Ukraine face à la fatigue médiatique et au désintérêt des opinions publiques. *Radio Television Suisse*. <https://www.rts.ch/info/monde/13209141-lukraine-face-a-la-fatigue-mediatique-et-au-desinteret-des-opinions-publiques.html>
- HOFFMANN, I., & de VRIES, C. E. (2023a). Anxious we stand? : ukrainians are battling for their survival while european politicians pledge solidarity and offer aid. but as the war continues, just how much do europeans believe in the cause? [Publisher : Bertelsmann Stiftung]. <https://doi.org/10.11586/2023011>
- HOFFMANN, I., & de VRIES, C. E. (2024). Belgium, the war and the vote : belgian europeans head to the ballot box as ukrainians fight for freedom : how will the war shape their vote? [Publisher : [object Object]]. <https://doi.org/10.11586/2024012>
- HOFFMANN, I., & de VRIES, C. E. (2023b). A burden or a bond? support for ukraine aid is high, except when it comes to economic issues [Publisher : Bertelsmann Stiftung].
- HOFFMANN, I., & SCHMIDT, D. (2024). Ukraine trends december 2023 monitoring europeans' support for ukraine and ukrainians : data updated every quarter since march 2022. <https://doi.org/10.11586/2024012>
- HOFFMANN, I., & SCHMIDT, D. (2023). Ukraine trends september 2023 monitoring europeans' support for ukraine and ukrainians : data updated every quarter since march 2022 [Publisher : Bertelsmann Stiftung].
- HOLLANDE, F. (2023). La guerre d'Ukraine et les conditions de la paix mondiale [Publisher : Groupe d'études géopolitiques]. *RED*, 5(1), 130-133. <https://doi.org/10.3917/red.005.0130>
- HOU, S.-M., LAI, S.-Y., & FU, W.-C. (2023). Exploring Information Warfare Strategies during the Russia–Ukraine War on Twitter. *The Korean journal of defense analysis*, 35(1), 19-44. <https://doi.org/10.22883/KJDA.2023.35.1.002>
- HUYGHE, F.-B. (2010). Stratégies étatiques face aux enjeux de l'information. *Revue internationale et stratégique*, 78(2), 103. <https://doi.org/10.3917/ris.078.0103>

- KOZIEJ, S. (2023). Ukraine's strategic communication in the war with Russia. *Geopolitical Intelligence Services*. <https://www.gisreportsonline.com/r/ukraine-strategic-communication/>
- LA BALME, N., & DIECK, H. (2010). Partir en guerre ou s'abstenir : l'influence de l'opinion publique [XX]. *Inflexions*, N° 14(2), 93. <https://doi.org/10.3917/infle.014.0093>
- LE BILLON, V. (2024). Etats-Unis : une aide massive à l'Ukraine franchit une étape cruciale au Congrès. *Les Echos*. <https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/etats-unis-une-aide-massive-a-lukraine-franchit-une-etape-cruciale-au-congres-2090102#:~:text=Enjeux%20Internationaux-,Etats%20Unis%20%3A%20une%20aide%20massive%20%C3%A0%20l'Ukraine%20franchit,vote%20%C3%A0%20partir%20de%20mardi.>
- LEBRETON, C. (2023). Pourquoi aider les Ukrainiens à gagner la guerre ? [Publisher : Alternatives Non-Violentes]. *Alternatives Non-Violentes*, 207(2), 33-33. <https://doi.org/10.3917/anv.207.0033>
- LOUIS, G. (2007). De l'opacité à la transparence : les limites de l'indice de perceptions de la corruption de transparency international [Place : Genève Publisher : Médecine & Hygiène]. *Déviance et Société*, 31(1), 41-64. <https://doi.org/10.3917/ds.311.0041>
- MADOIAN, K. (2019). Devil in the detail : local versus regional approaches to peace in Donbas. *European Union Institute for Security Studies (EUISS)*. Récupérée mai 6, 2024, à partir de <https://data.europa.eu/doi/10.2815/657837>
- MALONE, G. D. (1985). Managing Public Diplomacy [Publisher : Routledge _eprint : <https://doi.org/10.1080/01636608509450301>]. *The Washington Quarterly*, 8(3), 199-213. <https://doi.org/10.1080/01636608509450301>
- MARANGÉ, C. (2017). Les stratégies et les pratiques d'influence de la Russie. *Les études de l'IRSEM*, 49.
- MICKE, C. (2022). Dépendance énergétique : la surprise ! [Publisher : Association la Revue nouvelle]. *La Revue Nouvelle*, 3(3), 24-26. <https://doi.org/10.3917/rn.221.0024>
- MOTTE, M. (2022). Chroniques du grand isthme : origines et enjeux géopolitiques de la guerre en Ukraine [Place : Paris Publisher : Institut de Stratégie Comparée]. *Stratégie*, 129(2), 31-54. <https://doi.org/10.3917/strat.129.0031>
- NAÍM, M. (2007). Missing Links : The YouTube Effect [Publisher : Washington-post.Newsweek Interactive, LLC]. *Foreign Policy*, (158), 103-104. Récupérée

- avril 24, 2024, à partir de <http://www.jstor.org.proxy.bib.uclouvain.be:8888/stable/25462134>
- NYE, J. S. (2008). Public Diplomacy and Soft Power [Publisher : [Sage Publications, Inc., American Academy of Political and Social Science]]. *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 616, 94-109. Récupérée mai 20, 2023, à partir de <http://www.jstor.org/stable/25097996>
- NYE, J. S. (2004a). Soft power and american foreign policy. *Political Science Quarterly*, 119(2), 255-270. <https://doi.org/10.2307/20202345>
- RAMONET, I. (1993). S'informer fatigue (475^e éd.). *Le Monde Diplomatique*, 28. <https://www.monde-diplomatique.fr/1993/10/RAMONET/45706>
- SCAGGION, A. (2006). L'Ukraine aux confins de l'Europe [Place : La Plaine Saint-Denis Publisher : C.E.R.A.S.]. *Revue Projet*, 290(1), 11-16. <https://doi.org/10.3917/pro.290.0011>
- SHEAFER, T., & SHENHAV, S. R. (2009). Mediated public diplomacy in a new era of warfare. *The Communication Review*, 12(3), 272-283. <https://doi.org/10.1080/10714420903124192>
- SIGNITZER, B. H., & COOMBS, T. (1992). Public relations and public diplomacy : conceptual covergences. *Public Relations Review*, 18(2), 137-147. [https://doi.org/10.1016/0363-8111\(92\)90005-J](https://doi.org/10.1016/0363-8111(92)90005-J)
- SIOHAN, S. (2024). Ukraine : la nouvelle loi de mobilisation va-t-elle réussir à relancer l'armée? *Radio France International (RFI)*. <https://www.rfi.fr/fr/europe/20240424-ukraine-nouvelle-loi-de-mobilisation-va-t-elle-r%C3%A9ussir-raviver-arm%C3%A9e>
- SOLTYS, D. (2023). MISCONCEPTIONS ABOUT UKRAINE CLOUD WESTERN POLICIES IN THE RUSSO-UKRAINE WAR [Publisher : Journal of International Affairs Editorial Board]. *Journal of International Affairs*, 75(2), 169-180. Récupérée avril 25, 2024, à partir de <https://www.jstor.org/stable/27231745>
- SPETSCHINSKY, L. (2023b). L'Europe confirme ses choix. *Europe Russie Débats*. <https://www.europeRussiedebats.org/wp-content/uploads/2023/05/RAER-novembre-decembre-2022.pdf>
- SPETSCHINSKY, L. (2023c). L'oeil du cyclone. *Europe Russie Débats*. <https://www.europeRussiedebats.org/wp-content/uploads/2023/05/RAER-jan-fev-2023-loeil-du-cyclone-Final.pdf>
- STEPANENKO, K. (2023). The Kremlin's Pyrrhic Victory in Bakhmut : A Retrospective on the Battle for Bakhmut. *Institute for the Study of War*. <https://www.institutefortheStudyofWar.org/ISW/research/the-kremlins-pyrrhic-victory-in-bakhmut-a-retrospective-on-the-battle-for-bakhmut>

// understandingwar.org/sites/default/files/A%20Retrospective%20on%20Bakmut%20PDF.pdf

- STRICOF, M. (2024). Quels enseignements tirer du vote de la loi sur l'aide à l'Ukraine qui vient d'être adoptée aux États-Unis? *IRIS*. <https://www.iris-france.org/185933-quels-enseignements-tirer-du-vote-de-la-loi-sur-laide-a-lukraine-qui-vient-detre-adoptee-aux-etats-unis/>
- TENENBAUM, É. (2016). Guerre hybride : concept stratégique ou confusion sémantique? : *Revue Défense Nationale*, N° 788(3), 31-36. <https://doi.org/10.3917/rdna.788.0031>
- WILSON, E. J. (2008). Hard Power, Soft Power, Smart Power [Publisher : [Sage Publications, Inc., American Academy of Political and Social Science]]. *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 616, 110-124. Récupérée mai 20, 2024, à partir de <http://www.jstor.org/stable/25097997>
- ZAZULYA OSTRIITCHOUK, O. (2008). Le conflit identitaire à travers les rhétoriques concurrentes en Ukraine post-soviétique [Place : Paris Publisher : Presses de Sciences Po]. *Autrepart*, 48(4), 59-72. <https://doi.org/10.3917/autr.048.0059>

Rapports

- BRENAN, M. (2024, avril 12). *More Americans Say U.S. Is Not Helping Ukraine Enough*. Gallup. <https://news.gallup.com/poll/643601/americans-say-not-helping-ukraine-enough.aspx>
- CELESKI, J. D. (2019). *Psychological Operations—A Force Multiplier*. Air University Press. Récupérée juin 29, 2023, à partir de <http://www.jstor.org/stable/resrep19555.19>
- DRAPALOVA, E., MUNGIU-PIPPIDI, A., PALIFKA, B. J., & VRUSHI, J. (2019). *Corruption and the crisis of democracy : The link between corruption and the weakening of democratic institutions* (rapp. tech.). Transparency International. Récupérée avril 27, 2024, à partir de <http://www.jstor.org/stable/resrep20482>
- EKMAN, I., & NILSSON, P.-E. (2023, avril). *Ukraine's Information Front Strategic Communication during Russia's Full-Scale Invasion of Ukraine* (FOI-R-5451-SE). Swedish Defence Research Agency (FOI). Sweden. <https://foi.se/rest-api/report/FOI-R--5451--SE>
- EUROPEAN COMMISSION. (2024a, janvier). *Flash Eurobarometer 539 – Public opinion in the EU regions* (NA-02-24-361-EN-N). European Commission. Bruxelles.

- EUROPEAN COMMISSION. (2024b). *La réponse de l'UE à la guerre en Ukraine : rapport Eurobaromètre*. LU, Publications Office. Récupérée avril 25, 2024, à partir de <https://data.europa.eu/doi/10.2775/44998>
- EUROPEAN COMMISSION & EUROPEAN COMMISSION. REPRESENTATION IN BELGIUM. (2024). *L'opinion publique dans l'Union européenne : rapport national : Belgique*. LU, Publications Office. Récupérée mai 10, 2024, à partir de <https://data.europa.eu/doi/10.2775/927354>
- FOURREAU, V. (2024, février 28). *Quels pays envoient le plus d'aide militaire à l'Ukraine ?* Statista. <https://fr.statista.com/infographie/28241/pays-fournissant-le-plus-aide-militaire-en-valeur-ukraine/>
- HRNYK, Y., BILETSKYI, A., & le ROUX, A. C. (2023). *Corruption in Ukraine : an overview*. Basel Institute on Governance. Récupérée avril 25, 2024, à partir de <http://www.jstor.org/stable/resrep48888.10>
- PETTYJOHN, S. (2024). *Types of Drones Used in the Ukraine War*. Center for a New American Security. Récupérée mai 12, 2024, à partir de <http://www.jstor.org/stable/resrep57900.5>

Chapitres de livres

- ARMANDON, E. (2022). Chapitre premier. Le « retour à l'europe » de l'ukraine. Presses Universitaires de France. <https://www.cairn.info/geopolitique-de-l-ukraine--9782715412811-p-11.htm>
- BONIFACE, P. (2023, mars 8). 20. Morale et Realpolitik : In *Comprendre le monde* (p. 295-303). Armand Colin. <https://doi.org/10.3917/arco.bonif.2023.01.0295>
- BONIFACE, P. (2022). Introduction. Une nouvelle division du monde ? In *L'Année stratégique 2023* (p. 11-19). Armand Colin. <https://doi.org/10.3917/arco.bonif.2022.02.0011>
- BOUGNOUX, D. (2001). VI / Ouverture informationnelle et clôture communicationnelle. La Découverte. <https://www.cairn.info/introduction-aux-sciences-de-la-communication--9782707137760-p-68.htm>
- BOUWMEESTER, H. (2024). Putin's Miscalculation : The Effectiveness of Russia's New-type Warfare in Ukraine. In M. ROTHMAN, L. PEPPERKAMP & S. RIETJENS (Éd.), *Reflections on the Russia-Ukraine war*. Leiden University Press.
- DAUBENTON, A. (2019, février). Les échéances démocratiques en Ukraine : une société entre les réformes et la guerre. In *Regards sur l'Eurasie. L'année politique*

- 2018/*Les Etudes du CERI*. <https://sciencespo.hal.science/hal-03393390v1/file/2019-daubenton-article-etude-241-242.pdf>
- DELCORDE, R. (2021). Chapitre 5. La diplomatie d'influence. In *La diplomatie d'hier à demain* (p. 73-87). Mardaga. <https://www.cairn.info/la-diplomatie-d-hier-a-demain--9782804709150-p-73.htm>
- de TINGUY, A. (2019). L'Ukraine de Volodymyr Zelensky. Les paradigmes pourraient changer... In *Ramses 2020* (p. 238-241). Institut français des relations internationales. <https://www.cairn.info/un-monde-sans-boussole--9782100801138-p-238.htm>
- GALLIC, C., & MARRONE, R. (2023). Chapitre 15. YouTube et les autres médias sociaux. In *Le Grand Livre du Marketing digital* (p. 357-371, T. 3e). Dunod. <https://www.cairn.info/le-grand-livre-du-marketing-digital--9782100851133-p-357.htm>
- GOUJON, A. (2023a). « L'instabilité politique règne en Ukraine. » In *L'Ukraine : de l'indépendance à la guerre* (p. 101-107, T. 2e éd.). Le Cavalier Bleu. <https://www.cairn.info/l-ukraine-de-l-independance-a-la-guerre--9791031805634-p-101.htm>
- GOUJON, A. (2023b). « L'invasion de l'Ukraine par la Russie était inévitable. » In *L'Ukraine : de l'indépendance à la guerre* (p. 91-98, T. 2e éd.). Le Cavalier Bleu. <https://www.cairn.info/l-ukraine-de-l-independance-a-la-guerre--9791031805634-p-91.htm>
- GOUJON, A. (2023c). « L'Ukraine est la terre des cosaques. » In *L'Ukraine : de l'indépendance à la guerre* (p. 25-31, T. 2e éd.). Le Cavalier Bleu. <https://www.cairn.info/l-ukraine-de-l-independance-a-la-guerre--9791031805634-p-25.htm>
- GOUJON, A. (2023d). « L'Ukraine est profondément divisée. » In *L'Ukraine : de l'indépendance à la guerre* (p. 59-66, T. 2e éd.). Le Cavalier Bleu. <https://www.cairn.info/l-ukraine-de-l-independance-a-la-guerre--9791031805634-p-59.htm>
- GOUJON, A. (2023e). « L'Ukraine n'existe pas en tant qu'État avant 1991. » In *L'Ukraine : de l'indépendance à la guerre* (p. 49-55, T. 2e éd.). Le Cavalier Bleu. <https://www.cairn.info/l-ukraine-de-l-independance-a-la-guerre--9791031805634-p-49.htm>
- GOUJON, A. (2023f). « La guerre commence dans le Donbass en 2014. » In *L'Ukraine : de l'indépendance à la guerre* (p. 83-89, T. 2e éd.). Le Cavalier Bleu. <https://www.cairn.info/l-ukraine-de-l-independance-a-la-guerre--9791031805634-p-83.htm>

- [//www.cairn.info/l-ukraine-de-l-independance-a-la-guerre--9791031805634-p-83.htm](https://www.cairn.info/l-ukraine-de-l-independance-a-la-guerre--9791031805634-p-83.htm)
- GOUJON, A. (2023g). « La Révolution de Maïdan est un coup d'État fasciste soutenu par l'Occident. » In *L'Ukraine : de l'indépendance à la guerre* (p. 109-115, T. 2e éd.). Le Cavalier Bleu. <https://www.cairn.info/l-ukraine-de-l-independance-a-la-guerre--9791031805634-p-109.htm>
- GOUJON, A. (2023h). « Zelensky incarne la résistance nationale ukrainienne. » In *L'Ukraine : de l'indépendance à la guerre* (p. 125-130, T. 2e éd.). Le Cavalier Bleu. <https://www.cairn.info/l-ukraine-de-l-independance-a-la-guerre--9791031805634-p-125.htm>
- GOUJON, A. (2023i). « L'Ukraine a encore beaucoup à faire pour entrer dans l'Union européenne. » In *L'Ukraine : de l'indépendance à la guerre* (p. 157-164, T. 2e éd.). Le Cavalier Bleu. <https://www.cairn.info/l-ukraine-de-l-independance-a-la-guerre--9791031805634-p-157.htm>
- GOUJON, A. (2020). L'Ukraine face aux crises. L'activisme contrarié de Volodymyr Zelensky. In *Ramses 2021* (p. 248-251). Institut français des relations internationales. <https://doi.org/10.3917/ifri.demon.2020.01.0248>
- HUGHES, R. (2010). CORRUPTION. In A. JOWITT & T. N. CAIN (Éd.), *Passage of Change* (p. 35-50). ANU Press. Récupérée avril 27, 2024, à partir de <http://www.jstor.org.proxy.bib.uclouvain.be:8888/stable/j.ctt24h3jd.11>
- KOUTROUBAS, T., & DEFACQZ, S. (2021). Groupes d'intérêt et lobbying. In *La politique étrangère à l'épreuve de la fragmentation* (p. 169-184). Peter Lang B.
- LIPOVETSKY, G., & SERROY, J. (2023). Chapitre III. Néokitsch et hyperconsommation. In *Le nouvel âge du kitsch* (p. 91-134). Gallimard. <https://www.cairn.info/le-nouvel-age-du-kitsch--9782073026835-p-91.htm>
- PAHLAVI, P. (2013, mars 20). Chapitre 24. La diplomatie publique : In *Traité de relations internationales* (p. 553-606). Presses de Sciences Po. Récupérée mai 18, 2023, à partir de <https://www.cairn.info/traite-de-relations-internationales-2013--9782724613308-page-553.htm?ref=doi>
- PEREKHODA, H. (2022). Chapitre 3. Lénine a-t-il inventé l'Ukraine? Poutine et les impasses du projet impérial russe. In *L'invasion de l'Ukraine* (p. 93-119). La Dispute. <https://www.cairn.info/l-invasion-de-l-ukraine--9782843033285-p-93.htm>

- PRÉMONT, K., & NADEAU, J.-P. (2022). Chapitre 10. L'opinion publique et les médias. In *La politique étrangère des États-Unis* (p. 377-411, T. 4e éd.). Presses de Sciences Po. <https://doi.org/10.3917/scpo.david.2022.01.0377>
- SIMÉANT, J. (2017). "Influence". In *Lexique de science politique* (4e éd. 2017). Dalloz.
- TEURTRIE, D. (2021). 7. Le hard power au service du retour sur la scène internationale. In *Russie* (p. 159-179). Armand Colin. <https://www.cairn.info/russie-le-retour-de-la-puissance--9782200632397-p-159.htm>

Divers

- AMNESTY INTERNATIONAL. (2024, février 6). EXPORTATION DE POUDRE WALLONNE VERS ISRAËL : DES EFFORTS SONT ENCORE NÉCESSAIRES. <https://www.amnesty.be/infos/actualites/article/exportation-poudre-wallonne-israel-efforts-necessaires>
- BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE. (2023a, mars 23). Economic impact of the war in Ukraine : a Belgian perspective. https://www.nbb.be/doc/ts/other/dashboard/230323_dashboard.pdf
- BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE. (2023b, décembre 20). Enquête mensuelle auprès des consommateurs – décembre 2023 Le renforcement de la confiance des consommateurs se poursuit en décembre. <https://www.nbb.be/doc/dq/f/dq3/histo/pfe2312.pdf>
- BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE. (2022, avril 7). La guerre en Ukraine pèse sur l'économie et fait augmenter les coûts des entreprises, mais la hausse des prix de vente semble plus limitée. <https://www.nbb.be/fr/articles/la-guerre-en-ukraine-pese-sur-leconomie-et-fait-augmenter-les-couts-des-entreprises-mais-la>
- BONIFACE, P. (2024, février 10). Guerre en Ukraine : questions de crédibilité. <https://www.iris-france.org/185326-guerre-en-ukraine-questions-de-credibilite/>
- CHALMERS, M. (2024). Bracing for 2025 The UK and European Security Under a Trump Presidency. <https://static.rusi.org/bracing-for-2025-security-under-trump.pdf>
- CHRISTEN-DEMOCRATISCH EN VLAAMS. (2024, mars 27). Defensie. <https://www.cdenv.be/defensie>
- COMMISSION EUROPÉENNE. (2023). Cheminement de l'Ukraine vers l'adhésion à l'UE. https://eu-solidarity-ukraine.ec.europa.eu/ukraines-path-towards-eu-accession_fr

- DEMPSEY, J. (2022, septembre 20). Why Ukraine must win. <https://carnegieeurope.eu/strategieurope/87960>
- JANKOWSKI, T. (2022, mai 23). L'infoguerre en Ukraine. <https://ras-nsa.ca/fr/linfoguerre-en-ukraine/>
- LEONARD, M. (2023, novembre 8). Les conséquences mondiales de la guerre entre Israël et le Hamas. <https://ecfr.eu/paris/publication/les-consequences-mondiales-de-la-guerre-entre-israel-et-le-hamas/>
- LES ENGAGÉS. (2023, février 24). 1 an de guerre en Ukraine : l'analyse de notre Député Georges Dallemagne. <https://www.lesengages.be/actualite/1-an-de-guerre-en-ukraine-lanalyse-de-notre-depute-georges-dallemagne/>
- MOUVEMENT RÉFORMATEUR. (2023, novembre 11). La Belgique livrera bien des F-16 à l'Ukraine. <https://www.mr.be/la-belgique-livrera-bien-des-f-16-a-lukraine/>
- MOUVEMENT RÉFORMATEUR. (2022, février 25). Nucléaire, Ukraine, Covid. . . Georges-Louis Bouchez fait le point. <https://www.mr.be/nucleaire-ukraine-covid-georges-louis-bouchez-fait-le-point/>
- NIEUW-VLAAMSE ALLIANTIE. (2023, janvier 24). Commissies Defensie en Buitenlandse Zaken ontmoeten leden Oekraïense parlement. <https://www.n-va.be/nieuws/commissies-defensie-en-buitenlandse-zaken-ontmoeten-leden-oekraiense-parlement>
- SCHRIJVER, P. (2023, décembre 9). UKRAINE'S FIGHT ON THE FRONT LINES OF THE INFORMATION ENVIRONMENT. <https://mwi.westpoint.edu/ukraines-fight-on-the-front-lines-of-the-information-environment/>
- SPF AFFAIRES ÉTRANGÈRES. (2024a, mars 4). B-FAST offre de l'aide d'urgence aux populations civiles à Gaza. <https://diplomatie.belgium.be/fr/actualites/b-fast-offre-de-laide-durgence-aux-populations-civiles-gaza>
- SPF AFFAIRES ÉTRANGÈRES. (2024b, février 15). Soutien belge à l'Ukraine. <https://diplomatie.belgium.be/fr/politique/themes-politiques/sous-la-loupe/soutien-belge-lukraine>
- STATBEL. (2024, avril). DÉPLACÉS EN PROVENANCE D'UKRAINE. https://statbel.fgov.be/fr/visuels/deplaces-ukrainiens?TSPD_101_R0=084c9d00c5ab2000b051c78e381bf58d3b283ade1fc7b681edda49cc9401ee683b56d20c9c1d3985
- TREBESCH, C., BOMPRESZI, P., & KHARITINOV, I. (2024, avril). The Ukraine Support Tracker : Which countries help Ukraine and how ? <https://www.ifw-kiel.de/topics/war-against-ukraine/ukraine-support-tracker/>

- VIGERS, B. (2023, octobre 9). Ukrainians Stand Behind War Effort Despite Some Fatigue. <https://news.gallup.com/poll/512258/ukrainians-stand-behind-war-effort-despite-fatigue.aspx>
- VLAAMS BELANG. (2023, mai 20). Nieuwe militaire steun aan Oekraïne : “Eigen capaciteiten komen in gedrang”. <https://www.vlaamsbelang.org/nieuws/nieuwe-militaire-steun-aan-oekraïne-eigen-capaciteiten-komen-gedrang>
- VLAAMS BELANG. (2024, avril 30). Versnelde levering F16’s aan Oekraïne brengt weinig zoden aan de dijk. <https://www.vlaamsbelang.org/nieuws/versnelde-levering-f16s-aan-oekraïne-brengt-weinig-zoden-aan-de-dijk>

En Ligne

- CONSEIL DE L’UNION EUROPÉENNE. (s. d.). *Ukraine*. <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/enlargement/ukraine/>
- PARTI DU TRAVAIL DE BELGIQUE. (s. d.). *Paix*. <https://www.ptb.be/programme/paix>
- PARTI SOCIALISTE. (s. d.). *ENJEUX INTERNATIONAUX SPÉCIFIQUES*. https://www.ps.be/5_enjeux_internationaux_specifiques_full#:~:text=Le%20PS%20propose%20de%20se,d%C3%A9fendre%20contre%20l’attaque%20russe.&text=En%202020%2C%20la%20Chambre%20des,au%20Rwanda%20et%20au%20Burundi
- TRANSPARENCY INTERNATIONAL. (2023). *OUR WORK IN UKRAINE* [Transparency International]. Récupérée avril 27, 2024, à partir de <https://www.transparency.org/en/countries/ukraine>

Non publié

- SPETSCHINSKY, L. (2023d). *Union européenne - Russie : enjeux géopolitiques du continent eurasiatique - Chaire IBL* (Syllabus de cours) [Syllabus de cours].

Audios

- HASKI, P. (2024, mai 13). *Comment l’Ukraine a gagné la bataille du blé en mer Noire* (Extrait d’émission radio). France Inter. <https://open.spotify.com/episode/568oXk7fztmqGR9bSDL1Ur?si=5953d744c62a4eca>

Vidéo

LA CHAMBRE. (2022, mars 31). *VISIOCONFÉRENCE AVEC LE PRÉSIDENT ZELENSKY*. Bruxelles. <https://www.dekamer.be/media/index.html?language=fr&sid=55S004&offset=1607>

Annexes

Annexe A

LA GÉOGRAPHIE DU RÉSULTAT DU SECOND TOUR DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2019 EN UKRAINE : LE CLIVAGE EST-OUEST ENCORE D'ACTUALITÉ ?»



FIGURE 8 : Résultats par région du second tour de l'élection présidentielle de 2019 en Ukraine (CHAMONTIN, 2019)

Annexe B

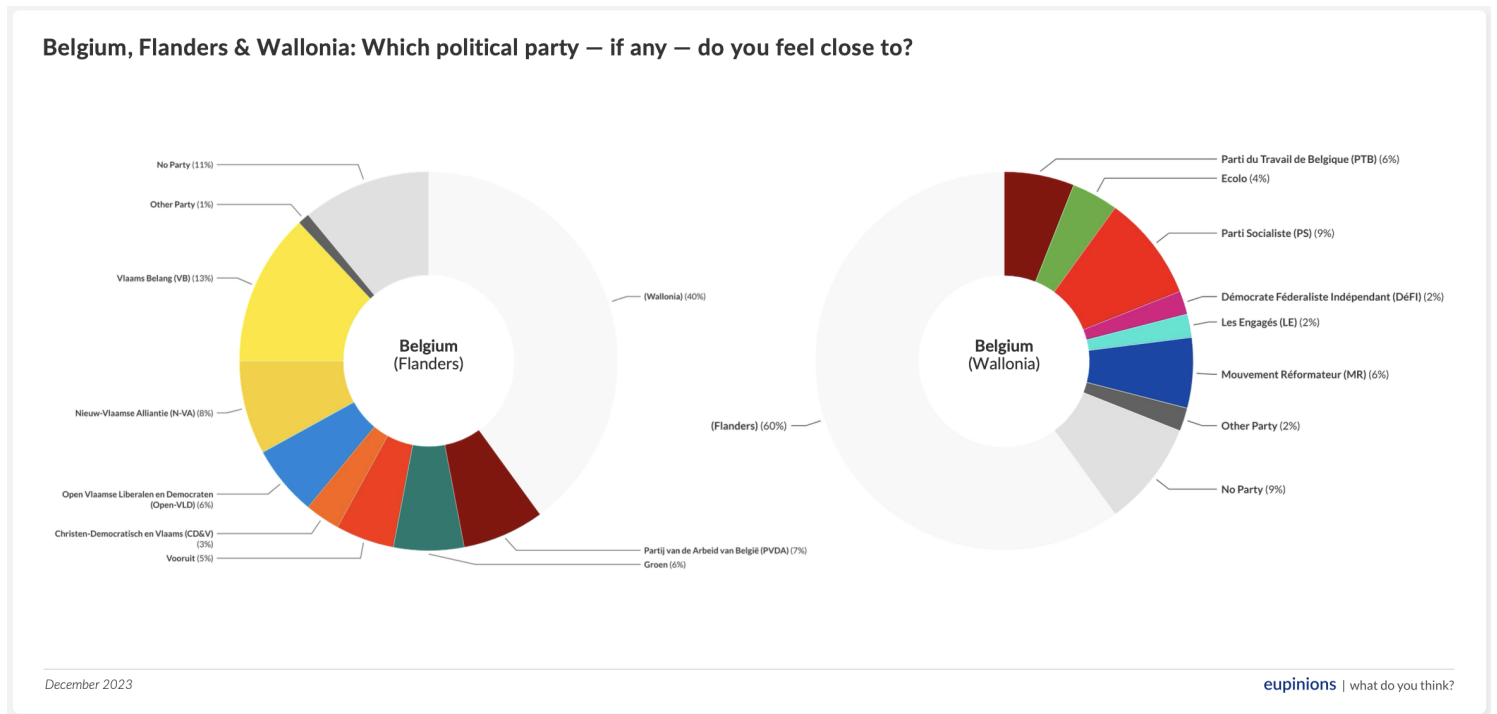


FIGURE 9 : Répartition politique des répondants en Belgique (HOFFMANN & de VRIES, 2024)

Annexe C

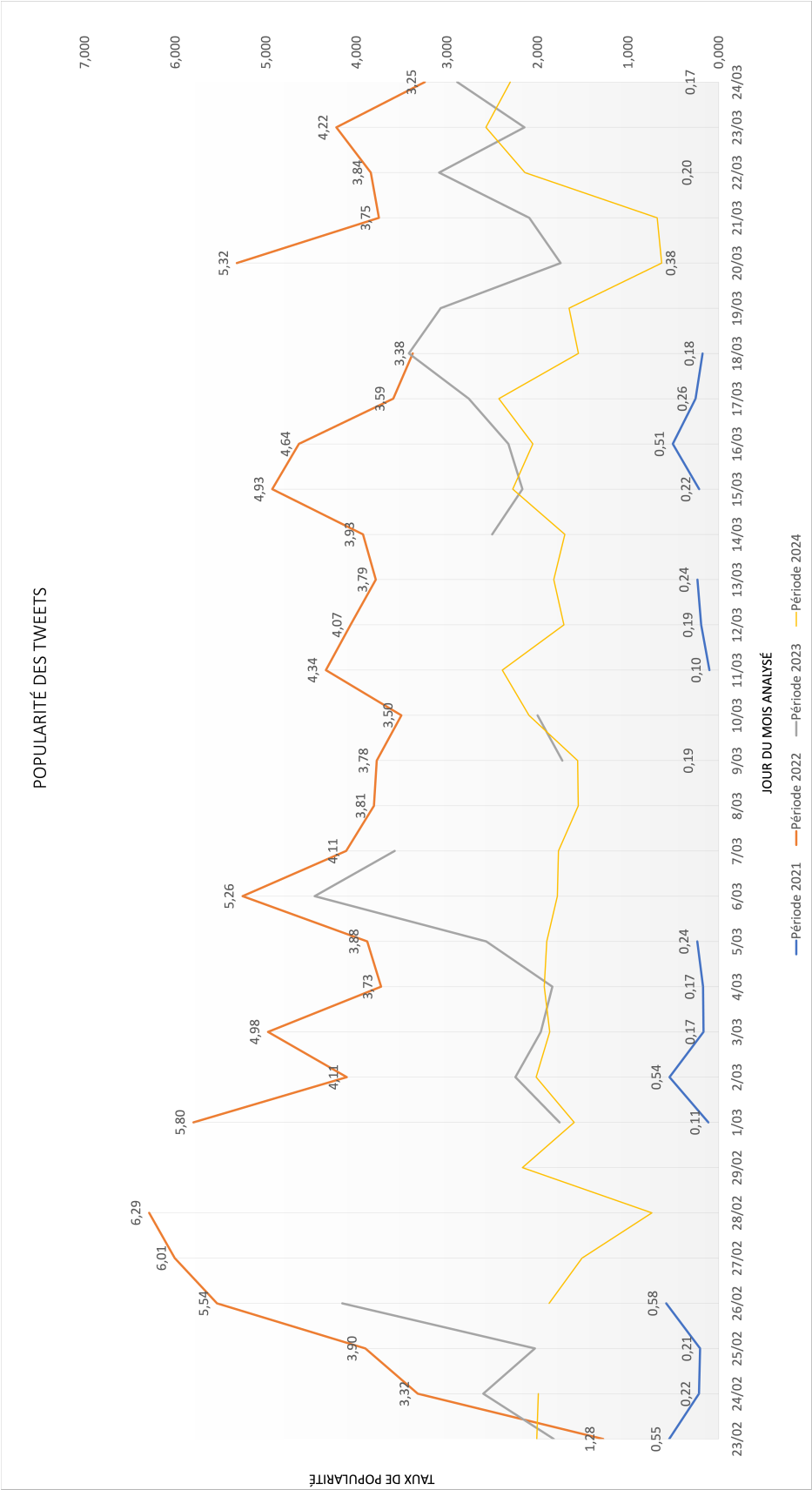


FIGURE 10 : Popularité des publications de Zelensky sur X, par jour chaque année

Annexe D : Questions de l'interview 1

Contextualisation :

1. Pourriez-vous présenter, présenter votre parcours, votre vie ?
2. Quel est votre avis sur l'attitude de la Russie à l'égard de l'Ukraine ? Peut-être brièvement depuis toujours mais plus particulièrement depuis 2014 et spécifiquement depuis l'invasion du 24 février 2022 ?
3. Que pensez-vous de la réaction de votre pays, des autorités, de la population face à cet événement ?
4. Que pensez-vous de la réaction de la communauté internationale face à cet événement ?

Soutien :

1. Que pensez-vous de la réaction de l'Union européenne face à cet événement ?
2. Que pensez-vous de la réaction de la Belgique (gouvernement et puis population) face à cet événement ?
3. Êtes-vous au courant d'une aide quelconque à destination l'Ukraine de la part de la Belgique ? Trouvez-vous cela suffisant ?
4. Craignez-vous une baisse de ces aides/du soutien/support de la Belgique dans les mois à venir ? Pourquoi ?
5. Craignez-vous que les élections politiques prochaines en Belgique (et plus largement en Europe) puissent influencer le soutien belge ?

Influence :

1. En tant que résident belge, avez-vous remarqué des manifestations particulières exprimant d'un soutien à l'Ukraine en Belgique, un événement marquant ?
2. Que pensez-vous de la couverture médiatique de la guerre ?
3. Êtes-vous présent sur les réseaux sociaux tels que Facebook, X (Twitter), Instagram... Si tel est le cas, avez-vous été récemment confrontés à des posts traitants de la guerre ? Si tel est le cas encore une fois quel post vous à particulièrement marqué ?
4. Qu'en pensez-vous ? Pensez-vous que la couverture médiatique et sur les réseaux sociaux est trop importante/insuffisante/inadaptée ? Que changeriez-vous ?

5. Êtes-vous familier avec les efforts de l'Ukraine et de la Russie d'influencer l'opinion publique via les médias sociaux ? Si oui, est-ce que vous les avez trouvés efficaces ?
6. Ont-ils eu un impact sur la formation de l'avis que vous tenez sur la guerre ?

Annexe E

13

Madame la Présidente de la Chambre des représentants, Madame Présidente du Sénat, Monsieur le Premier ministre, Cher peuple belge,

Cela fait 8 ans que l'Ukraine est en guerre. Cela fait 36 jours depuis que la Fédération de Russie a envahi l'Ukraine. Beaucoup de personnes attendaient que notre personne, nos Ukrainiens, pourrait tenir aussi longtemps, beaucoup de personnes ne croyaient pas qu'on allait pouvoir tenir. Mais nous avons pu tenir. Nous avons tenu en défendant notre liberté et notre courage a été l'objet d'admiration de plusieurs. Au sud de notre pays, la ville de Marioupol dont vous avez déjà parlé et je vous suis très reconnaissant d'ailleurs d'en avoir parlé, donc l'une des villes qui avait des perspectives économiques les plus importantes. Donc aujourd'hui, 90% de cette ville a déjà été ruinée, détruite. Des milliers d'habitants de Marioupol sont morts. Plusieurs immeubles à plusieurs étages ont été complètement rasés. Cela fait plus de 4 semaines que Marioupol est bloquée. Les militaires russes ont cloturé tous les accès, ont fermé également l'accès par la mer vers la ville. Il n'y a rien, il n'y a pas d'eau, il n'y a pas de nourriture, il n'y a pas de médicament, il n'y a pas de vie, il n'y a rien de ce qui est nécessaire, de ce qui est essentiel pour la survie. Et malgré cela, Marioupol ne tombe pas, ils continuent à lutter contre les envahisseurs. Les défenseurs de Marioupol avaient le choix de sortir et de laisser la ville à l'envahisseur, ils ne l'ont pas fait. Chaque jour, nous allons, nous essayons de faire tout le possible pour que le couloir humanitaire avec Marioupol fonctionne, pour pouvoir évacuer les habitants paisibles, les personnes civiles qui y restent encore, les femmes, les enfants, les personnes âgées. Partiellement nous réussissons. Mais malheureusement dans la plupart des cas, les Russes ne nous permettent pas de les laisser sortir sur le territoire de l'Ukraine et en même temps ne laisse pas entrer les convois humanitaires vers l'intérieur de la ville. Aujourd'hui, c'est l'un des endroits les plus horribles en Europe. C'est vraiment l'enfer sur terre, c'est la catastrophe. Mais personne n'a suffisamment de détermination pour nous aider à arrêter la catastrophe dans ce pays. Et

13. Le discours a été transcrit manuellement sur base de la traduction effectuée en direct lors du discours

aujourd'hui je voudrais vous demander, je voudrais demander à tous les Européens qui m'entendent aujourd'hui en ce moment. Qu'est ce qu'ils espèrent ces défenseurs de Marioupol ? Qu'est-ce qu'espèrent les défenseurs des autres villes et villages de l'Ukraine ? De tous les endroits où il y a les batailles, les batailles pas moins terribles que la bataille que vous avez connu à Ypres, peut-être même c'est pire ce qui se passe aujourd'hui à Marioupol. Qu'est ce qu'ils attendent pour effectuer l'espace assuré, l'espace d'exclusion aérienne. On a l'impression que les Européens n'ont pas suffisamment de courage pour le faire, tandis que l'Ukraine a déjà donné des milliers de vies pour défendre la sécurité en Europe. Les défenseurs de Marioupol, les défenseurs d'autres villes de l'Ukraine combattent pour la sécurité de toutes les villes en Europe. Est-ce qu'ils pensent à l'argent, est-ce qu'ils pensent aux revenus des compagnies ? Non, je ne pense pas. Ce sont des mondes complètement différents qui coexistent aujourd'hui. Ici, on lutte contre la tyrannie, la tyrannie qui veut diviser l'Europe, qui veut diviser tout ce qui nous unit au jour d'aujourd'hui, qui veut détruire ceux qui sont, pour qui la liberté est très importante, mais il existe ceux pour qui les diamants russes qui sont parfois vendus à Anvers sont plus importants, pour qui accepter les bateaux russes dans leur port et le revenu de ce bateau est plus important que notre but. Aujourd'hui la question la plus importante pour beaucoup des Ukrainiens, c'est la question : de quoi, cette personne est digne ? Et aujourd'hui, en tant que président de l'Ukraine, je m'adresse à vous aujourd'hui sur la base de ce qui est vraiment basique pour tous les habitants de l'Europe. Nous voyons comment les Européens simples nous soutiennent, comment ils nous soutiennent dans notre lutte, et ils savent à quel point les armements que nous attendons de la part des Européens sont importants pour nous quand on parle des armements, quand on parle des chars armés et des avions. On en a vraiment besoin. Nos militaires ont vraiment droit d'obtenir cette aide, ils sont dignes de cette aide. Ils sont dignes de savoir que l'Ukraine va aussi devenir un jour membre de l'Union européenne, parce que s'ils perdent, si les défenseurs de Marioupol perdent, il n'y aura plus de l'Union européenne forte. Parce que la tyrannie viendra pour vous prendre ce dont vous êtes fier. Nous ne vous le souhaitons pas et en aucun cas ça n'est une menace, c'est une réalité. C'est une constatation d'un fait, des faits auxquels nous faisons face et c'est très visible à Marioupol, à Marioupol qui était la base d'un détachement européen. Et on peut dire aussi que c'est la base de la dignité européenne et je pense que vous sur votre très belle terre vous êtes complètement conscient de ce dont je vous parle, même si vous ne le dites pas à voix haute. Donc je vous appelle à ce que nous soyons dignes de ces exploits que les Ukrainiens aujourd'hui démontrent au jour le

jour. Nous vous sommes très reconnaissants pour votre soutien que vous avez déjà effectué. Vous étiez l'un des premiers pays qui nous ont déjà donné de l'aide, y compris de l'aide militaire. C'est un remerciement historique. Vous avez déjà accepté sur votre terre plus de 30000 € Ukrainien. Vous êtes en tant que pays au cœur de l'Europe et vous pouvez devenir un exemple pour les autres, pour faire plus, pour nous aider à faire reculer les Russes, pour faire revenir la paix. Et je pense que la paix a beaucoup plus de valeur que les diamants, que les accords avec la Russie, que les bateaux russes dans les ports, plus que le pétrole et le gaz russe. Donc aidez-nous, aidez-nous, faites-le. Les armements, les sanctions, la possibilité de devenir membre de l'Union européenne et nous allons vous le rendre déjà très très vite. Ce que faisons font aujourd'hui les défenseurs de Marioupol.

Je vous remercie, je remercie votre pays. Gloire à l'Ukraine.

